



# LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris – Organe du Parti Socialiste – Mensuel – N° 60 – Avril 1977 – 2 F

**NANTES**

**17 - 18 - 19**

**JUIN**

**1977**

**CONGRÈS**

du

**Parti Socialiste**

**Contribution  
des  
Fédérations  
au débat**

“Lettre aux militants” de François Mitterrand



## Lettre aux militants

**Chers Camarades,**

Nous voici à deux mois du rendez-vous de Nantes. Auparavant vous vous serez réunis dans vos sections, dans vos fédérations et vous aurez décidé, pour deux ans, des orientations du Parti.

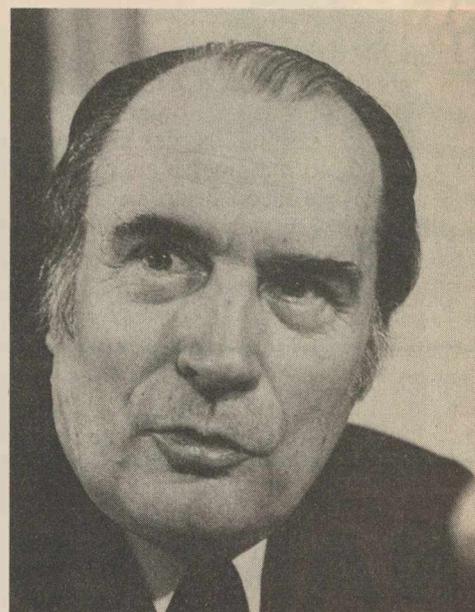
*Le Poing et la Rose* d'aujourd'hui publie les premiers textes soumis à votre examen. Viendront ensuite les motions de politique générale, sur lesquelles s'engageront les courants de pensée. Comme le veulent nos statuts, le vote de ces motions entraînera, à tous les échelons, le choix des dirigeants. Ainsi, notre Parti sera-t-il prêt à aborder les échéances historiques qui l'attendent.

Nous avons de nombreuses, de bonnes raisons de croire en l'avenir. Décrirai-je l'œuvre accomplie depuis le Congrès de Pau ? A vous d'en juger. Je rappellerai seulement que le Parti socialiste est devenu par son audience dans le pays, et par le nombre de ses électeurs, le premier Parti de France. Cette réussite, liée au double phénomène unitaire, unité du Parti et Union de la Gauche, que nous avons pu mener de front, sans donner plus qu'il ne fallait à l'un sur l'autre, trouve son origine dans la charte et la stratégie d'Epineuil. Mais l'explication serait insuffisante, si l'on oubliait que la plus juste cause a besoin, pour vaincre, d'être justement servie.

En élargissant nos bases, avec les Assises du Socialisme, en adoptant les thèses sur l'autogestion, en développant notre implantation dans les entreprises, en approfondissant nos analyses économiques, en prenant place et rang sur le plan international, en renforçant et en modernisant nos structures, en multipliant nos centres de réflexion (107 groupes de travail), et de formation, nous avons forgé l'instrument. Les militants ont fait le reste, c'est-à-dire le principal. Ils ont été présents partout.

Sur le terrain des luttes. Dans le débat démocratique. Là où l'on vit et où l'on travaille. Aux élections aussi : législatives partielles, cantonales, municipales, ont permis à des milliers, à des dizaines de milliers de socialistes, d'affermir ou de conquérir de solides positions politiques, ligne de départ pour de nouveaux bonds en avant. Désormais, notre Parti est représenté dans toutes les régions de France ; il gère 81 des 221 communes de plus de 30 000 habitants et dans le cadre de l'Union de la Gauche, participe à l'administration de 72 autres. Par lui, la génération montante accède aux responsabilités. La jeunesse se reconnaît en lui. Bref, nous sommes en état de gouverner, et pour la première fois de notre histoire, d'entreprendre par la voie que nous avons choisie, celle du suffrage universel, les changements que commande la transition vers la société socialiste.

N' imaginez pas, chers camarades, que ces résultats m'aveuglent, et que je mesure le progrès du socialisme à la seule aune électorale ! J'aperçois comme vous les faiblesses, les défaillances, les brèches à colmater, les domaines à explorer. Toute action mérite critique, la mienne comme les autres. Les succès remportés ne légitiment ni les erreurs de jugement, ni les retards d'exécution, et il est bon que la direction du Parti prenne conscience des siens. Nous n'avons pas, par exemple, assez exploité les études souvent remarquables qui nous étaient fournies sur les questions écologiques, nous avons parfois marginalisé, en dépit des recommandations qui nous étaient faites, les problèmes de la consommation, et si nous avons beaucoup travaillé pour ne rien ignorer des dossiers consacrés à la condition de la femme dans notre société, nous en avons perdu, pour une part, le bénéfice



Pascal LEBRUN

à cause d'une approche psychologique et politique incertaine. De même nous n'avons pas encore dominé les difficultés propres à la communication dans le Parti, et la décentralisation régionale – la direction est-elle seule coupable ? – continue de marquer le pas. Le Congrès de Nantes sera l'occasion pour les militants d'émettre leurs observations sur ces points et sur d'autres ; ils feront bien. On ne pêche jamais par excès de démocratie.

Mais si nous avons des raisons de croire en l'avenir, il nous faut aussi regarder le présent tel qu'il est. Dans ses profondeurs, le Parti est uni. Comment cependant ne pas être préoccupé par la situation que crée l'existence en son sein de véritables fractions organisées ? Cette situation contraire à la règle dictée par l'article IV de nos statuts, l'est plus encore à l'esprit d'unité qui a conduit les socialistes à se rassembler dans un seul Parti, et à la capacité de ce Parti de répondre aux espoirs mis en lui. Ni le souci de préserver, et même d'accroître la liberté de discussion, ni l'exercice de la représentation proportionnelle ne justifient un tel abus. Certes, il est difficile de fixer le point où finit "le courant de pensée" consacré par l'usage et où commence la "fraction organisée" proscrite par les textes. Mais les militants sollicités à tout instant, par des groupes rivaux, et qui voient avec tristesse la surenchère et l'intolérance troubler la vie des sections, savent de quoi je parle. Ils constatent avec moi que ces groupes – ou certains d'entre eux –, disposent de locaux, de moyens de financement,





## CONGRÈS DE NANTES

d'une presse extérieure au Parti, qu'ils s'adressent sans mandat à l'opinion, qu'ils prélèvent sur nos adhérents des cotisations indues, qu'ils organisent des réunions, des séminaires, des colloques, des stages de formation, où les militants sont conviés de façon discriminatoire et en dehors des instances régulières du Parti. Est-il besoin d'autres critères pour définir une "fraction organisée" ?

Je ne le cache pas : ces déviations m'inquiètent. Je crains que le Parti ne s'épuise dans des luttes internes, qu'il ne perde la cohésion indispensable à toute organisation sérieuse, et que son autorité politique et morale ne s'en trouve gravement affectée. Sans doute faut-il pour corriger pareille évolution que l'information parmi nous circule mieux et davantage. Nous gagnerons tous en confiance mutuelle et en qualité dialectique à ce que les courants de pensée s'expriment autant qu'ils le désirent dans les publications où s'ébauchent la théorie socialiste ; à ce que nos revues, nos journaux consacrent une plus large place au débat. Mais quand la décision politique est prise, elle doit être appliquée d'un même esprit, d'un même cœur. Aller au delà et laisser s'installer, se développer plusieurs partis dans le Parti, serait la ruine de nos efforts.

Je répugne aux mesures contraignantes, – qui s'imposeraient cependant si l'état de choses actuel continuait. C'est pourquoi je souhaite qu'un accord se réalise avant le Congrès entre les signataires des différentes motions nationales, sur les dispositions à prendre pour une mise en œuvre stricte et correcte de l'article 4.

Oui, je demande aux courants de pensée, de s'interdire à eux-mêmes les pratiques énumérées plus haut, de se rencontrer, de dépasser leurs contradictions, et dans l'intérêt supérieur du Parti et du socialisme, de parvenir à cet accord. Et je soumets ce vœu aux 160 000 membres du Parti pour qu'ils l'adoptent à l'occasion des assises préparatoires du congrès.

Si vous le voulez tous, nous franchirons d'autant mieux cette étape qui doit être celle d'une plus grande homogénéité du Parti, qu'à ma connaissance aucune divergence de fond ne nous sépare. **Il n'y a pas de divergence de fond sur l'Union de la Gauche** ; à ceux qui prétendent que la direction montre quelque tiédeur à l'égard du Programme commun et prévoit d'en différer l'applica-

tion, j'oppose la vérité des faits. Le Programme commun est notre loi. S'il l'emporte demain ce sera d'abord et surtout grâce au Parti socialiste. Le reste n'est qu'insinuation. **Il n'y a pas de divergence de fond sur la nature du front de classe**, qui ne saurait résulter d'une somme d'intérêts catégoriels, mais bien de l'appréhension collective des conditions d'existence et de travail. **Il n'y a pas de divergence de fond sur l'autogestion**, s'il s'agit effectivement du contenu des thèses votées par la convention nationale du mois de juin 1975. **Il n'y a pas de divergence de fond sur la nature de la société socialiste**, malgré les différences d'appréciation sur le degré d'appropriation sociale, et sur les relations du plan et du marché.

Appeler social-démocrate ou néo-travailleuse quiconque refuse le collectivisme n'a pas de sens, puisque personne parmi nous ne prône le collectivisme – ou bien nous sommes tous sociaux-démocrates et néo-travailleuses – puisque nous sommes tous favorables à la primauté du plan, comme à la nationalisation globale du système bancaire et progressive des moyens de production, dès qu'une tendance monopolistique se dessine dans un secteur clé de l'économie. **Il n'y a pas de divergence de fond, je l'espère, sur l'identité du Parti socialiste** qui n'est ni l'enfant prodigue du marxisme-léninisme, ni la copie en rose du Parti communiste, ni le ventre mou du gauchisme, ni l'alibi du réformisme, ni le bâton de vieillesse du capitalisme, mais un Parti dont la philosophie politique, exprimée par sa charte, son programme et ses actes, interdit ce genre de confusion. Pas davantage, le Parti socialiste n'est ce météore dissipé dans la nébuleuse de l'Union de la Gauche et dont rêvent certains. L'Union de la Gauche ne serait rien sans l'existence d'un Parti socialiste original, actif et fort. **Il n'y a pas de divergence de fond sur la période de transition**, celle qu'annonce et qu'organise le Programme commun. J'éprouve toujours quelque surprise à lire et à entendre les propos enflammés qui invitent, à distance, je ne sais quel mouvement populaire à déborder les Partis de Gauche parvenus au pouvoir, ces Partis étant considérés dans le même discours comme en marge du peuple. La théorie en vogue au moment où le sort de la révolution balançait au Portugal, et selon laquelle le socialisme se trouvait du côté de l'activisme et de Cunhal s'est objectivement révélée

contre-révolutionnaire. Je n'affirme pas que la pratique de l'actuel gouvernement portugais doive être en tous points approuvée. Mais je ne crois pas non plus que le socialisme puisse se dispenser d'une démarche démocratique. Là réside peut-être le malentendu.

Parlons clair : où bien il n'y a pas de divergence de fond sur l'Union de la Gauche, sur le front de classe, sur l'autogestion, sur la société socialiste, sur l'identité du Parti socialiste, sur la période de transition, – et les "fractions organisées" tiennent un double langage, n'hésitant pas pour des raisons tactiques, et seulement tactiques, à provoquer au sein du Parti des tensions artificielles et malsaines. Ou bien le conflit idéologique est réel et doit être reconnu. Mais si tel est bien le cas, sur quoi repose-t-il, sur quelle théorie, pour quels objectifs ? J'attends qu'on me le dise, et qu'on vous le dise, pour savoir qu'en penser.

Assez de sujets en tout cas s'offrent à notre réflexion pour que, dans un climat fraternel, s'élaborent les choix du Parti. L'Europe par exemple. Je respecte ceux des nôtres qui s'interrogent sur les perspectives ouvertes par la construction européenne ; par attachement à l'idée qu'ils se font de l'indépendance nationale ou par crainte de l'impérialisme, certains refusent d'assumer les effets du Traité de Rome. Mais le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct a été tranché par nos instances. Ces camarades ont contre eux les décisions du Congrès extraordinaire de Bagnolet. Ils ont pour eux leur propre logique et la perception de dangers que je ne songe pas à méconnaître. Je ne partage pas leur opinion, car je crois à la vocation internationale du Socialisme et à sa force d'entraînement. Mais c'est le type de débat, parce qu'il recoupe tous les autres, que nous nous devons à nous-mêmes de pousser à son terme. Il en va ainsi de l'actualisation du Programme commun, du contrôle des travailleurs, de l'écologie ou du nouvel ordre économique mondial. J'arrête là : la liste serait longue.

Je m'adresse à vous, Chers camarades, dans de rares circonstances, du moins de cette façon. Mais le congrès est pour les socialistes un événement d'importance. Premier Secrétaire du Parti depuis bientôt six ans, j'éprouvais le besoin – et la nécessité – de parler avec vous.

**François Mitterrand**

# TEXTES PROPOSÉS PAR LES FÉDÉRATIONS

## FÉDÉRATION DU CALVADOS

### *Pour chaque militante une double tâche*

Dans le Calvados, une commission femmes s'est créée à la suite des journées nationales du mois d'octobre. Ces rencontres nous ont fait prendre conscience, que nous avons dans notre Fédération, comme dans les autres, une double tâche. Tout en poursuivant le travail militant à l'intérieur des sections, notre rôle est d'impulser une réflexion collective sur les conditions spécifiques que rencontrent les femmes dans leur travail et dans la société en général, de façon à formuler des propositions, qui soient débattues dans tout le parti pour être prises en charges et proposées à l'ensemble du P.S.

### Notre démarche

- a) Ecouter celles qui travaillent
- b) Ecouter celles qui restent au foyer

Il n'est pas nécessaire de reprendre les analyses sur la double exploitation de la femme, sur le salaire féminin considéré comme salaire d'appoint. sur le rôle de la main-d'œuvre féminine utilisée comme volant de chômage. Nous voulons seulement faire deux remarques.

### Comment concerner les femmes dans une campagne entreprises

Le taux de syndicalisation dans les entreprises à main-d'œuvre féminine est faible, le taux de politisation encore plus. Cependant il est indispensable de bien comprendre le vécu de celles qui sont O.S. sur les chaînes, alors que leurs porte-paroles politiques et syndicaux sont la plupart du temps des hommes qui ont de meilleures conditions de travail et un meilleur salaire.

C'est en tenant compte de cette situation concrète qu'il s'agit d'élaborer des propositions, à partir des analyses du P.S., en prenant bien soin d'éviter un langage hermétique qui ne peut que culpabiliser et rejeter ceux et celles qui ne le comprennent pas.

### Militer ce n'est pas effrayer

Une action militante traditionnelle, dans un quartier, auprès des femmes qui ne travaillent pas, a de grandes chances d'échec, parce qu'elle fait peur.

La femme au foyer, celle qui n'a d'autre statut que celui d'épouse ou de mère, est particulièrement isolée. Toute attitude qui remet brutalement ce statut en question, est perçue comme une attaque.

Les méthodes traditionnelles de diffusion de tracts, vente de journaux sont inadéquates, il s'agit de d'inventer de nouvelles formes d'action, à partir de militants et de militantes qui habitent le quartier choisi.

### c) Etayer nos revendications par une réflexion collective

Action et réflexion sont intimement liées. Il nous a paru important d'étudier les propositions du P.S. concernant les femmes, celles des autres partis et syndicats, ainsi que les réflexions des groupes femmes. Ceci nous a amenées à prendre en charge l'explication politique et la défense des revendications suivantes :

- Droit égal au travail ;
- A travail égal, salaire égal ;
- Réduction du temps de travail pour tous ;
- Aucune discrimination dans la formation ;
- Multiplication des structures d'accueil ;
- Congés parentaux pour garde d'enfants ;
- Majoration des allocations familiales et de salaire unique ;
- Libre information sur contraception et avortement.

C'est aussi cette réflexion qui nous conduit à demander

### LA RÉACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

En effet, depuis 1972, la lutte politique des femmes s'est structurée autour d'une prise de conscience et d'une réflexion qui prenaient leur appui dans la réalité sociale. Elle apparaît comme fondamentale dans la mesure où les femmes sont les plus opprimées et les plus exploitées.

La réflexion des groupes autonomes, les grands débats autour de l'avortement, les prises de conscience à partir de conflits ou de grèves (cf. Lip au féminin), le développement de commissions féminines dans les partis et syndicats sont des signes évidents du rôle déterminant que les femmes sont

appelées à jouer dans l'avènement du socialisme.

Les notions utilisées dans le P.C.G. à la fois comme instruments d'analyse et comme solution, sont l'égalité et la participation.

- égalité des droits avec les hommes dans le travail et la famille.

- participation plus grande aux affaires de l'entreprise, du quartier, de la ville et du pays.

1. On ne peut que souscrire aux propositions qui ont présidé à la rédaction du chapitre sur la femmes. Cependant il est **peu crédible** car une parfaite égalité et une totale participation supposent résolus les problèmes économiques et changées les mentalités.

2. Comme il n'est pas assorti de mesures concrètes il apparaît comme une **simple déclaration d'intentions**. Le danger c'est que l'on prenne prétexte du manque de propositions concrètes pour ne rien faire du tout, pour estimer que les problèmes des femmes seront résolus quand la situation économique sera changée, ce qui est en contradiction avec les analyses de notre Parti.

3. Dernière remarque : les proclamations d'égalité qui se trouvent dans le chapitre sur les femmes sont parfois **contredites** par la lecture des autres chapitres qui contiennent soit **des propositions discriminatoires**, soit une **absence de propositions** quand cela serait nécessaire.

"Les congés seront allongés pour les jeunes, les femmes, les travailleurs effectuant des travaux pénibles, en particulier les ouvriers spécialisés". (P.C.G. p. 14); l'âge d'ouverture des droits à la retraite sera ramené à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes". (p. 13); "Le plan prévoit le nombre de travailleurs immigrés accueillis chaque année..." Femmes et immigrés sont aujourd'hui dans la même situation et pourraient justifier de mesures semblables (p. 15).

Les libertés individuelles, les discriminations raciales et antisémites et leur expression seront interdites et réprimées par la loi. Et les discriminations de sexe ? (p. 65)

### Quelques propositions concrètes

#### Emploi

54 % des demandeurs d'emploi sont des femmes. Le capitalisme utilise les femmes comme main-d'œuvre d'appoint qu'on licencie en période de récession. L'importance du chômage féminin est directement lié au manque de formation professionnelle. Il est lié au poids de l'idéologie dominante : pour beaucoup, le premier travail des femmes est à la maison.

Pour résorber le chômage, la Gauche, a pris l'engagement de créer plus de 200 000



emplois dès la première année. Le gouvernement imposera qu'ils soient pourvus par un nombre égal de femmes et d'hommes. Cela amènera progressivement la disparition de la notion de "complément" qui s'attache au travail féminin et constituera une première étape vers l'égalité, c'est-à-dire la possibilité pour tous de choisir de travailler.

6 millions de femmes ne travaillent pas, dont 3 millions restent au foyer contre leur gré.

#### Formation permanente

L'A.F.P.A. (Association de Formation pour Adultes), instrument privilégié de la politique du ministère du Travail a reçu en 1974 5 643 femmes soit 11,78 % des stagiaires formés. Quant aux actions conventionnées en général, les femmes y représentaient 28 % des stagiaires.

En ce qui concerne la formation en entreprise, l'écart est dû à la double pénalisation que subissent les femmes du fait de leur qualification inférieure (les employeurs forment en priorité les ingénieurs et les cadres) et du fait d'autres discriminations sexistes, les femmes ayant plus de difficultés à obtenir un congé-formation individuel, car on ne favorise pas leur promotion.

Pour éliminer la discrimination à l'emploi le gouvernement imposera une proportion égale d'hommes et de femmes dans la formation en entreprises, en ce qui concerne la formation d'Etat, il choisira un taux de féminisation de 50 %.

Une mère de famille de 3 enfants, qui a un emploi, travaille 90 heures par semaine.

Dans la crise actuelle, les femmes sont encouragées à se consacrer aux tâches ménagères. La famille est valorisée, la femme renforcée dans son rôle de mère et d'épouse.

#### 1. Le travail ménager est-il un travail privé ?

A long terme on peut envisager des structures collectives qui déchargeront les familles d'une grande partie des tâches ménagères et de garde des enfants. A court terme, une réelle égalité des rôles peut commencer, si parallèlement à la vie professionnelle, il y a dans la famille un partage des tâches domestiques et d'éducation des enfants.

2. Aujourd'hui, la famille joue un rôle important dans la reproduction des structures de la société (comme l'école) on ne peut prévoir la forme qu'elle prendra dans une société socialiste. Dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir, la législation sera transformée pour permettre à chacun de choisir librement son mode de vie.

3. L'homme et la femme ont le droit à la libre disposition de leur corps, cela signifie pour la femme le droit à la contraception libre et gratuite, le droit à l'avortement libre et gratuit, le droit à la maternité, qui n'existera que lorsque les conditions et les mentalités auront changé.

4. Comme sur les lieux de travail, on donnera aux villes et quartiers les moyens de développer une vie collective pour que chacun ait la possibilité de s'exprimer, non seulement pour "participer" à la vie de la cité, mais surtout pour que ne se recrée pas le schéma capitaliste (cloisonnement et isole-

ment) qui conduit au repli sur une cellule familiale qui devient le lieu où se cristallisent les conflits de la société.

#### Conclusion

La lutte des femmes jouera un rôle moteur dans la transformation des rapports sociaux existants, car elle met en cause à la fois les structures économiques et les mentalités. Elle a pour but à long terme le libre épanouissement de tous les individus.

Pour préparer les hommes et les femmes libres et responsables de demain, il faut lutter dès maintenant pour obtenir des droits égaux à ceux des hommes d'aujourd'hui. C'est-à-dire trouver des mesures pour faire disparaître la surexploitation, le double travail, et l'oppression dont les femmes sont victimes.

C'est à tous les militants du P.S. de se sentir concernés et de participer à cette lutte car si des droits étaient seulement "octroyés d'en haut" ils pourraient tout aussi bien être retirés (comme en U.R.S.S.) ou vidés de leur contenu (comme en Suède).

En soumettant à la discussion dans le Parti ces quelques propositions nous n'avons pas la prétention de remédier aux silences du P.C.G., nous voulons apporter notre contribution à la réflexion commune qui doit se concrétiser avant les élections législatives de 1978, puisque nous avons tous l'intime conviction à la fois que les problèmes des femmes ne trouveront de solution qu'en système socialiste et que le socialisme ne se fera pas sans les femmes.

***Ce texte fait le point du travail de notre commission. Mais le sens de notre réflexion serait trahi si nous n'ajoutions pas que le plus important reste à définir. Nous savons sans pouvoir aujourd'hui l'exprimer avec assez de clarté, que l'égalité n'est qu'une transition. Bien pauvre serait le socialisme si son ambition se limitait à amener le plus grand nombre au partage des valeurs de l'actuelle société, faite pour et régie par les hommes, et dans laquelle eux-mêmes souffrent de tant d'inégalités et d'injustices.***

## BUREAU FÉDÉRAL DE LA CORSE SUD

Le but des socialistes est de libérer l'homme de toutes les contraintes que fait peser sur lui un système dominé par le grand capital.

Or la société industrielle capitaliste s'est développée avec pour seule finalité le profit maxima. Il est dans la logique d'une telle finalité, que se créent des disparités régionales et que s'accroissent les inégalités sociales.

En effet, la constitution progressive des grands monopoles capitalistes au cours du siècle dernier a eu pour conséquences :

1. La mainmise de la grande bourgeoisie sur le pouvoir politique qu'elle exerce dans son seul intérêt ;
2. Le centralisme administratif ;
3. Le déséquilibre dans la répartition des équipements et des industries à travers le territoire français : le développement industriel provoqua massivement un exode de l'agriculture vers l'industrie, de la campagne vers les villes, des régions dépourvues de matières premières vers celles qui les possédaient ;
4. Le nivellement culturel : sous prétexte d'égalitarisme, un enseignement uniforme destiné en réalité à former l'armée des travailleurs dont le capital moderne a besoin, a étouffé cultures et langues régionales ; les moyens modernes d'information (presse, radio, télévision, cinéma), directement ou indirectement aux mains du grand capital, renforcent le processus de destruction des cultures régionales, n'en conservant qu'un sous-produit folklorique dans la mesure où il est commercialisable.

Contre ces formes multiples d'oppression, voici que de diverses régions de France, se sont déjà levées de puissantes revendications qu'on ne pourra apaiser ni par la répression, ni par le mépris, ni par le seul moyen de quelques mesures économiques.

Ces exigences sont celles de la reconnaissance des identités régionales et de la capacité pour des régions redéfinies de gérer elles-mêmes leurs propres affaires.

Des aspirations nouvelles apparaissent : pour le travailleur, l'intervention directe dans la vie économique ; pour le citoyen, la participation directe aux décisions qui le concernent.

Ces aspirations à une véritable démocratie économique et à une véritable démocratie politique ne peuvent être prises en compte que par notre parti.

C'est ainsi que les réponses socialistes ont, pour une très large part, été formulées et adoptées tant dans notre programme de gouvernement "Changer la vie" que dans les "Quinze thèses sur l'autogestion".

Il apparaît aujourd'hui que ces aspirations ne peuvent être satisfaites que dans le cadre d'une nouvelle collectivité territoriale, à savoir, la région.

En effet, c'est la région qui définit les dimensions humaines à l'intérieur desquelles pourront s'exercer efficacement les interventions économiques.

C'est dans la région aussi que s'épanouit l'identité culturelle où se reconnaissent les travailleurs et les citoyens.

Ainsi le programme "Changer la vie" prévoit :

"De grandes régions permettront de briser les féodalités provinciales, de conserver l'unité de l'Etat et de faciliter la planification régionale.

"Des dispositions devront être prévues afin de préserver, au sein de nouvelles unités régionales, les exigences particulières de certaines provinces, notamment du point de vue culturel ou linguistique (exemple de la Corse, exceptionnelle par son insularité



et les conséquences qui en découlent, qui bénéficiera d'un statut spécial.)"

C'est pourquoi il revenait aux socialistes de la Corse de proposer à l'ensemble du parti les mesures d'ordre institutionnel, économique et culturel constituant une synthèse des dispositions prévues par "Changer la vie" et par les "Thèses sur l'autogestion". Ces mesures s'appliqueront en premier lieu à la région Corse et, compte tenu du "droit à la différence", pourraient être adoptées à d'autres régions "à forte identité culturelle".

### **Des mesures d'ordre institutionnel**

La région Corse est dotée d'une Assemblée régionale élue au suffrage universel direct, l'exécutif étant assuré par le président et le Bureau de l'Assemblée régionale. Un Conseil économique et social dont la composition doit être démocratisée garde un pouvoir consultatif.

Les compétences de la région sont celles précédemment dévolues aux préfets et aux directeurs et chefs des services extérieurs de l'Etat sauf en ce qui concerne la justice, la politique de défense, la politique judiciaire, la politique monétaire et douanière, le Trésor public. L'Assemblée régionale aura à déterminer les modalités d'application des lois votées par le Parlement national; elle pourra en outre proposer des modifications des dispositions législatives pour ce qui concerne la Corse.

### **Des dispositions relatives au domaine économique**

Le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants ne se limite pas aux seules nationalisations et doit s'effectuer de façon différenciée. Des formes nouvelles de socialisation restent donc à inventer.

C'est ainsi que selon leur importance et les limites de leur influence, ces moyens de production peuvent être confiés aussi aux communes, aux départements et aux régions.

La région corse se dotera d'une agence régionale de l'emploi, d'une agence régionale foncière et d'une caisse régionale de crédit, telles que les prévoit le programme "Changer la vie". Elle disposera en outre, compte tenu de la spécificité de la Corse, d'une société régionale d'équipement industriel et touristique, d'une société régionale de mise en valeur agricole et d'une société régionale des transports.

Grâce à ces instruments au service de la région, celle-ci pourra jouer pleinement son rôle dans la planification démocratique comme le prévoit notamment la neuvième thèse sur l'autogestion. Il s'agit en effet pour la région, non seulement de coordonner et d'harmoniser les propositions émanant des cellules de base (entreprises et communes), mais aussi de contrôler et d'exécuter le plan pour tout ce qui présente un intérêt régional, dans le respect des orientations nationales.

### **Dans le domaine culturel**

La Corse est sans conteste une de ces régions de France à forte identité culturelle, au-delà d'aspects purement "folkloriques", identité forgée par l'histoire, inscrite dans

la géographie, vécue profondément dans les couches populaires. Le respect de cette culture exige donc autre chose qu'un simple "conservatoire" culturel: c'est d'une culture vivante qu'il s'agit.

C'est pourquoi le Conseil régional de développement culturel et du cadre de vie a pour rôle de préparer le plan d'activité culturelle de la Corse et de susciter l'organisation de comités locaux, ruraux et urbains, afin de développer les possibilités de création et de formation en s'appuyant sur l'animation, la diffusion des œuvres et la conservation du patrimoine culturel de la Corse. Sa compétence s'étend en outre à l'urbanisme, l'architecture, la protection des sites, le tourisme, les loisirs, la lutte contre les incendies, la pollution, la protection de la faune et de la flore et au parc régional. Sa composition tripartite garantit son fonctionnement démocratique.

Un Conseil académique de gestion élira son président qui assurera les fonctions dévolues actuellement au recteur. L'enseignement de la langue et de la culture corses sera intégré aux programmes d'enseignement général à tous les niveaux.

Enfin il est créé un office corse de l'audiovisuel responsable notamment de la diffusion des émissions d'une chaîne de radio et d'une chaîne de télévision régionales.

Ces mesures sont contenues explicitement dans le programme "Changer la vie" ou s'inscrivent dans la perspective qu'il a tracée.

### **En conclusion**

La théorie et la pratique du Parti socialiste visent à prendre en compte de façon globale, c'est-à-dire dans ses dimensions économiques, politiques et culturelles, l'existence des hommes de notre temps.

C'est pourquoi en union avec le Comité directeur et le Secrétariat national, la fédération de la Corse du Parti socialiste a élaboré une proposition de loi portant statut particulier pour la Corse.

Toutes les mesures qui y sont définies, aussi bien celles qui concernent le cadre institutionnel, le domaine de compétence que celles qui disposent des moyens, sont en parfaite cohérence avec le programme socialiste "Changer la vie" et avec les "Thèses sur l'autogestion" adoptées par la Convention nationale de juin 1975.

Dès lors cette proposition de loi dans son esprit et dans sa lettre devient le projet politique que le Parti socialiste tout entier entend réaliser pour la Corse et, avec les adaptations nécessaires, pour toute autre région de France qui aspirerait à faire reconnaître son "droit à la différence".

## BUREAU FÉDÉRAL DE LA HAUTE-CORSE

"La question corse appelle maintenant une solution globale, tout à la fois politique, sociale, économique et culturelle. Aussi le M.R.G. et le P.S. se prononcent-ils... en faveur d'un statut particulier de la région Corse dans le cadre de la Constitution actuelle de la République française.

"... Une dès la prochaine rentrée parlementaire".

Ce communiqué du 2 juillet 1976 du groupe socialiste et radicaux de Gauche engage notre parti à concrétiser sa proposition de statut particulier pour la Corse (formulée lors du Comité directeur des 4-5 octobre 1975) sous forme de dépôt d'une proposition de loi.

La fédération de la Haute-Corse constate que la crédibilité du Parti socialiste en Corse dépend de la façon dont il va assumer ses engagements au cours de cette session parlementaire, à défaut de ne pas l'avoir fait à la précédente.

Elle insiste sur l'importance pour le parti de dépasser ce qui apparaît en Corse comme un préalable, afin de pouvoir assumer les responsabilités qui vont être les nôtres face aux échéances qui approchent, en élaborant les décrets d'application qui permettront à la proposition de loi d'entrer dans les faits dès que possible.

**Ciccoli, Motroni, Orsoni, Stefannaggi, Tristani, Viale.**

## MAJORITÉ DU BUREAU FÉDÉRAL DE LA CORRÈZE

### **LE PARTI SOCIALISTE DANS LA PERSPECTIVE DU POUVOIR**

Au moment où se tiendra notre Congrès de Nantes, nous serons à quelques mois des élections législatives de 1978 qui constituent l'événement politique attendu vers lequel convergent déjà tous les regards.

En effet, la montée du Parti socialiste, le renforcement et la crédibilité accrus de l'Union de la Gauche, manifestés et amplifiés à chaque scrutin, rendent probable et crédible la perspective de l'accession de la Gauche au pouvoir.

Les quelques mois qui nous restent méritent en conséquence d'être utilisés afin de **préparer au mieux notre Parti à l'exercice du pouvoir**, en liaison avec nos partenaires du Programme commun de la Gauche.

Ce Congrès doit donc être l'occasion non seulement de faire le point, mais aussi de dégager des objectifs de travail et d'action qui permettent un renforcement de notre organisation: présence mieux réalisée et affirmée de ses militants sur tous les terrains de lutte et d'intervention, capacité à



assumer les responsabilités du pouvoir qui mérite d'être encore accrue.

## **Le Parti – son image de marque – sa vie interne**

Nous disposons maintenant d'une organisation puissante, à qui un nombre croissant de Français sont prêts à faire confiance. Nous avons construit un grand Parti, fort de son renouveau, fidèle à sa ligne politique, riche des sensibilités et des expériences diverses de ses militants. Cependant l'anarchie des courants et des sous-courants qui le traversent, souvent héritiers des strates successives qui se sont ajoutées les unes aux autres pour réaliser en son sein l'unité socialiste, mérite de laisser la place à une démocratie interne à la fois plus simple et plus profonde et à une discipline plus largement consentie.

Nos statuts interdisent, dans leur article 4, "l'existence de tendances organisées" et ils doivent être fidèlement appliqués.

Le Comité directeur y veillera scrupuleusement afin qu'aucun réseau ni aucun appareil ne risque, en quelque circonstance et à quelque niveau que ce soit, de se substituer aux organismes régulièrement élus du Parti, de peser sur eux, ni de diffuser ses propres informations et mots d'ordre.

Parallèlement la non "existence de tendances organisées", qui est notre commune loi, suppose un effort particulier pour qu'en application du même article 4, soit assurée une "entière liberté" de discussion dans le Parti.

Nos options autogestionnaires nous imposent un audacieux effort d'innovation en ce domaine. Il s'agit de réaliser, entre la base et le sommet, comme entre le sommet et la base, la plus large circulation de l'information et un système de liaison et de dialogue permanent.

Le Comité directeur devra mettre sur pied en son sein une "commission information", dont la mission sera de favoriser la diffusion de l'information du haut vers le bas comme du bas vers le haut. Ce sera tâche difficile et novatrice, selon des normes et des critères à définir et ensuite à respecter.

Informers les militants pour un large débat démocratique, mettre un terme aux circuits parallèles dans le parti Parti des objectifs complémentaires qui exigent aussi un renforcement de la discipline dans l'action afin que tous les militants appliquent fidèlement à tous les niveaux les décisions démocratiquement élaborées.

## **Le Parti et l'Union de la Gauche**

Le Parti socialiste est profondément attaché à l'Union de la Gauche et le débat n'est plus en son sein au niveau du choix stratégique, mais de son application.

L'Union de la Gauche n'est pas une fin en soi, c'est un moyen de réaliser la finalité qui est la nôtre, c'est-à-dire le socialisme. Aussi dans le cadre de cette stratégie d'alliance, est-il toujours indispensable d'affirmer en toutes circonstances l'originalité et l'autonomie de notre Parti.

Approfondir et renforcer l'Union de la Gauche, c'est bien sûr, affiner ses choix programmatiques et c'est aussi renforcer sa

cohésion politique afin de donner encore davantage au pays l'image d'une alliance politique capable d'assumer pleinement les réalités du pouvoir.

La forte représentativité du P.S. dans cette Union, la clarté de sa ligne et sa présence sur tous les terrains sont une garantie fondamentale de crédibilité. Nous portons, nous Socialistes, une grande part de responsabilité dans le succès possible de la Gauche pour 1978 et nous devons en avoir pleinement conscience.

**Il s'agit en fait de l'image de la société démocratique socialiste que nous serons capables de donner aux Français et de la volonté politique qui nous animera pour la faire prévaloir dans le cadre de l'Union de la Gauche.**

## **Le Parti dans la perspective du pouvoir**

Les élections municipales de mars 1977 nous situent encore plus nettement dans cette perspective, avec la conquête de nombreuses municipalités et notamment les deux tiers des grandes villes.

**Aussi le mode de gestion des nouvelles municipalités de gauche sera-t-il à même d'exercer une influence sur les élections de 1978.**

Il s'agit en fait de la capacité d'initiative de la Gauche, et en particulier des socialistes, pour intéresser et associer les citoyens aux décisions qui les concernent et illustrer concrètement la démarche qui est nôtre pour "changer la vie".

Le rôle des élus municipaux sera donc important dans notre stratégie de conquête du pouvoir comme dans le développement du Parti; des liaisons étroites seront donc indispensables avec eux.

La mise à jour du Programme commun avec nos partenaires est une nécessité, mais il faudra aussi jusqu'en mars 1978, continuer à approfondir et préciser nos objectifs en matière de politique économique; ceci à la fois dans un esprit de rigueur socialiste et avec le réalisme qu'exige l'analyse lucide des réalités sociales et économiques de la France d'aujourd'hui.

Aussi nous faut-il préparer conjointement la prise en main rapide par la collectivité des grands pôles de domination économique prévus par le programme commun et préciser en les renforçant nos objectifs qualitatifs et en particulier le développement de la démocratie dans l'entreprise, la mise en œuvre du contrôle ouvrier, la prise en charge par le plus grand nombre d'une nouvelle politique du cadre de vie, etc.

La préparation de l'exercice du pouvoir en France par la Gauche dans les meilleures conditions exige aussi le développement des rapports avec le mouvement ouvrier dans les autres pays d'Europe. Nous avons besoin d'une plate forme européenne orientée vers la transformation des mécanismes actuels du Marché commun et concernant par exemple le contrôle des mouvements de capitaux, la coordination des politiques sociales, la réduction de la durée du travail, la mise sur pied de rapports d'un type nouveau avec les pays du tiers monde, etc.

Un gouvernement de Gauche en France devra, bien sûr tenir compte de l'insertion

économique de notre pays dans le Marché commun mais il faut nous préparer dès maintenant à tout mettre en œuvre pour que se desserre l'étau du grand capital américain sur l'Europe. L'élection du Parlement européen au suffrage universel devrait nous permettre de populariser ces thèmes.

## **Le Parti demain au pouvoir**

La victoire aux élections législatives de 1978 du Parti socialiste et de l'Union de la Gauche exigera de nous une réelle diligence dans l'application des réformes de structures prévues par le Programme commun, c'est-à-dire dans les tous premiers mois du gouvernement

Ce gouvernement ne sera à même de réaliser pleinement sa politique que s'il bénéficie de l'appui affirmé de celles et de ceux qui constitueront la nouvelle majorité face aux manœuvres que la Droite ne manquera pas de déployer.

Cette constatation d'évidence exige de nous une réflexion approfondie sur le type de rapports à instaurer entre le gouvernement et les masses populaires qui le soutiendront ou seront susceptibles d'approuver son action.

Le Parti socialiste aura un rôle important à jouer afin que l'articulation se fasse harmonieusement et permette un développement sans failles d'une politique de gauche au service des travailleurs:

- Il œuvrera à favoriser le dialogue et la concertation avec les organisations syndicales dont l'indépendance doit être en toutes circonstances préservée, mais qui auront un rôle spécifique à jouer en tant que force organisées, représentatives et responsables du monde du travail.

- Il aura le souci de voir se réaliser les nationalisations prévues dans le respect de ses options autogestionnaires, ce qui suppose notamment la mise sur pied et le développement dans les entreprises nationalisées d'associations représentatives habilitées à déposer des candidatures aux Conseils d'administration et de surveillance.

- Il suscitera des expériences de caractère autogestionnaire de dans certains secteurs de l'économie, dans la perspective de favoriser le développement des capacités d'initiative et d'organisation du monde du travail.

- Il se préoccupera tout particulièrement du rôle imparti aux mass media dans une optique pluraliste et favorisera la décentralisation de l'information.

S'il est indispensable de respecter la liberté et l'indépendance de "l'information", il faudra leur permettre de se réaliser pleinement à tous les échelons de la vie nationale, afin que le débat démocratique puisse se développer dans toute son ampleur.

## **Conclusion**

Le Parti socialiste aura un rôle déterminant à jouer dans le gouvernement de la Gauche, si elle remporte les élections de 1978. Aussi est-ce ce dans cette perspective que doivent se situer les discussions et les décisions de notre Congrès de Nantes.

Un parti plus uni et plus cohérent, le mieux préparé possible à l'exercice du pouvoir pour le service du socialisme et de la Gauche, tels doivent être nos objectifs.



## FÉDÉRATION DE LA CREUSE

### **Pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel**

Le Parlement français aura à se prononcer pendant la session de printemps, et probablement en juin prochain, sur le projet d'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée parlementaire européenne prévue pour 1978.

**La position du Parti est claire ; elle résulte :**

#### **1. De la fidélité aux engagements pris.**

En votant le Traité de Rome, nous en avons en effet accepté les dispositions et notamment celle-ci qui figure à l'art. 138 du Traité : "L'Assemblée européenne élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres."

#### **2. Des décisions maintes fois réaffirmées,** qu'il s'agisse du Programme socialiste, de la motion de Bagnolet, du communiqué publié à l'issue du Comité directeur des 6 et 7 janvier et du Programme commun lui-même.

**Quel est le véritable débat ? La question n'est pas de prendre position pour ou contre l'existence d'une Assemblée qui existe déjà, mais de savoir comment elle sera élue.**

La conclusion de la motion de Bagnolet rappelle que le combat pour la construction de l'Europe des peuples est inséparable du combat pour la conquête du pouvoir politique dans le cadre national. Mais, ajoute la motion, "sans attendre d'avoir, avec ses alliés de l'Union de la Gauche, les responsabilités du pouvoir en France, le Parti socialiste entend provoquer dans l'ensemble des pays de la Communauté un vaste mouvement d'opinion en faveur des objectifs que le socialisme démocratique assigne à la construction européenne. Notre lutte ne peut évidemment être isolée de celle de nos camarades des autres pays. L'idée d'un Programme commun de la Gauche européenne doit faire son chemin."

S'agissant de démocratiser les institutions, qui peut nier que l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne sera un pas en avant important ?

Le budget de la Communauté atteint aujourd'hui une ampleur considérable (plusieurs dizaines de milliards de nouveaux francs). Il est désormais constitué par des ressources d'un caractère purement européen : prélèvements agricoles, droits de douane, et bientôt prélèvement de 0,45 % sur la T.V.A. dans chacun des Etats membres. Ce budget est élaboré conjointement par la Commission et le Conseil des ministres de la Communauté.

**Mais le fonctionnement d'une communauté démocratique suppose également un contrôle rigoureux des dépenses et des recettes.** A cet égard le vote du budget est pour tout Parlement un vote essentiel. Il importe qu'il en soit ainsi pour l'Assemblée européenne dans la mesure où

les éléments qui constituent la Communauté ne relèvent plus que très indirectement de la compétence et du contrôle des divers Etats membres.

Comment enfin, ne pas reconnaître pour la diffusion de l'idée européenne et de notre conception socialiste de l'Europe des peuples, l'intérêt d'une campagne électorale concernant l'ensemble des Etats de la Communauté ? Jusqu'à présent, les populations ne se sont guère senties concernées par l'entreprise européenne. L'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne, en rendant possible une large confrontation des idées et des projets, associera plus directement les peuples à l'entreprise commune. C'est bien ce que, dans notre Programme du Parti socialiste et dans la motion de Bagnolet nous nous fixions comme objectif.

L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel offre enfin aux socialistes, s'ils le désirent, un terrain de manœuvre à la dimension de la lutte de tous les travailleurs d'Europe. Certes, cette lutte ne saurait se limiter à la seule désignation démocratique de l'Assemblée européenne. Aucun d'entre nous n'oublie l'immensité de la tâche, à accomplir pour construire une Europe démocratique et socialiste. **L'élection au suffrage universel n'est à cet égard qu'un pas en avant. Aussi insuffisant qu'il apparaisse, eu égard à la dimension de nos désirs et de nos ambitions, nous aurions tort de nous y dérober.**

S'opposer aujourd'hui à la démocratisation des institutions européennes procéderait, pour le Parti d'une double erreur de perspective.

La première, qui est d'imaginer que la réalité capitaliste européenne inscrit son développement dans le projet d'une communauté politique intégrée. Il y a beau temps que ses visées dépassent les frontières étroites de la Communauté économique européenne. La perspective d'une vaste zone atlantique de libre-échange lui convient beaucoup mieux.

La seconde, qui serait de subir la réalité capitaliste européenne en refusant de se donner les moyens de lutter contre elle avec des moyens opérationnels de dimension convenable, donc au moins européens.

Telles sont les lignes principales de l'engagement européen du Parti socialiste et ses motivations dans le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

A notre sens, l'Europe demeure pour les socialistes français un point d'appui important et la garantie de l'expansion du socialisme dans la liberté. Elle est également, dans l'état actuel des choses et des courants d'échanges, une donnée fondamentale de notre développement économique.

(A titre d'exemple, et sachant que les 2/3 de nos produits agricoles sont absorbés par la C.E.E. et à des prix le plus souvent très supérieurs aux cours mondiaux, qui est à même de proposer, dans un délai raisonnable une solution de remplacement ?)

Le repli sur soi ne pourrait signifier que stagnation économique recul, austérité aggravée et, dès lors, à brève échéance, l'échec de l'expérience de la Gauche en France.

Il est exact que l'Assemblée élue au suffrage universel disposera sans doute progressivement de pouvoirs plus grands ; mais c'est seulement la répartition des pouvoirs entre les institutions qui sera modifiée. **La récente décision du Conseil constitutionnel devrait d'ailleurs être de nature à tranquilliser les nationalistes sourcilieux.**

Après avoir observé que si le préambule de la Constitution de 1946, confirmé par celui de la Constitution de 1958, dispose que sous réserve de réciprocité la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix, aucune disposition de nature constitutionnelle n'autorise des transferts de tout ou partie de la souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit, le Conseil constitutionnel considère que le projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct ne contient aucune disposition ayant pour objet de modifier les compétences et pouvoirs limitativement attribués par les traités aux Communautés européennes ou de modifier la nature de cette assemblée qui demeure composée de représentants de chacun des peuples des Etats membres.

**Cette argumentation, qui peut se révéler dans l'avenir comme un frein redoutable à la construction européenne devrait au moins avoir cet avantage immédiat de donner à la Gauche un argument très fort pour résister aux obstacles d'ordre juridique que la Communauté européenne, mal inspirée, pourrait être tentée d'apporter à la réalisation en France du Programme commun.**

On nous opposera peut-être être encore l'argument d'opportuniste ?

Il est vrai que le Marché commun accumule les échecs ; il est vrai que les principaux partenaires de la France ont tendance à s'accrocher à l'Europe atlantique plutôt que de préparer les voies d'une Europe indépendante ; il est vrai qu'un "sauve qui peut" généralisé provoque, face à la crise, des réactions en ordre dispersé des Etats européens. Et l'on a en effet le droit de s'interroger sur l'opportunité d'une réforme électorale qui ne dissiperait ni les équivoques, ni les malentendus. Tout cela est de nature à inciter à la plus grande prudence.

Mais y a-t-il, en la matière et d'une manière générale dans les choix importants qu'offre l'histoire, de bons moments.

Si l'on doit attendre que chaque pays de l'Europe se donne un gouvernement socialiste pour faire l'Europe, l'Europe ne se fera probablement jamais. Or, seule l'Europe, une fois unie et parlant d'une même voix, serait capable de s'affranchir de la tutelle économique et monétaire des Etats-Unis. A refuser plus longtemps de s'y engager, on risque de perdre, sous prétexte d'un meilleur moment, toute occasion de la faire.

En conséquence, le Congrès donne mandat au groupe parlementaire de voter la ratification des actes portant élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel.



## FÉDÉRATION DE PARIS

LES FÉDÉRATIONS CI-DESSOUS SONT ÉGALEMENT SIGNATAIRES DE CETTE MOTION : FÉDÉRATION DU TERRITOIRE DE BELFORT, FÉDÉRATION DE MEURTHE-ET-MOSELLE, FÉDÉRATION DU HAUT-RHIN, FÉDÉRATION DE SAVOIE.

### ***Pour appliquer le Programme commun : Unité, autogestion, indépendance (1)***

Depuis trois ans la crise du capitalisme chemine et s'approfondit, entraînant derrière elle un cortège de souffrances : licenciements, faillites, chômage, vie chère et difficile pour le plus grand nombre, malaise et désespérance pour la jeunesse.

Cette crise, à la fois crise de société et, à l'échelle mondiale, crise de l'impérialisme, la Droite au pouvoir s'avère incapable de la juguler. Et c'est dans ces circonstances que notre Parti aura, selon toute vraisemblance, à la fois le privilège et la responsabilité de répondre à l'attente des travailleurs et d'assumer devant l'histoire le destin de notre peuple.

Parce que notre Parti sera l'agent et, en tout cas, le lieu de la décision, nous mesurons parfaitement la portée de ce congrès, dernier congrès ordinaire avant les élections législatives qui peuvent permettre à la Gauche d'accéder au gouvernement.

Conscients de l'enjeu (I), nous savons que, pour appliquer le Programme commun, le gouvernement de la Gauche rencontrera des difficultés mais trouvera aussi des moyens, s'il le veut (II).

C'est à les réunir que nous nous attachons à Nantes en définissant trois priorités : un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire (III).

(1) Des contributions complètent et précisent le sens de ce texte d'orientation ; vous les trouverez à la suite.

### ***I. L'enjeu de la période***

#### **1. Pour la Droite**

Face à l'érosion de ses bases de classes traditionnelles (paysannerie conservatrice et "classes moyennes" ancienne manière), la Droite n'a pas réussi, malgré les efforts de Giscard d'Estaing depuis 1974, à cimenter autour de la bourgeoisie de nouvelles alliances de classes, incluant en particulier les couches salariées "techniciennes" et urbaine dont l'essor numérique a caractérisé la croissance du capitalisme depuis trente ans.

La Droite n'est plus majoritaire dans ce pays et elle se divise sur les moyens de le redevenir : tandis que Giscard d'Estaing caresse ouvertement l'idée de pouvoir diviser la Gauche à chaud, à défaut d'avoir pu le faire à froid, Chirac entend mobiliser d'abord les soutiens traditionnels de la Droite, avant de s'attaquer, sous couvert de "travaillisme" à l'électorat qui regarde aujourd'hui vers la Gauche. Ces deux méthodes sont dans l'immédiat à la fois divergentes et complémentaires. Aussi bien à terme, l'objectif est le même : maintenir en France le pouvoir de la bourgeoisie.

#### **2. Pour la Gauche**

Tel n'est pas l'objectif de notre Parti qui a affirmé à Epinay sa volonté de "rompre avec le capitalisme" et, en signant le Programme commun de gouvernement, "d'ouvrir la voie au socialisme". Le moment est venu où il ne suffit plus de le dire. Il

faut le faire. Pour y parvenir, l'Union de la Gauche doit agréger les couches sociales encore indécises à l'alliance de classes réalignée sur la base du Programme commun de gouvernement. Bref, elle doit constituer un "front de classe", à la fois vaste et solide. A cet égard, des résultats importants ont été acquis : l'Union de la Gauche a conquis des positions nouvelles dans le pays en mars 1976 et mars 1977 à la faveur des élections cantonales et municipales.

La stratégie définie au congrès de Dijon a permis à la fois d'ancrer l'Union de la Gauche dans les réalités locales et de gagner un grand nombre de villes importantes à la Gauche.

Toutefois, au-delà des réalités électorales, l'Union, en tant qu'alliance politique, reste encore incertaine ou fragile sur des points importants. L'étendue, le sens et le contenu des nationalisations – la politique économique aussi bien intérieure (salaires et relance de la consommation) qu'extérieure (plus ou moins grande acceptation du cadre libéral et des règles du Marché commun), la construction de l'Europe et, plus généralement, la politique étrangère et militaire.

Bref, la Gauche doit approfondir encore son Union pour faire pièce au dessein de la Droite qui entend tirer parti d'une casure ou même d'une dégradation des rapports en son sein. Elle doit aussi rassembler le peuple autour d'elle. L'élargissement et le renforcement de l'Union de la Gauche sont deux objectifs complémentaires qui ne doivent en aucun cas être dissociés.

C'est à ce prix que la Gauche, arrivée au gouvernement, évitera, non seulement un nouveau Chili, mais aussi et d'abord un nouveau Portugal, parce que le danger en est de loin le plus réel. Ni trahir, ni périr, telle est la voie étroite de la seule réussite qui vaille.

### ***II. Appliquer le Programme commun de gouvernement***

L'arrivée de la Gauche au gouvernement, si elle doit se produire en 1978, coïncidera vraisemblablement avec le fond de la crise économique dans laquelle le capitalisme est entré depuis 1973. Cas de figure somme toute banale au regard de l'histoire, la Gauche ne se trouvant jamais projetée au gouvernement que pour faire face aux problèmes les plus difficiles.

Par un paradoxe apparent, la crise rendra à la fois moins aisée et plus nécessaire l'application du Programme commun de gouvernement : moins aisée si l'on n'y voit qu'une redistribution des revenus sans remise en cause du pouvoir ; plus nécessaire si l'on considère que le Programme commun est l'instrument d'une réorienta-



tion fondamentale de la société et de la croissance et que sa réalisation permettra seule la mobilisation ardente des travailleurs.

### A. Les verrous

On commence à discerner clairement les difficultés auxquelles se heurtera la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement: trois verrous se présenteront simultanément qu'on peut résumer en trois formules mais qui ont l'avantage de résulter d'une expérience ancienne:

- Le "pouvoir personnel" à l'Élysée;
- Le "mur d'argent" à l'intérieur;
- Une nouvelle "Sainte-Alliance" à l'extérieur.

**1. Le pouvoir personnel** est celui que Giscard d'Estaing prétendra tirer de la Constitution ou de sa pratique pour faire obstacle à la mise en œuvre du Programme commun. En tout état de cause, le président de la République conservera le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, épée de Damoclès suspendue sur la tête du gouvernement de Gauche.

**2. Le mur d'argent** peut se manifester par la réticence des détenteurs de capitaux et, plus précisément, des entrepreneurs d'investir ou même de produire et par des comportements de fuite (exode des capitaux).

**3. La nouvelle Sainte-Alliance** qui s'est déjà manifestée contre l'Italie du compromis historique à la conférence de Portorico en 1976 exprimera l'hostilité des gouvernements occidentaux à l'égard de la Gauche unie. Compte tenu de l'endettement important contracté par la France depuis 1974, de la faiblesse de nos réserves de devises mobilisables et de la fuite déjà entamée des capitaux, bien avant l'arrivée de la Gauche au pouvoir, la France devra inévitablement recourir, au moins pendant une période transitoire, à certains bailleurs de fonds internationaux: essentiellement le F.M.I. et l'Allemagne fédérale. Il est d'ailleurs vraisemblable que les États-Unis, plutôt que d'intervenir trop directement dans les affaires françaises, préféreront le faire par l'intermédiaire de l'Allemagne et, autant que possible, dans un cadre ou sous un camouflage "européen".

### B. Une dynamique à créer

Pour desserrer cette triple contrainte, la Gauche ne doit pas faire la politique de l'autruche. Elle ne doit pas faire comme si l'application du Programme commun n'allait pas se heurter à la résistance des privilégiés. Pour préserver et accroître sa liberté d'action, elle doit dès maintenant expliquer sans fard les difficultés probables, y préparer ses militants et son électeurat, ne pas cultiver aujourd'hui des illusions qui, déçues demain, se retourneraient contre elle. Les difficultés prévisibles pourraient conduire à renoncer à l'application du Programme commun. Cette voie qui est apparemment celle de la facilité déboucherait inévitablement sur le divorce entre l'action du gouvernement et le mouvement populaire, sur la cassure de l'Union de la Gauche, sur l'échec historique du Parti d'Épinay qui ne survivrait pas à l'abandon de sa perspective stratégique.

En réalité, l'audace est aujourd'hui, comme souvent, la seule sagesse. C'est l'application

du Programme commun qui créera elle-même la dynamique nécessaire. Le parti socialiste doit donc préciser clairement devant les citoyens les conditions dans lesquelles il entend exercer le pouvoir pour appliquer son programme:

**1. En matière institutionnelle, c'est le peuple qui est juge en dernier ressort.** Si la Gauche gagne les prochaines élections législatives, elle devra appliquer son programme. Si un conflit s'élève avec le président de la République, c'est le peuple qui devra trancher;

**2. En matière économique, seule l'application du Programme commun et particulièrement de son "noyau dur"** (nationalisation, contrôle des travailleurs, planification), et ceci dès les premières semaines, permettra à la fois de mobiliser les travailleurs et de sortir l'économie française de la crise.

a) S'il n'est évidemment pas question de supprimer l'économie de marché, les socialistes n'ont pas à professer "la régulation par le marché". Ce n'est pas au moment où les mécanismes du marché auxquels M. Giscard d'Estaing s'en est remis depuis trois ans afin de permettre à notre pays de rejoindre "le peloton des pays de tête", révèlent leur inefficacité, que les socialistes doivent réhabiliter le libéralisme économique.

Le plan de refroidissement Fourcade, en 1974, comme le "plan Barre" dont le véritable objectif est de rétablir le niveau des profits au détriment des salaires, pour permettre aux groupes dominants du capitalisme français de conserver leur place dans le système impérialiste mondial, n'enfoncent pas par hasard notre pays dans la crise. Les structures de l'économie française et la place qu'elle occupe dans la division internationale du travail condamnent les médecines libérales à aggraver le mal plutôt qu'à le guérir.

Les socialistes doivent affirmer, quant à eux, la nécessité d'une planification à long terme, démocratiquement élaborée, fermement mise en œuvre et encadrant le marché. Dans une période de mutation fondamentale cette planification est seule capable de répondre aux besoins immédiats des travailleurs concernant l'emploi et le niveau de vie tout en jetant les bases d'une nouvelle logique de développement.

b) A cet égard, **une politique industrielle socialiste** s'attachera à restructurer le secteur public en fonction des nouveaux objectifs de croissance. Cette réorientation implique une rupture à la fois progressive et radicale avec la logique capitaliste. Elle doit mettre en cause les rapports d'exploitation tels qu'ils s'expriment dans l'organisation du travail, ou à l'échelle mondiale, dans le fonctionnement de l'impérialisme. En d'autres termes, il faut affirmer dans les choix économiques la double dimension autogestionnaire et anti-impérialiste du Programme commun, en réfutant toute interprétation qui en limiterait la portée à la seule redistribution du revenu national, à structures économiques et sociales inchangées. Cette interprétation conduirait, "en effet", assez vite à l'habituelle récupération par le capitalisme.

**La dimension autogestionnaire** du Programme commun s'exprimera en particulier

à travers le contrôle des travailleurs sur les lieux de production. Le développement de ce contrôle constituera, dans le cadre de la planification démocratique, le moyen privilégié de la transformation des rapports de production grâce à une nouvelle orientation des investissements, à une nouvelle conception des machines et des usines et à une nouvelle organisation du travail.

Plus généralement, l'application du Programme commun doit prendre en charge les aspirations autogestionnaires de notre temps.

Dans les luttes d'aujourd'hui, on remet en question la façon de vivre, de travailler, de se loger, de se distraire. Il existe une immense attente pour des changements réels et rapides dans la vie quotidienne. Ces changements impliquent la lutte sur tous les terrains, contre les phénomènes d'aliénation qui accompagnent le développement du capitalisme: croissance pour la croissance, urbanisme concentrationnaire, destruction des milieux naturels, relations hiérarchiques stéréotypées dans le travail, la famille ou à l'école, marginalisation des jeunes, étouffement des personnalités régionales, aliénation changeante mais toujours réelle de la femme.

Pour que s'ouvre la voie du socialisme, les femmes doivent jouer un rôle déterminant. Les femmes travailleuses, en particulier, sont seules en mesure de mener la lutte à la fois contre l'exploitation et contre l'idéologie dominante (inégalité, soumission, obéissance) qui pèse particulièrement sur elles.

Changer la vie n'est pas un slogan: les réformes de structures résultant de l'application du Programme commun doivent ouvrir la voie à une transformation globale de la société. Il serait illusoire de croire que cette transformation pourra s'accomplir en quelques années. Mais la première législature peut permettre de franchir dans cette direction une étape significative.

L'avancée progressive vers un nouveau modèle de croissance résultera notamment de l'impulsion donnée aux services collectifs, des nouvelles orientations de la politique du logement, de la maîtrise assurée aux collectivités locales sur l'aménagement du cadre de vie et, enfin, des moyens donnés aux différents groupes sociaux et culturels pour affirmer leur identité et choisir leur mode de vie.

Le Programme commun n'est pas seulement un programme à usage interne. Sa réalisation doit contribuer à hâter l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial notamment par une réorientation de nos échanges et de nos productions.

L'ensemble de ces nouveaux objectifs de croissance doit guider la restructuration du secteur public industriel et notamment des entreprises dont la nationalisation est prévue par le Programme commun.

C'est en liant étroitement la réalisation des réformes de structures à l'aspiration à changer la vie qu'il est possible de mobiliser les travailleurs, de sortir de la crise et d'inventer une nouvelle croissance.

Ces orientations à long terme qui impliquent une approche entièrement nouvelle à l'égard du processus productif lui-même et de l'ordre économique mondial à insti-



tuer ont une grande importance y compris dans le court terme.

En effet, pour effectuer correctement des choix à court terme, il faut connaître et faire connaître les orientations à long terme. Sans une "étoile polaire" (la rupture avec le capitalisme) il n'y a pas de développement socialiste possible, du point de vue de la mobilisation de l'opinion, mais aussi de la prise rationnelle des décisions.

**c/ Mais inversement, la réussite de la politique à court terme est nécessaire pour donner aux nationalisations et à la restructuration industrielle le temps de faire sentir leurs effets. A cet égard deux écueils doivent être évités : dans une période de crise, la Gauche ne doit pas se laisser prendre dans l'engrenage de la "bonne gestion" du capitalisme, précisément quand le problème de sa bonne gestion s'apparente à celui de la quadrature du cercle, et en même temps, elle doit éviter de se laisser entraîner dans la spirale de l'inflation et du déséquilibre extérieur qui débouche inévitablement sur le diktat des bailleurs de fonds internationaux, sur la mise en œuvre d'une politique d'assainissement et d'austérité, bref sur le retour en force de la Droite.**

**La relance de la consommation populaire doit être menée de front avec une vigoureuse politique de redistribution du revenu national et de lutte contre les gaspillages. L'amélioration du pouvoir d'achat populaire doit se faire à la fois par relèvement des bas salaires, des pensions, retraites et allocations familiales, par blocage ou mieux encore baisse des prix des produits de grande consommation et, enfin, par extension de l'aire de la gratuité (santé, éducation, transports).**

Ces choix impliquant, et mieux vaut le dire clairement dès maintenant, le maintien du pouvoir d'achat pour les titulaires de revenus moyens, un blocage en valeur nominale des revenus les plus élevés.

**d/ Le retour au plein emploi et à l'équilibre extérieur** constitue enfin un impératif absolu pour la réussite de la Gauche. La reconquête du marché intérieur par les industries françaises de biens de consommation durable et d'équipement, une politique progressive de moindre insertion dans le marché mondial, une réorientation de nos échanges extérieurs par la voie d'accords directs avec les pays producteurs de matières premières et surtout par la recherche d'une véritable identité européenne permettront à la France de se soustraire aux effets les plus nocifs de la crise.

S'il n'est pas possible de lutter contre la crise par la mise en œuvre d'une politique européenne concertée, la France ne renoncera pas à appliquer le Programme commun. Elle instituera, en cas de besoin, les procédures qui lui permettront de pénaliser les importations non indispensables (fiscalité différenciée, dépôt préalable à l'importation, taxe sur les achats de devises) et d'équilibrer son commerce et ses finances extérieures.

**3. Face à la Sainte-Alliance du capital,** la France du Programme commun peut et doit trouver le moyen d'élargir sa marge de manœuvre. Quel que puisse être le rayonnement de la nouvelle expérience, la contagion du socialisme ne s'exercera pas

rapidement dans la politique des pays qui servent de relais principaux à l'impérialisme sur notre continent. Mais la place de la France et son poids spécifique en Europe sont encore assez grands pour imposer à son principal voisin la nécessité de passer avec elle les compromis nécessaires à la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement. Il suffit pour cela que la Gauche bénéficie en France même d'un puissant soutien populaire.

Le risque existe cependant que les pressions financières, commerciales, politiques ou diplomatiques que la Sainte-Alliance du capital ne manquera pas d'exercer pour empêcher l'application du Programme commun, empruntent un camouflage européen.

**A cet égard l'élection du Parlement européen au suffrage universel** ne constitue pas seulement une manœuvre de politique intérieure de Giscard d'Estaing pour diviser la Gauche, dans la meilleure tradition pompidolienne. Elle vise aussi à fournir à la Droite une ligne de repli au niveau de l'Europe pour contenir la montée des forces populaires dans les pays riverains de la Méditerranée et instituer ainsi une police internationale pseudo-démocratique, au service de l'ordre établi. Il s'agit pour la Droite d'obtenir la caution du suffrage universel pour toutes les "recommandations" que ne manqueront pas de faire à la France, comme ils l'ont déjà fait hier au Portugal, à l'Italie et à l'Espagne, les pays riches de l'Europe du Nord et, à travers eux, les Etats-Unis.

**4. Pour toutes les raisons précédemment énumérées et parce qu'on ne peut pas séparer la politique intérieure et la diplomatie, la sauvegarde de l'indépendance nationale** constituera la pierre de touche de la politique étrangère de la Gauche unie. La Gauche ne peut ni ne doit se replier sur elle-même ; pas davantage ne doit-elle s'en remettre à d'autres du soin de conduire son destin. Ce serait essentiellement, dans l'environnement capitaliste dominant actuel, finir par acquiescer dans l'ordre interne à la collaboration de classes. La Gauche refusera la transformation de l'Alliance atlantique, qui est un pacte de défense mutuelle dont nous acceptons les obligations, en une alliance politico-stratégique couvrant tous les domaines, légitimant toutes les interventions et limitant en fait notre liberté d'action.

Elle refusera toute orientation de la politique de défense qui ne serait pas au seul service de l'indépendance nationale mais viserait à faire dépendre la France d'un mécanisme de décision extérieure et à l'intégrer en fait au bloc militaire occidental.

### **III. Trois priorités**

En précisant publiquement dès maintenant ces positions, notre Parti créera les meilleures conditions pour que le Programme commun puisse effectivement être appliqué :

– **Vis-à-vis du Parti** qu'il convient d'unir et de dynamiser sur une base politique, dans la claire conscience des tâches qui l'attendent ;

– **Vis-à-vis de nos partenaires de l'Union de la Gauche** et en particulier du Parti communiste, avec lequel il faudra complé-

ter et actualiser le Programme commun pour le rendre pleinement opératoire. Ainsi sera évitée, aux moments décisifs, la casure de l'Union de la Gauche qui serait la chance de la Droite ;

– **Vis-à-vis de notre peuple**, enfin, qu'il convient de traiter en peuple majeur et de rassembler sur des bases claires, en exposant franchement aux citoyens non seulement notre programme mais les difficultés prévisibles et les solutions que la Gauche propose. Ainsi la victoire électorale de la Gauche ne sera pas une victoire à la Pyrrhus. Ainsi nous ferons progresser ensemble la démocratie et le socialisme.

C'est ainsi que nous réunirons les trois conditions qui permettront d'appliquer le Programme commun et d'ouvrir en France la voie au socialisme : il faut en effet pour cela un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire.

#### **1. Un Parti socialiste cohérent**

Il est vain de regretter le temps perdu depuis quelques années pour construire le Parti socialiste effectivement capable d'engager la transition vers le socialisme malgré des progrès réels dans certains domaines. Ses effectifs, sa capacité militante, sa démocratie interne, la qualité de son organisation, enfin son niveau de conscience et de responsabilité ont progressé, mais pas autant qu'ils l'auraient dû et pu.

A nos yeux, la cohésion du Parti et sa démocratie intérieure sont un seul et même problème. Pour renforcer l'une, il faut s'appuyer sur l'autre.

Sans doute, nous ne disposons plus avant mars 1978 du délai nécessaire pour construire le Parti de la transition idéal. Il est néanmoins possible d'apporter une nouvelle dynamique et une plus grande cohésion à l'action du Parti dans la nouvelle période.

Ce serait une erreur fatale de croire qu'on puisse avancer vers le socialisme sans un parti et même sans un parti démocratique.

Le Parti socialiste, en effet, a le rare mérite d'offrir à ses militants, au nom de ses principes d'organisation mêmes, des structures de participation aux choix politiques. Nous devons faire vivre plus pleinement la démocratie du Parti dans le respect scrupuleux des statuts qui sont le fondement de la vie en commun, pour mobiliser le dévouement mais aussi l'intelligence et le sens des responsabilités de nos adhérents.

Face à la Droite, notre force principale vient de notre organisation. A côté du Parti communiste, puissamment structuré et implanté dans les masses, le Parti socialiste ne peut jouer pleinement son rôle que s'il parvient, par le rayonnement de sa politique et le caractère démocratique de son organisation, à attirer des centaines de milliers de militants nouveaux dans son sein. Si depuis 1974 le Parti socialiste est devenu, sur le plan électoral, le premier parti de France, il est loin de l'être sur le plan militant. Or, nous devons être capables de remédier à cette situation dans la période même où le Parti exercera une responsabilité essentiellement dans l'action gouvernementale. En effet, pour avancer vers le socialisme, l'action gouvernementale et la dynamique populaire ne devront pas s'opposer (ce serait la chance de la Droite) mais s'exercer de manière étroitement



complémentaire. Or, il n'y a qu'un outil pour assurer la cohésion du mouvement d'en haut et du mouvement d'en bas : c'est un parti pleinement responsable, ramifié et présent sur tous les terrains.

Il n'est pas trop tard pour mettre en place le dispositif qui permettra de canaliser l'afflux prévisible des nouveaux militants :

- Un secteur "formation" représentatif du Parti tout entier et répondant directement aux nécessités d'une action cohérente ;

- Un Mouvement de la jeunesse socialiste et des étudiants socialistes qui, dans le cadre des statuts actuels, permettent aux jeunes d'assumer pleinement leurs responsabilités et d'assurer la présence du Parti sur ces deux terrains essentiels ;

- Un secteur "lutte des femmes" qui permettra au Parti de saisir cet immense potentiel de changement ;

- Enfin, et surtout, un secteur "entreprises" au développement duquel il convient de rendre effectivement la priorité.

Il ne suffit pas de créer des groupes socialistes d'entreprise. Il faut multiplier les sections d'entreprise qui constituent la forme d'implantation la plus efficace et qui permettent seules aux travailleurs d'accéder effectivement aux responsabilités. Leur développement est rendu plus urgent encore par la venue possible et prochaine de la Gauche au gouvernement, notamment dans les entreprises à nationaliser, mais plus généralement pour assurer la présence du Parti sur les lieux de travail. A défaut, ce seront nos partenaires, voire nos adversaires qui impulseront ce "contrôle des travailleurs" auxquels nos textes font si justement référence.

Un dernier point doit être précisé : le Parti socialiste choisira prochainement ses candidats aux élections législatives. Il serait bon que la liste des circonscriptions où les militants verront, par suite des décisions déjà prises par le Comité directeur leurs prérogatives de désignation limitées pour favoriser des candidatures féminines soit soumise au congrès lui-même. Par ailleurs, il apparaît souhaitable que le Mouvement des Radicaux de Gauche puisse affirmer de plus en plus de manière autonome son rôle dans l'Union qui doit reposer nécessairement sur des partenaires égaux en droits et en devoirs. Cela suppose que la question de l'U.G.S.D. soit réenvisagée avec la volonté d'assurer aussi souvent que possible la présence de candidats du Parti.

Ce congrès est probablement la dernière chance pour façonner un parti dynamique et cohérent à la fois. En effet, la cohésion du Parti, mais aussi sa réalité militante, seront dans toute cette période un enjeu décisif. Il n'y a qu'une méthode pour y réussir : engager dès maintenant un débat politique loyal devant tout le Parti. Ce débat ayant suivi son cours, sans faux semblant ni procès d'intention, il appartiendra alors à chacun de prendre sa responsabilité pour unir ou pour diviser.

Nous ne défendons pas seulement la démocratie intérieure du Parti socialiste pour des raisons d'efficacité à court terme. A nos yeux le fonctionnement démocratique du Parti aujourd'hui est le gage pour demain d'un socialisme véritable, qui ne soit pas dévoyé et récupéré par les couches indécises qui constituent justement aujourd'hui l'enjeu principal du combat entre la Droite et la Gauche.

Sans doute la démocratie constitue-t-elle une discipline particulièrement lourde à la veille d'une bataille électorale décisive, et plus encore dans l'hypothèse où le Parti serait appelé à exercer des responsabilités gouvernementales. Il faudra éviter aussi bien la situation où le gouvernement chercherait à se subordonner le Parti par tous les moyens que la situation inverse où les initiatives désordonnées du Parti pourraient compromettre le succès de la politique appliquée par le gouvernement. A cet égard, il convient de rappeler que le Parti est détenteur d'un projet historique au service duquel l'action gouvernementale est placée. C'est là le fondement de la liberté intérieure du Parti car celui-ci vivra plus longtemps que tout gouvernement.

Pour rendre complémentaire l'action du gouvernement et celle du Parti, il n'y a pas de recette toute faite : la solution d'un problème aussi difficile ne saurait être que politique. Elle implique à tous les échelons un haut niveau de conscience et de responsabilité.

Un débat sérieux doit donc s'engager à ce congrès sur les problèmes devant lesquels nous nous trouverons inévitablement placés demain. Liberté intérieure sans entraves et discipline totale dans l'action sont des règles auxquelles un véritable parti socialiste doit être capable de se soumettre.

C'est donc sur la base d'une discussion politique approfondie que nous chercherons à ce congrès un accord politique de fond entre l'ensemble des courants dans lesquels se reconnaissent les militants du Parti depuis Epinay. Une telle synthèse devrait contribuer à renforcer à la fois le rayonnement et la cohésion du Parti.

Si, pour des raisons qu'il appartiendra au Parti de juger, un tel accord s'avérait impossible, nous aurons au moins le mérite d'avoir pris date pour l'avenir.

## 2. Une Union de la Gauche solide

Après une période relativement euphorique (jusqu'en 1974), l'Union de la Gauche a connu des tensions internes, sans que sa dynamique électorale cesse pour autant de s'affirmer. Il existe deux tentations qu'il faut également combattre : celle qui viserait à transformer le P.C.F. en simple réservoir de voix et à refuser, en raison d'un contexte intérieur et extérieur hostile, de l'associer réellement à l'action commune. Bref, selon cette tentation, le Parti socialiste pourrait se suffire à lui-même et prendre le relais de l'Union de la Gauche ainsi ravalée au simple rang d'une tactique temporaire, rendue nécessaire par l'épuisement de l'ancien Parti socialiste et pour la reconstruction du nouveau.

Cette tentation méconnaîtrait à la fois la réalité historique du mouvement ouvrier en France, dont la division s'enracine dans un passé lointain mais aussi dans le tissu de la société actuelle, et la profondeur de la crise à laquelle il n'est pas possible de remédier sinon par une transformation fondamentale des structures sociales et par conséquent par une action unie et cohérente des forces de la Gauche. Les électeurs aussi bien votent de plus en plus pour l'Union et s'ils doivent choisir, ils votent pour celui des partis qui paraît être le meilleur au service de l'Union.

C'est donc cette démonstration que le Parti socialiste doit continuer de faire. C'est en manifestant concrètement qu'il est le meilleur pour l'Union qu'il affirmera le plus nettement son originalité et sa place de premier parti de France. Toute rupture de l'Union serait en effet ruineuse pour celui des partenaires auquel l'opinion l'imputerait.

Une deuxième tentation répond à la première quand elle ne la suscite pas : c'est la tentation du Parti communiste qui, pour renforcer aujourd'hui son audience et demain sa capacité de négociation, se trouve souvent conduit à attaquer injustement le Parti socialiste, à poser les problèmes en termes purement revendicatifs sans prendre en compte les impératifs de l'action gouvernementale qu'il faudra mener ensemble.

Ces deux tentations se renforcent et se légitiment mutuellement. En leur laissant libre cours, la Gauche ne préparerait pas la mobilisation consciente et responsable des travailleurs qui lui sera nécessaire pour engager la transformation de la société.

Pour élever le niveau de conscience politique des masses pendant qu'il en est temps, l'Union de la Gauche ne doit pas s'abandonner à la seule régulation du marché électoral.

Elle ne doit pas régresser du stade programmatique atteint en 1972 au stade antérieur, purement électoral.

C'est la raison pour laquelle nous pensons et nous avons dit depuis longtemps qu'il faut compléter et actualiser le Programme commun pour le rendre pleinement opératoire.

Le moment est venu, à un an des prochaines élections législatives, de faire avancer l'Union sur les politiques concrètes qu'il faudra engager sans tarder pour faire face à la crise, dans une conjoncture dès maintenant prévisible : sur le bon usage et la gestion des nationalisations, l'indemnisation des actionnaires, le retour au plein emploi, le rééquilibrage de notre commerce extérieur, la politique européenne, etc.

Cette négociation devra être menée sous le contrôle de l'opinion publique. Si l'Union de la Gauche constitue en effet pour le Parti socialiste l'axe de sa stratégie et si, par conséquent, elle doit devenir une alliance stratégique, nous ne saurions pour autant souscrire à la conception communiste suivant laquelle l'hégémonie de la classe ouvrière s'identifierait à la sienne propre. Le Parti socialiste affirme son identité dans et par l'Union de la Gauche qui constitue le moyen de remédier à un demi-siècle d'impuissance du mouvement ouvrier.

Nous refusons la conception d'un parti unique de la classe ouvrière et c'est parce que nous croyons en France à la nécessité du pluralisme des partis qui s'en réclament, que nous devons en permanence agir sous le contrôle des travailleurs et, chaque fois que cela sera nécessaire, avec la sanction du suffrage universel.

De même que nous devons rechercher publiquement et en temps utile l'approfondissement du Programme commun pour permettre à la Gauche de résister aux épreuves qui l'attendent. De la même manière nous ne pouvons nous résigner à ce que des partis qui ont un programme



en commun se divisent à l'Assemblée nationale sur un vote de l'importance de celui qui décidera de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Nous pensons qu'une position commune peut encore être trouvée liant l'élection du parlement européen au suffrage universel à la démocratisation effective de la construction européenne, dans l'esprit du Programme commun lui-même et de la motion de Bagnolet adoptée par le P.S. en décembre 1973.

Enfin, le Parti devra prendre l'initiative de relancer l'action commune sur tous les terrains, y compris les entreprises et en tous cas de la proposer publiquement à nos partenaires. Ceci signifie que le Parti socialiste doit développer, autant que de besoin, une capacité autonome d'action, de lutte et d'implantation en particulier sur les lieux de travail, afin d'imposer concrètement et en profondeur une conception pluraliste de l'Union.

C'est dire encore une fois la nécessité d'une véritable priorité, toujours affirmée mais bien souvent méconnue, à l'implantation des sections d'entreprise.

Ainsi donc, c'est en étant nous-mêmes et en jouant pleinement le jeu de la démocratie que nous créerons les conditions d'une union plus profonde et par conséquent d'une belle et durable victoire de la Gauche.

### 3. Une puissante dynamique populaire

A partir d'un P.S. dynamique et cohérent, d'une Union de la Gauche renforcée, il sera possible de créer une dynamique de rassemblement.

Le but de l'Union de la Gauche n'est pas de couper la France en deux mais d'entraîner l'immense majorité de notre peuple à changer la vie.

On ne doit donc pas opposer la nécessité d'approfondir l'Union de la Gauche et celle de son élargissement.

La désagrégation du bloc au pouvoir de la bourgeoisie et la mobilisation populaire sont un seul et même mouvement.

L'approfondissement de l'Union de la Gauche et le rassemblement d'une vaste majorité populaire ne sont pas contradictoires mais au contraire étroitement complémentaires.

Or, nous constatons aujourd'hui que l'Union de la Gauche et la perspective de sa victoire ne mobilisent pas suffisamment l'espérance populaire. 45 % des Français, selon plusieurs sondages, n'en attendent pas de changement décisif dans leurs conditions d'existence.

Chez les jeunes, une fraction importante se tourne vers l'extrême-gauche ou l'écologie, exprimant ainsi une sensibilité critique vis-à-vis de la politique traditionnelle. C'est cette sensibilité que nous devons convaincre de la justesse de nos analyses et de la sincérité de notre volonté de rupture avec la société capitaliste actuelle. Moins que jamais nous ne devons mettre sous le boisseau notre volonté de "changer la vie". Ce serait une grave erreur de vouloir édulcorer notre programme pour rassurer. Pour ce faire, il faut au contraire renforcer sa cohérence, mettre en valeur sa portée de transformation et gagner à sa cause de nouveaux soutiens.

Comment créer cette dynamique populaire ?

D'abord en menant une offensive idéologique vigoureuse mais aussi en donnant un contenu concret à nos propositions et en manifestant une capacité d'écoute et de dialogue sans sectarisme avec les différentes sensibilités et les différentes catégories sociales qui font la réalité de notre peuple. C'est, dès aujourd'hui, et notamment à travers les luttes économiques et sociales que cette dynamique se prépare et doit être prise en charge par notre Parti.

Pour accomplir cette tâche historique d'ouvrir la voie, en France, au socialisme, tous les militants doivent mesurer dès maintenant leur responsabilité : si la tâche du Parti est d'assurer la cohésion de l'action gouvernementale et du mouvement populaire, il importe que chaque militant se considère, dès maintenant, comme un responsable, prêt à expliquer devant les masses l'action du Parti au gouvernement dès lors qu'ils auront été effectivement associés à son élaboration.

Le réalisme, ce n'est pas de composer à l'avance avec l'adversaire pour jeter les bases d'une social-démocratie à la fran-

çaise dont le rôle historique serait de gérer la crise pour le compte du capitalisme international.

Le réalisme, ce n'est pas non plus de dire n'importe quoi sans avoir mesuré les obstacles réels : la déception serait d'autant plus brutale et la déconfiture plus irrémédiable.

Le réalisme consiste à comprendre la réalité, à l'expliquer, agir avec et dans les masses, à lutter pied à pied contre les facilités de l'électoratisme, contre les illusions de l'économisme, contre les pièges jumeaux du libéralisme économique et de l'atlantisme.

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est affirmer sereinement le sens de notre combat : pour l'autogestion, pour l'indépendance nationale, pour un nouvel internationalisme, contre l'impérialisme, contre toutes les formes de ralliement à l'idéologie dominante qui dénaturent le sens et émiettent le tranchant de notre combat.

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est réunir les moyens de la victoire : élever et unir le Parti dans la claire conscience de ses tâches, relancer et approfondir l'Union de la Gauche, rassembler notre peuple autour d'elle.

## Contributions présentées par la Fédération de Paris

### CONTRIBUTION SUR L'EUROPE

Ce que l'on appelle aujourd'hui la construction européenne trouve son origine à l'époque de la guerre froide : il s'agit alors, et ce simultanément de réintégrer l'Allemagne de l'Ouest par l'intermédiaire de l'"Europe" dans la communauté internationale du "Monde libre", de coordonner la reconstruction des pays de l'Europe occidentale tombés en même temps sous la dépendance économique des Etats-Unis et sous la menace militaire de Staline et, plus généralement de créer en Europe des points d'appui institutionnels transnationaux mieux adaptés que des pouvoirs étatiques aux dimensions nouvelles de l'économie, à l'internationalisation accélérée de la production capitaliste qui se dessinait alors.

Certains thèmes importants pour la Gauche n'étaient pas absents des soubassements idéologiques de la construction européenne : notamment la volonté de dépasser les nationalismes en créant en Europe les instruments d'une coopération internationale, le souci de contrôler dans une certaine mesure la concurrence sur le marché européen pour y sauvegarder des équilibres régionaux et y préserver les intérêts des travailleurs. Mais s'ils sont parvenus ici ou là à colorer très légèrement le paysage chatoyant de l'idéologie européenne, ce sont les idées forces de la Droite qui ont toujours et de plus en plus nettement

donné le ton : l'anticommunisme, une volonté libre-échangiste à peine voilée par quelques velléités dirigistes, un choix sans remords en faveur du modèle capitaliste.

Il ne pouvait en aller autrement à partir du moment où l'esprit européen était né - avec toutes les nuances qui vont de la résignation à l'enthousiasme - d'un double acquiescement à la division du mouvement ouvrier international et au partage du monde instauré à Yalta et que cet esprit avait trouvé sa base politique dans le premier en date des compromis historiques européens : l'alliance de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne. La construction européenne n'a cessé de reposer, à travers toutes les vicissitudes de son histoire, sur une configuration politique constante, quelles qu'en aient pu être les modulations : celles de la troisième force. On comprend dans ces conditions que l'horizon européen se confonde aisément avec la ligne de retraite internationale des adversaires français de l'Union de la Gauche et que l'optimisme de certains de nos camarades qui considèrent que l'héritage actuel de la construction européenne peut fournir un point d'appui à notre stratégie de rupture avec le capitalisme laisse sceptique. Depuis la signature du traité de Rome, la construction européenne a suivi une logique exclusivement capitaliste dont on



connaît à la fois le ressort et l'effet : parce que le mouvement d'accumulation et d'internationalisation du capital a dépassé en quelque sorte la dimension européenne sans s'y arrêter, l'Europe n'existe dans le capitalisme que comme un objet de discours et terrain de parcours de celui-ci : incapable de développer d'autres politiques communes qu'une politique agricole d'ailleurs de plus en plus menacée, réduite en fait à n'être qu'un jeu de libre-échange, qu'un tarif extérieur à demi démantelé abrite à peine. La Communauté économique européenne offre un champ libre à l'accumulation capitaliste, au jeu des multinationales comme des pièces du système mondial du capitalisme dont le pôle est l'impérialisme américain et la République fédérale allemande de plus en plus souvent le relais en Europe. Les pays de la Communauté n'ont cessé de démontrer – notamment dans les domaines de la monnaie et de l'énergie – leur incapacité à s'unir en face, ou même à côté, des Etats-Unis.

Comment réagir devant cette situation ? Certains continuent d'estimer, aujourd'hui comme hier, qu'il s'agit plus que jamais de poursuivre la construction de l'Europe au point où celle-ci en est restée, en renforçant ses institutions. N'est-il pas indispensable, et urgent, disent-ils de construire en face de la puissance économique démesurée des multinationales un pouvoir politique capable de les contrôler qui serait en Europe un pouvoir européen. Sans doute, mais il s'agit de savoir comment.

Notre Parti a déjà eu l'occasion de rappeler, lors de son congrès extraordinaire de Bagnolet que les institutions politiques ne doivent pas être considérées comme des abstractions juridiques, mais comme le produit des forces sociales dominantes, et comme l'instrument de celles-ci. Ainsi faut-il savoir qu'appeler de ses vœux, dans les circonstances actuelles, un pouvoir européen en Europe, au moment où les forces réactionnaires sont sur le point de perdre le pouvoir en France mais gardent la suprématie dans le reste de l'Europe, c'est faire le jeu des adversaires du socialisme. Il est vrai qu'une institution peut être retournée, comme n'importe quelle arme, contre l'adversaire de classe : mais il faut pour ce faire être en mesure d'en saisir le manche. C'est en démocratisant l'Europe que l'on pourra vraiment démocratiser ses institutions, beaucoup plus que l'inverse.

Sans doute convient-il d'apprécier une situation en dynamique, et ne pas négliger la possibilité de convertir à un meilleur usage la construction européenne (1). Mais ce n'est pas par une fuite en avant institutionnelle qu'on y parviendra. C'est pourquoi notre Parti a écarté à l'avance, au congrès extraordinaire de Bagnolet, tout transfert de compétences à des institutions européennes qui risquerait de diminuer la liberté d'action d'un gouvernement de gauche pour appliquer le Programme commun en France.

Et c'est bien par rapport à cet impératif – appliquer le Programme commun – que le Parti socialiste doit déterminer sa politique européenne. Ainsi en doit-il être, par exemple, de la position des socialistes à

l'égard du changement du mode d'élection des membres de l'Assemblée des Communautés européennes. La question de principe a déjà été tranchée par le congrès de Bagnolet, où le Parti s'est prononcé pour le principe du recours au suffrage universel pour désigner les membres de l'Assemblée des Communautés européennes. Aussi bien ne s'agit-il pas d'une question de principe, mais d'une question de fait, c'est-à-dire d'opportunité.

Le congrès de Bagnolet avait considéré en effet que le renforcement des institutions européennes ne devait se faire que dans des conditions assurant la sauvegarde des intérêts des travailleurs, les chances de développement du socialisme en Europe et la liberté d'action d'un gouvernement de la Gauche unie pour réaliser en France le Programme commun. C'est à ces conditions que devra être suspendue l'approbation, par notre Parti, de l'élection au suffrage universel de ce que l'on appelle déjà le Parlement européen.

Sans doute n'est-il pas question – pour le moment du moins – d'étendre les compétences de cette assemblée. Mais le suffrage universel européen conférerait à l'assemblée de Strasbourg un prestige, voire une présomption de légitimité qui lui fera revendiquer des compétences nouvelles. Surtout, en dehors même de toute extension de ses attributions légales, elle lui donnera un moyen de pression sérieux sur les décisions des Parlements nationaux. Notamment, celles que l'Assemblée nationale prendra en France pour mettre en œuvre le Programme commun. La faveur de l'assemblée européenne étant largement acquise à toutes les politiques d'austérité qui font payer aux travailleurs le prix de la crise – tel que le plan Barre en France – dans quel sens croit-on qu'elle exercera l'influence accrue qu'elle tirera du suffrage universel ? L'assemblée de Strasbourg servira sans aucun doute de caisse de résonance aux adversaires du Programme commun en Europe.

Mais il existe d'autres raisons qui commandent d'envisager avec la plus grande réserve l'élection dans les circonstances actuelles, de l'assemblée de Strasbourg au suffrage universel. L'initiative comme on le voit, en a été prise par le président de la République, c'est-à-dire par celui des chefs d'Etat de la Communauté dont le pays est le plus divisé par cette proposition. Nous nous trouvons manifestement en présence

d'une grossière manœuvre de politique intérieure, dont le seul objectif, ou en tout cas l'objectif essentiel est de diviser la Gauche.

Il faut cependant dire clairement à ce sujet que le Parti socialiste ne saurait se laisser guider dans cette affaire par le souci d'éviter dans tous les cas de prendre au Parlement une position distincte de celle du Parti communiste français. Sur le fond la position des deux partis est, on le sait, différente. Les communistes s'opposent sur le fond à l'élection universelle de l'Assemblée de Strasbourg ; les socialistes en ont approuvé le principe. Il ne paraît donc pas à priori scandaleux que les deux partis se séparent sur ce sujet à l'Assemblée nationale. A une condition toutefois, que pour une décision aussi importante, et dont le retentissement sera sans doute considérable, socialistes et communistes n'aient d'abord ménagé aucun effort pour rechercher la possibilité d'adopter à l'Assemblée nationale une position commune.

La nécessité de déjouer la manœuvre du pouvoir doit donc commander à notre parti sa conduite : demander à l'Assemblée nationale le report d'une décision que les députés ne seraient par ailleurs pas actuellement en mesure de prendre en pleine connaissance de cause. Il apparaît en effet aujourd'hui, qu'alors que le traité de Rome prévoit que l'élection devrait se dérouler au même moment et de la même manière au scrutin proportionnel, dans tous les pays concernés, aucune de ces dispositions ne sont garanties. Dans l'intérêt même d'une véritable construction européenne, les socialistes ne doivent pas prêter la main aux petits calculs d'un pouvoir aux abois. Un effort de réflexion supplémentaire permettrait sans doute d'éviter de compromettre aujourd'hui, si peu que ce soit, l'unité de la Gauche : l'unité de l'Europe n'a rien à y perdre, bien au contraire.

Le Parti socialiste ne doit pas consentir, au nom de la construction du socialisme en Europe à rendre plus aléatoire la mise en œuvre du Programme commun en France. Il doit en revanche, jouer un rôle actif pour promouvoir une politique sociale européenne dont les grandes lignes ont été définies dans la motion de Bagnolet. Ainsi l'action concertée des socialistes européens devrait viser en priorité les conditions et l'organisation du travail dans les entreprises ainsi que l'établissement d'une législation communautaire sur les sociétés multinationales.

## LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS ET LE PARTI SOCIALISTE

### Motion présentée par le secrétariat entreprise et soutenue par le secrétariat fédéral, de Paris.

L'autogestion dont le Parti socialiste fait son objectif fondamental ne se fera pas spontanément lorsque la Gauche arrivera au pouvoir. Néanmoins, ses perspectives doivent être précisées dès maintenant, car les choix que nous ferons dans quelques

mois dépendront des perspectives à plus long terme que nous nous serons ouvertes.

Pour l'instant, c'est le contrôle qui est à l'ordre du jour, dans la perspective autogestionnaire et en fonction de celle-ci.

(1) La convention de Lomé représente un exemple insuffisant mais prometteur d'une politique européenne progressiste en direction du tiers monde.



## **Quelle sera la nature du contrôle ?**

Aujourd'hui les travailleurs et leurs syndicats luttent pour exercer sur l'entreprise un droit de contrôle en ce qui concerne principalement l'emploi, les conditions de travail, les informations sur la marche de l'entreprise, les rémunérations, les conditions d'hygiène et de sécurité, l'affectation des fonds sociaux de l'entreprise.

Dès l'arrivée de la Gauche au gouvernement, il conviendra d'exiger dans l'entreprise, le plein exercice du contrôle en ces domaines, exigence qui reste liée à la mobilisation du personnel et à la constitution d'un rapport de force favorable.

Mais l'entreprise n'est pas isolée du contexte dans lequel elle produit. Aujourd'hui, dans la très grande majorité des cas, des décisions de nature éminemment politique sont prises par le patronat et le gouvernement. Qui ne voit que la décision d'investir, le volume et la qualité de l'emploi, la création ou la disparition d'entreprises, le volume et la répartition des rémunérations sont l'objet de l'action concertée du patronat et du gouvernement ?

Dans la transition au socialisme, ouverte par l'arrivée de la Gauche au gouvernement, il faudra que les travailleurs assurent un contrôle sur ces décisions. Ils pourront ainsi permettre la cohérence globale entre les objectifs du gouvernement de la Gauche et l'action concrète des unités de production.

Il existe donc deux étapes dans le contrôle : le contrôle partiel qui doit être réalisable partout, dès l'arrivée au pouvoir et le contrôle global qui touche à la politique générale de l'entreprise et à ses grandes orientations. Ce contrôle global devra s'exercer d'abord dans les entreprises publiques, existantes ou à nationaliser, et s'étendre progressivement au secteur privé.

En effet, il est évident que le contrôle partiel créera une dynamique en faveur du contrôle global, du fait même que l'un est difficilement réalisable sans l'autre : tout se tient, et un contrôle partiel (sur les salaires, conditions de travail, etc.) sans contrôle global est illusoire si la direction de l'entreprise se retranche derrière les impératifs de sa politique générale et le secret des affaires pour vider de son contenu ce contrôle partiel. Celui-ci entraînera donc les travailleurs et leurs représentants à vouloir contrôler les orientations de l'entreprise.

Ce contrôle reposera sur l'analyse du budget de l'entreprise et de son exécution et sur les décisions prises en cours d'année concernant les prix, les changements de production, les réorganisations et dérogations aux prévisions budgétaires. L'information (c'est-à-dire la mise à disposition des comptes de l'entreprise, ainsi que le droit d'exiger des réponses explicites à toutes questions sur la gestion) sera donc un préalable indispensable à tout contrôle.

## **A quels niveaux s'exercera le contrôle ?**

Le contrôle doit s'exercer, non seulement au niveau de la direction de l'entreprise, mais aussi pour chacun de ses établissements et de ses services locaux.

Dans une grande entreprise, il existe différents niveaux de décision, dont le nom varie avec le type d'activité ou l'entreprise mais on peut citer l'équipe, l'atelier, le service, l'usine, la filiale, la société-mère ; la transposition pour les entreprises publiques est facile, les niveaux étant plus souvent géographiques (local, départemental, régional, national).

Il convient de ramener le niveau de décision et de contrôle le plus près possible de la base, où se trouvent les travailleurs les plus directement productifs et les plus concernés, en tenant compte cependant de la nécessaire coordination entre les divers secteurs d'une entreprise et entre entreprises, à travers le plan.

Les objectifs doivent être clairement précisés à chaque niveau de décision. Ces objectifs doivent être, pour les grandes entreprises du secteur public, négociés entre l'entreprise et le plan, et entre les divers niveaux de décision de l'entreprise ; chaque niveau de décision a vocation à être une instance de décision démocratique dotée d'un Conseil de contrôle, élu par les travailleurs concernés. Au niveau de la direction des entreprises publiques, le contrôle s'exercera, le plus souvent par l'introduction de représentants élus des travailleurs au conseil d'administration ; c'est d'ailleurs une forme de contrôle qui assure une transition vers la gestion.

Tous ces principes d'organisations ne peuvent qu'être facilités par le développement des collectivités locales et par la création de véritables régions : ces régions disposeraient d'importants pouvoirs de décision économique et pourraient pratiquer une politique de planification et de signature d'accords avec les organismes décentralisés des entreprises.

## **Comment s'exercera le contrôle ?**

Il se manifestera sous forme de votes de défiance, pouvant dans certains cas entraîner droit de veto.

Le vote de défiance visera les orientations politiques de l'entreprise, le veto touchera en priorité tout ce qui concerne la gestion du personnel (y compris les conditions de travail). En cas de blocage, par l'exercice du droit de veto, le conflit devra être évoqué au niveau directement supérieur et en dernier ressort au niveau des instances politiques nationales.

Ultérieurement, dans certaines entreprises publiques où le rapport des forces politiques et syndicales le permettra, des pouvoirs supplémentaires pourront être exercés par les travailleurs qui possèdent certaines possibilités d'orienter la gestion de l'entreprise.

## **Qui exercera le contrôle ?**

Les syndicats doivent exercer le contrôle partiel qui constitue une extrapolation du droit de contestation. Les comités d'entreprises (et d'établissements) ont vocation pour exercer ces fonctions. Dans ce cas, les représentants des travailleurs doivent être élus sur listes syndicales.

Au contraire, lorsqu'on passe à une étape de contrôle global, préfigurant la gestion par les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire

lorsque l'organisme de contrôle a des pouvoirs lui permettant de peser sur les orientations de l'entreprise, il est souhaitable qu'il échappe au monopole des syndicats, sous peine, pour ceux-ci de perdre leur droit de contestation. Les listes doivent donc être libres de se constituer sans référence syndicale. Elles pourront être soutenues par un ou plusieurs partis politiques.

Ce système ne pourra pas être récupéré par les forces qui nous sont hostiles dans la mesure où les entreprises intéressées disposeront de syndicats puissants et de partis politiques fortement implantés : c'est la maturité des travailleurs qui constituera la meilleure garantie pour préserver les acquis. Les entreprises du secteur public sont celles où le contrôle global (et donc politique) s'imposera le plus vite.

## **Quel sera le rôle de la base ?**

La perspective autogestionnaire, et le contrôle qui lui ouvre la voie ne s'expriment pas uniquement par l'élection de délégués de travailleurs aux organismes de contrôle (puis de gestion).

La base doit se manifester par le contrôle qu'elle exerce sur ses élus. Il faut souligner le rôle irremplaçable que doivent jouer les syndicats en ce domaine, d'où la séparation des pouvoirs et des responsabilités entre syndicats et organismes de contrôle lorsqu'ils s'apparentent à la gestion.

Les formes de cette intervention de la base seront :

- Des comptes rendus de mandats périodiques en assemblée générale (pendant les heures de travail), avec présence des syndicats et possibilité de vote de défiance, sous condition d'un quorum requis ;
- Le droit d'initiative de la base (sur pétition signée par un pourcentage représentatif des travailleurs) ;
- Le raccourcissement des mandats à 3 ans maximum ;
- La limitation du nombre de mandats successifs possibles.

Le but est double :

- D'une part, développer l'intérêt que les travailleurs - aujourd'hui trop souvent passifs - portent au fonctionnement de l'entreprise, en leur donnant des possibilités d'influer sur celui-ci ;
- D'autre part, obliger les élus à se considérer, non comme des hommes investis d'un certain pouvoir, à qui l'on doit faire confiance, mais comme les délégués de leurs électeurs.

## **Quel doit être le rôle du Parti socialiste ?**

La mission du Parti socialiste consiste à ouvrir la voie au contrôle dans sa perspective autogestionnaire. Cela veut dire que le Parti socialiste doit avoir la vue la plus large possible et viser à la forme la plus globale de contrôle, qui d'ailleurs revêt un caractère nettement plus politique que le contrôle partiel, plus strictement syndical. Là où le contrôle aura atteint sa dimension globale, le Parti socialiste pourra si les travailleurs le souhaitent constituer des listes sous son propre sigle.

Le Parti socialiste doit apparaître comme l'animateur du processus de contrôle au rythme et sous les formes que les travailleurs souhaiteront ; il se gardera de jouer



un rôle "d'avant-garde" plus ou moins aventuriste et évitera toute utilisation de quelque syndicat que ce soit comme courroie de transmission.

Sa fonction sera cependant essentielle ; il sera dans un premier temps non seulement inspirateur et formateur, mais aussi il assurera la liaison entre l'action du gouvernement et celle des travailleurs dans leur entreprise. Mais il veillera essentiellement à ce que cette liaison ne se fasse pas à sens unique : le Parti socialiste dans les entreprises, ce n'est pas l'alignement des travailleurs sur les instructions du gouvernement, c'est autant l'influence des travailleurs sur le Parti et sur le Gouvernement.

### **Comment organiser le Parti socialiste dans les entreprises ?**

Pour répondre à cette tâche historique, qu'a fait le Parti socialiste ?

La priorité au secteur entreprise, proclamée à Pau, n'a pas été tenue. Cette insuffisance risque d'être lourde de conséquences pour l'avenir.

Sans moyens matériels suffisants et surtout sans effort pour transformer l'orientation générale du Parti, qui constitue essentiellement une machine électorale bien rodée, le secteur entreprise vivote. Faute de pouvoir mener une action permanente et continue, on n'a cherché à réaliser que quelques opérations ponctuelles (campagne entreprises de l'automne 1975, conférence nationale d'avril 1976), alors que les échéances prochaines imposaient une opiniâtreté et une volonté politique des instances les plus hautes du Parti ; il n'est jamais question, ni au Bureau exécutif, ni au Comité directeur, des nombreux problèmes posés à ce secteur, les responsables (à quelques exceptions près) n'évoquent jamais la nécessité de cet effort et n'usent pas de leur influence pour lutter contre les pesanteurs existantes.

Il résulte de cette situation, que l'on n'a constitué depuis Pau que fort peu de sections d'entreprises et qu'on a donné la préférence à la formule du G.S.E. Or, celui-ci doit constituer, dans la plupart des cas, plus une structure de transition vers la section d'entreprise, qu'une fin en soi.

De nature plus floue, ne constituant pas pour le militant une priorité (puisque celle-ci se trouve là où il a sa carte, et son droit de vote dans le Parti), le G.S.E. n'assure pas le droit au travailleur de s'exprimer en tant que tel, à son lieu de travail, sur ses orientations politiques et d'accéder aux mêmes responsabilités politiques que les dirigeants des sections locales (trop souvent recrutés parmi les fonctionnaires de rang supérieur ou parmi les professions libérales). Placée sous le contrôle direct de la fédération, la section d'entreprise seule dispose des mêmes pouvoirs que la section locale.

C'est pourquoi on ne peut qu'être étonné de la décision prise lors du Comité directeur du 26 mars 1977, obligeant les sections d'entreprise à passer "sous le contrôle administratif des sections locales" pour le vote au Congrès, actuellement en préparation. Il y a là l'annonce d'une hégémonie des sections locales sur les sections d'entreprise qui ira à l'encontre de la volonté, procla-

mée à Pau, d'assurer la priorité au secteur entreprises.

Pour renverser le courant et organiser le Parti de sorte qu'il puisse assumer le rôle historique évoqué ci-dessus, nous proposons les quelques mesures concrètes suivantes :

- La motion finale du congrès devra reconnaître l'effort à réaliser pour équilibrer le secteur entreprise par rapport à ses activités électorales ; cette priorité ne doit pas être une proclamation vide de sens ; elle doit se situer par rapport à une réalité peu favorable qu'il faut reconnaître ;

- La haute direction du Parti devra s'y intéresser et susciter périodiquement des débats sur les problèmes posés à ce secteur, au Bureau exécutif et au Comité directeur ; elle devra développer un effort d'information et de formation de tous les militants, afin de leur faire prendre conscience de l'ampleur du problème posé et de l'effort correspondant à engager ;

- Une place devra être faite, à tous les niveaux (y compris au Comité directeur et au Bureau exécutif) aux représentants du secteur entreprise, en tant que tels ;

- A cette priorité politique doit correspondre une priorité matérielle, en particulier financière. Nous avons proposé, au Congrès de Pau, qu'un quart du budget d'intervention lui soit attribué. Nous renouvelons cette demande, en précisant que les frais de fonctionnement ne doivent pas y être inclus. Ceci permettrait, en particulier, de doter d'un budget les G.S.E. nationaux qui manquent de moyens d'actions, faute de tout moyen financier, et qui pourraient de la sorte jouer pleinement leur rôle d'impulsion et de force de propositions à la direction du Parti ;

- La préférence à la section d'entreprise devra être proclamée et son égalité complète vis-à-vis de la section locale reconnue, sous le contrôle exclusif de la fédération ;

- Une conférence nationale des sections et groupes d'entreprises du Parti devra se tenir au 4<sup>e</sup> trimestre 1977, afin d'y discuter de notre conception du contrôle des travailleurs, lors de l'arrivée au pouvoir, et de faire des propositions au Parti qui devra prendre position sur ce problème, avant mars 1978, en vue des législatives.

## **Motion adoptée par la section de l'Imprimerie nationale et déposée par la fédération de Paris**

### **DÉFENSE NATIONALE**

La sauvegarde de l'indépendance nationale est une condition nécessaire pour assurer la liberté d'appliquer la politique de l'Union de la Gauche et le processus de rupture avec le capitalisme définis dans le Programme commun.

L'indépendance nationale s'affirme à travers des actes politiques, économiques, diplomatiques et militaires. Elle implique la capacité de signifier à un agresseur éventuel que le pays est décidé à s'opposer à toute intervention menaçant la mise en œuvre de son projet politique en utilisant, si besoin était, la force en dernier recours.

Le projet de défense doit être, au-delà d'une idée de grandeur ou d'appui d'une politique étrangère, l'expression d'un projet politique qui signifie le refus de subordonner ses décisions à celles des autres pour la construction de l'avenir. Une défense indépendante n'est pas pour autant nationaliste ou militariste. La recherche active du désarmement collectif et l'accroissement de la coopération internationale dans un climat de concertation font partie intégrante de l'amélioration de la sécurité.

Dans une Europe, soumise à l'anarchie monétaire, favorisant les intérêts capitalistes internationaux, la création d'une communauté de défense européenne indépendante de la pression des grandes puissances est actuellement encore utopique.

C'est à travers la volonté des peuples qu'une nouvelle approche de la construction européenne est à envisager.

Les menaces avec lesquelles un pays comme la France est susceptible d'être confrontées sont de plus en plus imprévisibles et diversifiées.

Les relations internationales se sont profondément modifiées. L'apparition de nouveaux pouvoirs internationaux tels les multinationales, la multiplication des organisations internationales, souvent utilisées comme tribune de propagande, le développement des communications modifiant à la fois le temps et l'espace sont les principaux facteurs de cette mutation.

A l'abri d'un affrontement majeur entre les grandes puissances, assimilable au suicide planétaire, une guerre permanente se déroule. Elle s'exerce sur de multiples fronts dont le principal est le front économique. Elle n'est pas exempte de conflits armés, champs d'expériences des armes modernes dont sont principalement victimes les populations civiles du tiers monde.

Les rapports de force se situent dans une perspective mondiale. Ils sont dominés en priorité par l'affrontement des grandes puissances cherchant à affirmer leur hégémonie. L'interférence à terme de la Chine en passe de construire des missiles intercontinentaux, le comportement des pays producteurs de pétrole, les conflits régionaux internes ou externes alimentent et compliquent la complexité conflictuelle des grandes puissances mondiales.

La Gauche doit être consciente du processus de déstabilisation que pourrait entraîner



son arrivée au pouvoir. Derrière le discours stratégique actuel se cache l'intérêt de la classe possédante à maintenir l'ordre établi et ne pas modifier les règles du jeu. En brandissant la menace militaire soviétique elle n'hésitera pas à présenter le militant ouvrier comme l'adversaire intérieur, complice potentiel du seul agresseur éventuel. En défendant ses privilèges les détenteurs du capital sont acquis d'avance aux désirs de ceux qui ont en charge la défense du système capitaliste dans son ensemble.

A ces menaces globales doivent être élaborées des réponses globales traduisant la volonté de la Gauche unie d'assumer avec tous ses risques le destin national. La Gauche est contrainte de dépasser les positions affectives ou traditionnelles au nom du pacifisme, de l'antimilitarisme, de l'écologie ou de l'atlantisme, afin d'aboutir à une réflexion cohérente sur les implications en matière de défense du Programme commun de gouvernement en tant qu'il entend ouvrir en France la voie du socialisme.

Pour ces raisons, la France est contrainte, dans un monde surarmé, à entretenir un appareil de défense indépendant capable de lui garantir une marge de manœuvre suffisante pour maîtriser le développement et le dénouement des crises, interdire à un agresseur l'accès de son territoire et assurer la liberté de penser et d'agir des citoyens.

A l'âge nucléaire, la France doit disposer à la fois d'une dissuasion nucléaire d'une capacité de mobilisation populaire et d'une défense active capable d'intervenir le cas échéant à l'extérieur du territoire national.

Il importe en effet de ne pas se retrouver sans moyen d'actions avec la seule alternative de la capitulation ou de l'apocalypse. Il importe en conséquence de maîtriser au plus loin les crises susceptibles de concerter la France.

La dissuasion nucléaire est fondée sur l'appréciation par un agresseur du rapport entre le risque et l'enjeu. Il s'agit d'une stratégie de "non guerre" applicable dans une dialectique du faible au fort. La crédibilité appréciée par l'agresseur éventuel reposant à la fois sur des critères physiques et psychologiques l'amène à conclure que la probabilité d'une riposte n'est pas nulle et que les dommages probables ne peuvent compenser les avantages escomptés.

Loin de pouvoir noyer les "petits chiens", il faut les élever en adaptant le système de forces aux percées technologiques afin de maintenir une capacité de contre-forces, c'est-à-dire un degré suffisant d'invulnérabilité de nos moyens de lancement et une capacité à percer les défenses adverses.

Au-delà de l'aspect technologique se place l'aspect psychologique.

Le discours en direction de l'armée n'est crédible que s'il s'appuie sur un projet de défense mobilisateur et cohérent.

Il implique la réconciliation de l'armée avec le peuple ainsi que la démocratisation de l'institution militaire.

La force de mobilisation populaire, débarrassé des rites dépassés liés à l'encasernement, garantissant les libertés pour les soldats citoyens, doit constituer l'outil principal

de cette tâche de nature à développer l'esprit de défense au sein du pays.

La sûreté du territoire, la protection des installations, la défense contre les actions ponctuelles, la participation aux exigences de la solidarité et le cas échéant le test de la volonté agressive adverse renforceront la crédibilité de la dissuasion nucléaire.

L'instabilité de la situation internationale, les engagements pris par la France, l'absence de matières premières stratégiques sur son territoire, l'importance des responsabilités qu'elle doit assurer dans les zones maritimes d'intérêt économique exclusif conduit à disposer de forces de défense actives susceptibles d'intervenir à l'extérieur du territoire national, soit en Europe occidentale, soit dans les zones maritimes de la Méditerranée ou de l'océan Indien.

Qu'il s'agisse de protéger nos pêcheurs, d'assurer la sécurité de nos ressortissants, vivant à l'étranger, de respecter nos engagements internationaux, de protéger nos ravitaillements ou de renforcer la mobilisation populaire, les forces de défense actives doivent être limitées en nombre mais adaptées au progrès technologique. Composé de cadres et de volontaires des dispositions doivent être prises pour éviter que ce système de forces soit séparé de la nation et du reste de l'armée.

L'ensemble des hommes qui servent dans les forces armées est organisé au sein de l'institution militaire. Il est composé à la fois de cadres de carrière, de volontaires engagés à plus ou moins long terme et d'appelés du contingent.

La structure hiérarchique et la discipline sont indispensables à l'exécution des missions de combat. Cependant elles ne sont pas une fin en soi mais un moyen pour assurer le fonctionnement d'une institution qui reste au service du projet politique librement décidé par les citoyens.

L'hypothèse d'un putsch militaire pour empêcher la Gauche unie d'accéder ou de se maintenir au pouvoir est actuellement très improbable. Toutefois il ne faut pas exclure l'éventualité de tentatives politiques pour récupérer le pouvoir par des moyens totalitaires en s'appuyant sur une fraction de l'armée sous le prétexte de menaces extérieures supposées.

La démocratisation de l'armée et l'union du peuple et de l'armée doivent se manifester par des mesures concrètes qui marquent clairement la subordination de l'institution militaire à la volonté politique démocratiquement exprimée, le développement rapide d'une force de mobilisation populaire décentralisée et liée aux organes de représentation populaires; la reconnaissance effective des droits et devoirs des citoyens aux militaires afin de leur garantir les libertés essentielles, la formation civique serait les instruments de cette action.

Le but de la défense est de servir le peuple en lui assurant les moyens de pouvoir choisir librement son destin et la forme de société qui lui convient. Ce but ne peut être atteint que s'il existe dans le peuple un "esprit de défense", c'est-à-dire une union intime du peuple et de l'armée, ce qui n'interdit pas au contraire, de disposer d'un outil utilisant les moyens les plus perfectionnés de la technologie moderne.

## POUR UNE VÉRITABLE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE DU PARTI

*La Fédération de Paris se fait l'écho des travaux  
de la commission nationale Lutte des femmes.  
C'est pourquoi son Bureau exécutif  
présente ce texte unanimement.*

Changer la vie, c'est aussi changer les rapports entre les hommes et les femmes. C'est donner à toutes les femmes les moyens d'accéder à une pleine égalité de chance et de participation aux responsabilités avec les hommes dans tous les secteurs de la vie sociale. C'est rechercher la transformation des mentalités dans la masse des femmes et des hommes.

Les mesures concrètes prévues au Programme socialiste et au Programme commun, constitueront une première approche de ces transformations dans la perspective d'une société autogestionnaire.

Aucun préalable lié à la classe, à la race ou au sexe ne doit assigner à un individu son statut ni l'enfermer dans des rôles qu'il n'aurait pas pu choisir ou ratifier. La condition fondamentale d'accès à cette autonomie est la suppression de l'exploitation capitaliste.

Les luttes menées par les femmes dans la dernière décennie et le changement progressif de leur comportement électoral confortent nos analyses; c'est bien à une remise en cause fondamentale de la condition de la femme que nous assistons et nous la soutenons.

Mais, si l'on constate une prise de conscience, une présence et une participation accrue des femmes sur tous les terrains, il n'en va pas encore de même dans la vie du Parti et il ne faut pas se dissimuler qu'il est resté jusqu'ici un univers très masculin, très conservateur dans ses comportements sociaux. L'évolution des femmes est ignorée, sinon moquée.

Tout se passe comme si notre appareil politique se trouvait frappé d'impuissance devant ce phénomène qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui et les paroles de Léon



Blum devant le 38<sup>e</sup> congrès de 1946 restent vraies: "Vous avez peur de la nouveauté... Vous n'en voulez pas et quand elle se présente comme un apport de forces fraîches, vous l'accueillez avec réticence. Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain vis-à-vis des femmes et des jeunes."

Le P.S. compte aujourd'hui 20 % de femmes, celles-ci continuent à être traitées davantage comme des assistantes politiques que comme des politiques à part entière. Elles-mêmes, minoritaires dans le Parti, ont tendance à s'effacer ou à se charger de fonctions d'exécutantes que personne ne leur dispute. Les plus audacieuses sont vite découragées ou résistent

mal aux tirs de barrage qui protègent les places de premiers rangs.

Si le P.S. veut pouvoir compter dans ses rangs un nombre de militantes correspondant à sa base électorale, s'il veut entraîner un nombre croissant de femmes dans son combat et bénéficier de ces forces vives nouvelles qu'elles représentent, il doit faire la preuve qu'il est capable de se transformer lui-même et de préfigurer l'avenir.

Il est donc indispensable que ce congrès se saisisse sérieusement de ces problèmes; les décisions du congrès prises à l'égard de la question des femmes peuvent seules montrer le désir et la détermination du Parti à passer des déclarations de principe

à la mise en œuvre d'une véritable politique à l'égard des femmes.

C'est pourquoi nous demandons:

- Le relèvement du quota minimum de représentation des femmes à l'intérieur du Parti de 10 à 20 %;
- L'application de ce quota aux élections et plus spécialement aux législatives de 78;
- Un véritable Secrétariat national aux femmes;
- La tenue d'une convention nationale "femmes" à l'automne 1977.

De cette convention devraient sortir des propositions précises sur la question des femmes dans la perspective d'une prise de pouvoir par la Gauche.

## CONTRIBUTION PRÉSENTÉE PAR LE SECRÉTARIAT FÉDÉRAL DE LA MOSELLE

Pour tous les socialistes, le congrès de juin 1977 sera un temps fort de la vie de leur Parti. Ce congrès sera le dernier avant les prochaines élections législatives. Il doit donc être l'occasion d'un débat intense associant tous les militants.

C'est dans cet état d'esprit que le secrétariat fédéral de la Moselle présente au Parti la contribution

### **POUR OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME**

Cette contribution est soumise en particulier à la discussion des militants de la Moselle. Une journée de réflexion, organisée début mai, dégagera la synthèse.

Approfondir l'Union de la Gauche, relancer notre projet autogestionnaire et donner à notre Parti les moyens de faire face à ses responsabilités, sont les idées forces de ce texte.

### Première partie

## **L'ENJEU POLITIQUE DE LA PÉRIODE A VENIR**

Aujourd'hui, en France, la question à l'ordre du jour est celle du pouvoir. Le développement du mode de production capitaliste, la salarisation de près de 80 % de la population active, accroît la bipolarisation autour de deux forces principales: la bourgeoisie et le prolétariat.

### **I. Le bloc au pouvoir**

#### **a) Sa composition**

La bourgeoisie française n'est pas une entité immuable: elle a connu et connaît encore des transformations. Pendant des années c'est la composante nationale et coloniale de cette bourgeoisie qui, avec l'appui de la paysannerie, détient le pouvoir et mène une politique très conservatrice. Ce bloc solide a dominé le pays mais depuis les années cinquante émerge une nouvelle fraction de la bourgeoisie: celle qui est liée directement au capitalisme américain, à ses satellites de l'Europe du nord, dans un processus constant d'internationalisation du capital.

La V<sup>e</sup> République est la traduction politique de cette évolution, mais elle n'est pas sans être traversée de contradictions. Le gaullisme dans certaines de ses manifestations ne rencontre pas l'assentiment de la fraction impérialiste: retrait de la France de l'O.T.A.N., rôle de la France...

Conséquence: la bourgeoisie impérialiste n'a pas une liberté de manœuvre suffisante; le remplacement de de Gaulle par Pompidou, puis de ce dernier par Giscard d'Estaing améliore sa situation.

De l'idéologie de la stabilité et de la grandeur nationale, on passe à l'idéologie du changement (dans la continuité ou pas!), du libéralisme avancé, de la mondialisation des problèmes.

#### **b) A la recherche de nouvelles alliances**

L'émergence de cette fraction ne se fait pas sans heurts: elle sape les bases qui étaient celles de la classe dirigeante depuis des décennies et elle tente de constituer un "bloc au pouvoir" de type nouveau; elle

s'appuie sur les couches sociales en expansion, perméables aux thèmes évoqués plus haut: ce sont des cadres et des techniciens des entreprises multinationales, des hauts fonctionnaires sensibles au modernisme "made in U.S.A.", ce sont enfin - et ce n'est pas négligeable - des universitaires et des intellectuels réceptifs à la culture américaine.

Le ciment de cette construction hétérogène est constitué par la pratique politique et le discours de Giscard qui visent à instaurer un régime de type "social-démocratie à la française". Le but de la manœuvre est donc d'intégrer le pays dans une Europe du nord à tendance social-démocrate, au prix de quelques concessions (réformes sur le divorce, l'avortement, le droit de vote, la "taxation" des plus-values, la "lutte" contre la fraude fiscale à grand renfort publicitaire). Bref, une opération d'ouverture à "gauche" est tentée:

#### **c) La tentation "néo-travailleuse"**

Cependant les stratèges de la Droite savent fort bien qu'un tel projet ne peut se réaliser à froid, ils attendront le moment opportun pour essayer de briser la Gauche afin de réaliser la réplique du "front de classe" que nous voulons construire autour du Programme commun de gouvernement.

Si la gauche l'emporte aux législatives (et les résultats des municipales sont là pour accréditer cette thèse), Giscard a signifié qu'il ne quitterait pas l'Elysée pour autant. Son but est clair: il lui faut casser l'alliance entre socialistes et communistes et, si besoin est, casser le Parti socialiste lui-même (des tentatives se sont là encore manifestées pendant les municipales). Par ce biais, il espère s'assurer une base sociale pour maintenir le régime en place.

Les sirènes giscardiennes ne sont pas sans rencontrer un certain écho dans des milieux dits de gauche: il y aurait un bon emploi du giscardisme et des points de convergence entre la société libérale avancée et un socialisme autogestionnaire "libéré" du Programme commun de gouvernement.

Une semblable démarche s'inscrit dans le cadre d'une campagne ayant pour objet de montrer que le Programme commun est dépassé, qu'il faut aussi mettre en place une force syndicale "responsable"; en un mot qu'il faut la paix sociale.

Tout ceci est fait non pour renverser les alliances, ce qui est impossible maintenant,



mais pour susciter des mouvements "psychologiques" aptes à vider, le moment venu, le Programme commun de son contenu. De toute évidence, la tendance au "néotravailleursisme" est la solution de rechange pour la bourgeoisie en crise.

#### d) Tenir compte du jeu des contradictions

Si la bourgeoisie est en crise, son affaiblissement, de nature complexe, n'est que relatif. La montée des luttes des classes et la mobilisation populaire qui s'accroît autour du P.C.G. sont une des causes de cet affaiblissement.

D'autre part, la situation électorale est telle que l'ancien système d'alliances ne peut être entièrement abandonné (le maintien du R.P.R., l'opération Chirac en témoignent). Il s'en suit un jeu de contradictions internes qui recouvre plus ou moins le clivage entre le capital monopoliste et le capital non monopoliste (Association des grandes entreprises faisant appel à l'épargne - A.G.R.E.F. - et les petites et moyennes entreprises - P.M.E.). D'où, à côté des actions visant à favoriser les multinationales, des entreprises de séduction des classes moyennes (un bon exemple est fourni par la création récente des groupes Initiative et Recherche - G.I.R. - qui rassemblent des adhérents de la F.N.S.E.A., des P.M.E., de la C.G.C., etc.).

De même, il existe des clivages entre les différentes branches du capital monopoliste selon qu'il est lié ou non à l'impérialisme américain, qu'il a une stratégie européenne ou non, etc.

Quoi qu'il en soit, c'est le rapport au capital américain qui semble déterminant et sans aucun doute ce sont les représentants politiques de cette fraction qui constituent l'adversaire principal de l'unité populaire. Il ne faut pas négliger pour autant les autres fractions plus "nationales" qui, à la faveur de tel ou tel événement, réapparaissent au devant de la scène (Chirac et son mouvement): la bourgeoisie a des facultés de recombinaison et peut jouer (plutôt doit jouer) plusieurs cartes à la fois pour maintenir sa prédominance.

De plus, les différentes couches sociales subissent les conséquences néfastes de la politique impérialiste et de la division internationale du travail ne sont pas pour autant disposées à s'engager vers la voie socialiste: c'est à ce niveau, entre autres, que les partis de Gauche doivent travailler en ayant soin de tenir compte des fissures du bloc au pouvoir, fissures qui ont des répercussions dans les appareils d'Etat (justice, école, par exemple), qui modifient les valeurs idéologiques traditionnelles (indépendance nationale, tradition morale, etc.) et qui enfin entraînent une crise politique permanente dans l'ex-majorité (conflit Giscard-Chirac).

## II. La Gauche vers le front de classe

### a) Un nouveau bloc au pouvoir sous l'hégémonie de la classe ouvrière

S'il y a une désagrégation progressive du bloc dominant, le pôle opposé dont la classe ouvrière est le moteur, se renforce. Le front de classe doit regrouper les différentes couches sociales engendrées par le processus de "diversification" de la classe ouvrière, dû à l'évolution du mode

de production capitaliste (O.S., O.P., techniciens, employés, etc.). Il est nécessaire que ces couches dépassent leurs contradictions secondaires, secrétées par le système capitaliste, pour former un bloc uni face à la bourgeoisie. Ce bloc doit être doté d'un projet historique déterminé: le P.C.G. et le socialisme autogestionnaire.

La construction du front de classe suppose donc une dynamique des forces sociales et, par là même, ses limites sociologiques ne peuvent être tracées avec précision maintenant; mais elles se marqueront avec toute la clarté nécessaire dans l'affrontement avec la bourgeoisie. C'est en cela que réside l'originalité et la force de notre stratégie politique: le front de classe est tout le contraire d'un rassemblement "naturel" de différentes couches sociales exploitées, il est la manifestation d'un processus historique, de la lutte politique des partis, de la lutte des classes.

Cependant, dans ce front, l'hégémonie de la classe ouvrière dans son ensemble doit s'affirmer politiquement par rapport à toute couche le composant qui viserait une situation de domination politique; en effet, l'histoire nous signale qu'il faut être vigilant; dans le processus de transition au socialisme, il peut y avoir tentation d'accaparement du pouvoir par des couches privilégiées dans leur rapport à la culture et à la technologie, ou par des "couches bureaucratiques" produites par le contrôle des appareils politiques et ultérieurement par l'appareil d'Etat. C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière, définie dans sa dynamique, soit au centre du front de classe et devienne la nouvelle classe dominante. Dès maintenant, la perspective du front antimonopoliste est assurée par le P.C.G., mais le Parti doit viser à plus long terme et donner à ses militants les moyens de prendre en compte la dimension anticapitaliste du P.C.G.

Il est donc nécessaire de renforcer le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière qui elle-même noue des alliances avec les autres couches et fractions de classes populaires. Cette démarche est sanctionnée par les élections, mais ne s'y limite pas: au-delà de la victoire électorale, c'est au processus de transition au socialisme qu'il faut gagner ces couches et la tâche n'est pas mince quand on sait qu'un ouvrier sur quatre manifeste encore l'intention de voter pour la majorité!

Deux démarches sont nécessaires: la première s'adresse à des groupes sociaux en tant que tels: elle est de nature catégorielle; la seconde s'adresse à des individus, à des sensibilités, à des courants de pensée: elle est unifiante.

### b) La classe ouvrière dans le front de classe

La cohésion des travailleurs rencontre des difficultés dues à des causes multiples: l'internationalisation du capital se manifeste par une dégradation de la situation des travailleurs (emploi de moins en moins sûr, course à la productivité, politique économique tournée vers l'exportation pour couvrir les importations et non vers la satisfaction des besoins des travailleurs). D'autre part la classe ouvrière n'est pas unie: il arrive que des travailleurs restent sensibles à l'idéologie dominante (indépendance pro-

fessionnelle, peur du désordre) car ils sont issus récemment de la paysannerie, du petit commerce, de l'artisanat; de plus, lorsqu'ils se révoltent contre l'exploitation capitaliste, ils ne vont que très rarement jusqu'à la prise de conscience de classe. Toutefois la prise de conscience anticapitaliste s'accroît avec la persistance du chômage, l'inflation; elle se concrétise par des luttes dures contre les fermetures d'entreprise, le chômage partiel, l'arbitraire patronal ou pour l'amélioration du pouvoir d'achat. Il convient assurément de travailler beaucoup pour accentuer cette prise de conscience, il faut renforcer la cohésion de la force principale dont dépend l'orientation du mouvement social.

Cependant, l'hégémonie de la classe ouvrière ne saurait être confondue avec celle d'un parti qui serait celui de la classe ouvrière. Elle ne peut s'exercer que par la conjugaison de l'action des partis en direction des travailleurs et de l'action des travailleurs à l'intérieur de ces partis, mais aussi de toutes les structures qu'ils se donnent (comités de quartier, associations, etc.).

Conséquence immédiate: le P.S. doit s'ancrer bien davantage dans la classe ouvrière, seule classe qui a intérêt à la démocratie intégrale, c'est-à-dire au socialisme.

### c) Paysannerie et classes moyennes dans le front de classe

Par définition, le front de classe n'est pas la seule classe ouvrière: la paysannerie et les couches sociales intermédiaires (petite bourgeoisie traditionnelle ou nouvelle, couches salariées) doivent être amenées dans les positions de classe des travailleurs, car elles ne disposent pas de position de classe à long terme. Au cas où nous l'aurions oublié, l'expérience chilienne nous rappelle qu'elles sont un enjeu décisif du combat politique (grève des camionneurs). Si la monopolisation croissante de l'économie les pousse vers la classe ouvrière, l'action unifiante des partis de gauche n'en est pas moins fondamentale.

La petite et moyenne paysannerie se prolétarise (de milliers de petites exploitations familiales disparaissent, l'exode rural se poursuit, la modernisation des installations - condition de la survie - entraîne un endettement considérable). Un certain nombre de luttes régionales ou catégorielles, reposant sur une mobilisation de masse, ont montré une prise de conscience de classe battant en brèche le mythe de l'unité du monde paysan développé par le syndicalisme officiel.

Cependant, le poids de la paysannerie ne cesse de diminuer (9 % des actifs); celui de la petite bourgeoisie et des couches sociales intermédiaires est plus important (8 % de petits commerçants et artisans; 12,6 % de cadres moyens et 6,4 % de cadres supérieurs et membres des professions libérales).

La petite bourgeoisie se voit affectée d'un double mouvement. D'une part, ses secteurs traditionnels piétinent et ont tendance à disparaître. Il s'en suit que certaines de ses composantes peuvent être sensibles à certaines conséquences du système capitaliste et peuvent adopter une démarche anti-monopoliste. Néanmoins, il y a un



retard idéologique et il peut se traduire par des mouvements ambigus de type corporatif (exemple : C.I.D.-U.N.A.T.I. de Nicoud).

D'autre part, progressent de nouvelles couches moyennes salariées (ingénieurs, cadres administratifs, techniciens) qui, elles aussi, subissent les conséquences du système (chômage des cadres, déqualification du travail intellectuel) et peuvent évoluer vers la classe ouvrière, mais elles sont très perméables à l'idéologie moderniste et technocratique développée par le pouvoir.

La Gauche se doit de rallier ces couches, mais certes pas en jouant les "attrape-tout" et en présentant un programme soigneusement aménagé : si nous voulons aller au socialisme, il faudra le faire dans la clarté sous peine de ne plus être suivi par des couches auxquelles on n'aurait pas proposé de construire une autre société. Il faut offrir une franche alternative, présenter un projet, y rallier ces couches qui peuvent, le cas échéant, fournir la base sociale d'une contre-offensive de la Droite.

#### d) Intensification de la lutte idéologique

L'ensemble de ces actions catégorielles doit être appuyé par une action unifiante sur le terrain idéologique : le thème de l'indépendance nationale est significatif à cet égard.

La lutte anti-impérialiste est l'un des aspects fondamentaux du combat de la Gauche susceptible de "neutraliser" ou

même de rallier des individus (et non des partis) sensibles à cette préoccupation (des gaullistes, pour parler clairement). Auprès des travailleurs, il faut montrer le caractère extrêmement pernicieux du processus d'internationalisation du capital : la division internationale au profit de quelques grands trusts n'est pas une fatalité et il est possible d'instaurer de nouveaux types de rapports entre les pays, fondés sur l'égalité des partenaires, ceci dans l'intérêt des travailleurs de notre pays.

Les couches moyennes "polarisées" par la bourgeoisie doivent être convaincues également : la rupture avec l'impérialisme ne doit pas signifier pour eux : isolement, récession, mais au contraire ouverture sur des formes originales de coopération internationale. Quant aux couches moyennes rejetées par le processus d'internationalisation du capital (agriculteurs traditionnels, commerçants), il faut leur montrer l'adversaire réel : la bourgeoisie impérialiste et les placer dans le processus de transition au socialisme.

En un mot, c'est un véritable choix de société qu'il faut proposer à tout le pays en développant un thème comme celui de l'indépendance nationale et non en faire une fin en soi. C'est en expliquant la globalité d'un problème qu'il sera possible d'amener sur des bases claires des couches qui ne nous sont pas encore acquises pour construire en France le socialisme. ■

choses ancien. Il nous faut donc envisager dès maintenant cette transition et poser les fondements du pouvoir des travailleurs.

Pour les socialistes, le processus de transition au socialisme autogestionnaire repose sur trois exigences inséparables :

- L'unité de la Gauche ;
- La dimension autogestionnaire ;
- La défense et la reconquête de l'indépendance nationale.

### I. Unité

"Les implications stratégiques du projet autogestionnaire s'inscrivent pleinement dans le cadre de l'Union de la Gauche. Une stratégie qui ne s'appuierait pas sur le développement de la dynamique unitaire ne serait qu'impuissante, faute de se donner les moyens nécessaires à la prise du pouvoir et à l'ouverture d'une transition au socialisme. De même, une stratégie qui réduirait l'Union de la Gauche à des objectifs tactiques, qui ne se prononcerait pas clairement sur les alliances de classe à opérer ni sur la nature et l'importance des luttes menées, viderait à terme la dynamique unitaire de son contenu. (...) Le phénomène unitaire crée au-delà (du Programme commun) les conditions d'une mutation d'ensemble du mouvement ouvrier français..."

#### 11<sup>e</sup> thèse sur l'autogestion.

Ne nous laissons pas égarer par un discours souvent repris durant la campagne des municipales : l'Union de la Gauche n'est pas un accident de parcours dont le responsable serait un mode de scrutin injuste. Expression politique du front de classe, l'Union de la Gauche est bel et bien le fondement de la stratégie adoptée par le nouveau Parti socialiste issu du congrès d'Epinau.

#### I.1. L'exigence d'unité s'applique d'abord aux rapports P.S.-P.C.F.

Depuis la signature du P.C.G., sous l'effet de ce qu'on pourrait appeler la "dialectique de l'unité", les deux partis signataires ont beaucoup changé : se transformant l'un par rapport à l'autre et plus encore par rapport à l'ensemble - Union de la Gauche - qu'ils forment. Cette dialectique continuera à jouer dans des formes nouvelles lorsque la Gauche arrivera au pouvoir. Sans doute restera-t-elle pour une bonne part conflictuelle, s'exprimant en termes d'émulation ou de concurrence. "L'esprit de boutique", la volonté de stopper la progression du P.S., manifestés lors de la dernière campagne municipale par le P.C.F. sont là pour en témoigner.

Mais il est fondamental que l'unité des deux partis, concrétisée par l'émergence d'une stratégie commune (et pour commencer, une lecture commune du P.C.G.), se renforce sans cesse au cours du processus de transition et ne se distende pas dès les premières difficultés. Il va de soi que la meilleure garantie de ce rapprochement sera l'application loyale et résolue du P.C.G.

De même, il est fondamental que l'ensemble des militants socialistes soient convaincus, malgré toutes les difficultés locales, de l'importance que revêt le maintien et le renforcement de l'unité et ne cèdent à aucun moment à l'illusion que la stratégie de rup-

## Deuxième partie

# FONDEMENTS D'UNE STRATÉGIE : UNITÉ, AUTOGESTION, INDÉPENDANCE

Citoyens, la question qui se pose impérieusement à tous les esprits dans le socialisme, ce n'est pas : quel est le but du socialisme ? Ce but a été depuis longtemps défini, avec une précision magistrale par tous nos maîtres, par tous les congrès nationaux et internationaux ; c'est la substitution totale de la propriété sociale à la propriété capitaliste, c'est l'organisation du travail affranchi, du travail souverain devenu maître de tous les moyens de production et d'échange. La question qui se pose maintenant, c'est : comment le Parti socialiste atteindra-t-il ce but ?

Jaurès, Congrès de Toulouse, 1908.

En signant, le 27 juin 1972, un accord autour du Programme commun de gouvernement, le Parti socialiste et le Parti communiste (rejoints quelques jours plus tard par les Radicaux de Gauche) avaient conscience de marquer une date importante du mouvement ouvrier français. Cinq ans après, le P.C.G. qui veut ouvrir la voie au socialisme reste au cœur du débat politique. D'aucuns prétendaient, hier, que la crise de l'énergie le rendait caduc ; au nom de cette même crise, l'ancien ministre de l'Industrie, Jean Charbonnel, le déclare aujourd'hui "devenu actuel".

Il n'est pas inutile de rappeler que :

#### a) Le P.C.G. n'est pas un programme comme les autres

Le P.C.G. tranche avec les programmes limités du passé (Front populaire, C.N.R.). Fondé sur l'alliance stratégique des deux principaux partis de Gauche, il comporte de profondes réformes de structure anticapitaliste (nationalisations, contrôle des travailleurs, planification, etc.).

Aussi représente-t-il un acquis historique décisif pour l'Union de la Gauche, que la bourgeoisie cherchera à remettre en cause par tous les moyens.

#### b) Un noyau dur intangible

Certes, il faut compléter et approfondir le P.C.G. sur des sujets tels que le retour au plein emploi, les conditions de travail, le rééquilibrage de notre balance extérieure, l'usage et la gestion des nationalisations, la politique étrangère et la défense nationale, mais le noyau dur du P.C.G. (nationalisations, contrôle des travailleurs, planification) est intangible.

La grande tâche de l'Union de la Gauche aujourd'hui consiste à se préparer ensemble à appliquer ensemble ce programme.

Sans être un programme de transition au socialisme, le P.C.G. pose implicitement à terme le problème de la transition. On ne saurait rester longtemps à mi-chemin entre le pouvoir des travailleurs et le pouvoir des monopoles, entre le socialisme et l'état de



ture définie par notre Parti puisse être mise en œuvre par le seul Parti socialiste.

## **I.2. L'Union de la Gauche est l'expression politique du front de classe**

L'exigence d'unité s'applique au rassemblement de l'ensemble du peuple autour de l'Union de la Gauche. Cela signifie tout d'abord qu'il nous faut conquérir cette partie des ouvriers qui votent encore à Droite et la souder à ce front de classe dont la classe ouvrière constitue l'élément central. Mais il nous faut aussi développer des campagnes de mobilisation et d'explication en direction des couches moyennes, sur les bases claires.

Rassembler, unifier le peuple, c'est l'aboutissement de l'Union de la Gauche. Et réciproquement, la solidité de l'Union de la Gauche est la meilleure garantie de la profondeur et de la durée du rassemblement. Ainsi, c'est seulement si l'Union de la Gauche, après l'alliance électorale et l'alliance programmatique, déjà réalisées, passe à un troisième stade, celui d'une alliance stratégique sur un projet commun de transition, qu'une prochaine victoire électorale pourra signifier un renversement durable du rapport des forces sociales dans notre pays. Il ne doit pas y avoir de souci plus pressant que de mettre le P.S. et l'Union de la Gauche à la hauteur de ces deux exigences complémentaires : unir la Gauche pour rassembler le peuple, rassembler le peuple pour ouvrir la voie au socialisme.

## **II. Autogestion**

"Le projet autogestionnaire n'a de sens que dans la mesure où les objectifs qu'il implique reposent sur les trois piliers fondamentaux de toute politique socialiste : c'est-à-dire la **socialisation des principaux moyens de production**, la **planification démocratique** et la **transformation de l'Etat**."

### **6° thèse de l'autogestion.**

Depuis le congrès de Grenoble, la dimension autogestionnaire de notre projet s'exprime par le tryptique : lutte pour le contrôle, contrôle, autogestion.

La lutte pour le contrôle vise à créer les conditions d'une contestation de plus en plus radicale de la nature même de l'organisation et du fonctionnement de l'entreprise actuelle. Cette lutte est indispensable pour éviter que les nationalisations soient de simples étatisations des entreprises. La nationalisation en elle-même est nécessaire à la rupture avec le capitalisme. Mais c'est son contenu qui est déterminant pour savoir si elle constitue vraiment une avancée vers le socialisme.

Le P.S. ne peut pas renier les principes définis dans son programme *Changer la vie* (Flammarion, page 73) en se contentant de pseudo-nationalisations qu'une simple modification juridique pourrait remettre en cause.

La Gauche au pouvoir devra accomplir deux tâches :

### **II.1. Obtenir l'adhésion populaire aux objectifs du socialisme**

On ne pourra mettre l'accent, partout et en particulier dans l'entreprise, sur les revendications de pouvoir que si les revendications particulièrement pressantes (bas salai-

res, retraite, conditions de travail, emploi) sont satisfaites.

Par ailleurs, l'adhésion populaire ne deviendra réelle que si, sans attendre, la relation actuelle des hommes à leur travail est repensée et ensuite profondément bouleversée. Le changement se traduira donc d'abord dans l'entreprise, lieu privilégié de l'exploitation capitaliste. Le souffle politique du "changer la vie" doit être sous-jacent à toute politique économique d'un gouvernement de Gauche.

### **II.2. Généraliser le contrôle des travailleurs**

La généralisation du contrôle des travailleurs est essentielle pour orienter le processus de rupture dans le sens d'une dynamique autogestionnaire.

Les socialistes doivent ainsi préparer dès aujourd'hui :

#### **a) La prise de contrôle des entreprises par les travailleurs**

Il faut d'abord briser la toute puissance patronale en élargissant les droits d'intervention des organismes élus représentatifs du personnel. Cela exigera aussi la reconnaissance légale et dans les faits de la représentativité des partis politiques dans l'entreprise, comme organisation de classe des travailleurs. Mais, il va sans dire qu'un véritable contrôle des travailleurs passe par une nouvelle formation.

#### **b) La prise du pouvoir par les travailleurs et la transformation de l'Etat**

Les appareils d'Etat (armée, police, magistrature) sont les instruments du pouvoir, donc, aujourd'hui, du pouvoir de la bourgeoisie. La victoire électorale ne peut suffire à en faire des instruments de la marche au socialisme. Au contraire, toutes les expériences historiques démontrent que ces appareils d'Etat, s'ils ne subissent pas de profondes transformations, se retournent tôt ou tard contre les expériences de transition pacifique au socialisme, ou sont confisqués par un nouveau personnel dominant.

Le contrôle des travailleurs et de la population à tous les niveaux et sur tous les centres de pouvoir est donc une des conditions qui rend possible la transition, il est aussi la condition qui permet de lutter contre l'installation d'une nouvelle caste dirigeante qui, ayant réussi à éliminer les grands capitalistes, utiliserait à son profit les anciens appareils d'Etat à peine transformés.

## **III. Indépendance**

Le rassemblement du front de classe est une conception offensive. Ce rassemblement devra s'accompagner d'une pression visant à dissoudre le bloc au pouvoir actuellement. La défense et la reconquête de l'indépendance nationale est, à cet égard, un thème puissamment mobilisateur.

L'indépendance économique, l'indépendance culturelle et l'indépendance politique forment un tout. La Gauche doit donc répondre clairement au dilemme : américanisation des mœurs, dépendance culturelle et politique, déqualification de l'industrie française ou épanouissement d'une expérience socialiste originale fondée sur le droit à la différence et la recherche de complémentarités librement acceptées.

### **III.1. Une politique économique cohérente avec nos objectifs**

Notre politique économique visera à renforcer la cohérence et l'autonomie des principales productions nationales en liaison avec le développement du marché intérieur. Un schéma économique nouveau devra permettre d'assurer le passage d'une prédominance des monopoles industriels et bancaires à une prédominance du secteur socialisé placé sous le contrôle effectif des travailleurs. Ce schéma répondra à plusieurs impératifs :

#### **- Parvenir à un équilibre dynamique entre le marché et l'économie publique ;**

- Prendre appui sur la transformation des structures (nationalisations, contrôle, planification démocratique) pour **réorienter l'activité économique**. A ce propos, il conviendrait d'ouvrir un large débat dans le Parti sur les entreprises à nationaliser, en particulier sur la sidérurgie dont les fédérations de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ont demandé, à l'unanimité, la nationalisation ;

- Se doter d'une grande cohérence par l'intermédiaire de la planification démocratique. Celle-ci constitue un moyen décisif pour orienter le secteur privé, assurer la prédominance du secteur public, garantir la réalité des transformations de structure ;

- Etablir rapidement les bases d'une **maîtrise durable et profonde de l'économie** (inflation, chômage, inégalités) ;

- Instaurer les conditions d'une économie qui soit à la fois ouverte et indépendante. Ouverte car la structure de notre production et de nos échanges ne supporteraient pas des bouleversements allant dans le sens de l'autarcie, mais cela ne signifie pas que nous acceptons de nous soumettre à la division internationale du travail que l'impérialisme américain cherche à imposer.

Notre politique industrielle visera donc :

- A diversifier les échanges et notamment les sources d'approvisionnement en énergie et en matières premières, ainsi que les ventes des principales industries exportatrices. A ce propos, un large débat sur le nucléaire devrait être organisé dans le Parti ;

- Développer les accords de coopération et d'échanges, principalement avec les pays ayant une politique d'indépendance nationale et de rupture à l'égard de l'impérialisme.

### **III.2. Un "compromis géographique" à trouver**

Nos objectifs de rupture ne peuvent pas artificiellement être limités au plan intérieur. La distinction entre politique intérieure et extérieure est aujourd'hui totalement caduque. Le danger est que, sous couvert de cette distinction non justifiée, des compromis de politique extérieure, passés aux conditions de l'impérialisme américain, ne viennent à vider le Programme commun de son contenu.

Ainsi la coopération franco-allemande et plus précisément le dialogue entre le P.S. et le S.P.D. au sein de l'Internationale socialiste ne doit pas aboutir à l'alignement de notre politique sur le thème de la cogestion.

Le compromis géographique à trouver est une notion dynamique : il s'agit non pas de rompre les ponts mais de créer un environnement propice au développement de la politique de transition.



Car, même s'ils sont capitalistes, les pays d'Europe resteront des partenaires **importants** dans la perspective indiquée. Il conviendra de passer avec eux des accords de coopération industrielle parce que cela contribuera à une certaine consolidation de la marge de manœuvre économique de la France par rapport à l'impérialisme U.S. mais aussi parce que cela peut renforcer les tendances à l'autonomie qui peuvent exister dans les autres pays d'Europe à son égard.

**Une authentique expérience socialiste en France ne pourra durablement subsister qu'en s'élargissant au niveau de l'Europe.** Mais le socialisme, le pouvoir de la classe ouvrière ne sont pas représentés réellement par Schmidt ou Callaghan. C'est pourquoi le P.S. s'était engagé à la convention nationale de Bagnolet de "faire en sorte que les délégations de compétence à consentir au profit des institutions européennes ne puissent limiter la liberté d'action du futur gouvernement de la Gauche pour l'exécution de son programme".

Anti-impérialiste, la politique étrangère de la Gauche ne saurait non plus se rapprocher d'un prétendu "internationalisme prolétarien" qui servirait de couverture à l'hégémonie soviétique.

**Cependant, il conviendrait de développer les accords d'échange et de coopération avec les pays de l'Europe de l'Est.**

De même avec les pays d'Europe du Sud et d'Afrique, la complémentarité des productions nous conduira à rechercher une politique plus systématique d'échange et de coopération.

Enfin, la Gauche devra prendre des initiatives propres à sauvegarder et à restaurer les moyens de défendre l'indépendance nationale. **Il faut mettre fin au processus de réintégration camouflée de la France dans l'O.T.A.N. et promouvoir les moyens d'une dissuasion populaire, moderne et efficace.** La démocratisation profonde de l'institution militaire, la fusion de l'armée et du peuple, la modernisation du potentiel stratégique existant en seront les moyens.

mes, c'est-à-dire, entre autres, la cohésion idéologique du Parti et de sa vie démocratique.

A quelques mois des législatives, rappelons qu'une des règles fondamentales de notre Parti est qu'il appartient aux militants de se prononcer sur les candidats qui les représentent lors des consultations électorales.

#### **Secteurs d'intervention E.S.-M.J.S.**

Nous n'avons pu que trop regretter, durant la dernière campagne des municipales, l'absence d'implantation importante du Parti dans les milieux des jeunes et des étudiants. Pourtant le projet du Parti socialiste est potentiellement susceptible d'entraîner l'adhésion d'une grande partie de la jeunesse.

Mais, pour cela, il faudrait peut-être commencer par :

- Enlever les verrous qui empêchent l'existence du M.J.S. et des E.S. : en appliquant par exemple les statuts du Parti (articles 42 et 43) qui disent que les jeunes et les étudiants "élisent leurs propres responsables" ;
- Etablir des rapports de confiance entre le Parti et sa jeunesse sur la base du projet qui leur est commun ;
- Engager très rapidement une réflexion sur la spécificité du milieu jeune.

#### **Problèmes d'information et de formation**

Il est illusoire de parler de vie démocratique sans donner aux militants les moyens de participer réellement aux débats internes et aux prises de décision par une information régulière adressée à tous et par une formation préparant vraiment les militants à assumer les responsabilités de la transition au socialisme.

Un effort particulier doit être fait pour faciliter aux femmes l'accès aux responsabilités.

### Troisième partie

## **AVANT LES PROCHAINES ÉCHÉANCES : RENFORCER LE PARTI SOCIALISTE**

**La phase de transition au socialisme se trouve (...) particulièrement marquée par la nécessité pour le Parti d'être un lieu fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire.**

15<sup>e</sup> thèse sur l'autogestion.

Le Parti socialiste s'est prononcé à Epinay pour une stratégie de rupture avec le capitalisme et l'a définie par un double mouvement d'en haut et d'en bas : le **Programme commun de gouvernement**, signé un an après, et l'autogestion inscrite dans notre programme, sous la forme du contrôle des travailleurs tout au long de la période de transition, sont ces deux mouvements complémentaires d'une même démarche qui tend à ouvrir la voie au socialisme dans notre pays.

La fonction du Parti socialiste est d'être le lien entre ces deux mouvements.

Les élections municipales viennent de marquer un très net recul de la Droite. La victoire de la Gauche aux prochaines législatives est-elle pour autant définitivement assurée ? Notre Parti n'a-t-il pas encore à progresser dans bien des domaines pour parvenir à cette victoire ? Celle-ci acquise, serons-nous en mesure d'engager effectivement cette rupture avec le capitalisme dont parlent toutes nos motions depuis Epinay ?

Poser ces questions, c'est déjà en partie y répondre !

Renforcer le Parti, sa capacité militante, son rôle d'intellectuel collectif ; conserver et accroître encore son caractère démocratique, telles sont les tâches qu'il nous faut accomplir au plus vite.

### **I. Un parti inséré dans les luttes**

Le combat socialiste ne se mène pas au seul niveau des états-majors : c'est par l'action quotidienne dans l'entreprise, le quartier, l'université ou l'école que les travailleurs mènent le combat pour "changer la vie" au travers de leurs revendications.

La priorité à l'implantation et à l'action dans les entreprises doit s'affirmer aussi sur le plan budgétaire. Un effort tout particulier doit être fait pour la création de véritables **sections d'entreprise politiquement autonomes**. Des G.S.E., sans pouvoir réel, sans financement autonome, ne sont pas suffisants.

Les luttes sur le terrain du **cadre de vie** ont pris de plus en plus d'importance ces dernières années. Le Parti socialiste ne peut pas les ignorer s'il prétend véritablement "changer la vie". Cela suppose un travail en profondeur en direction des comités de quartiers ou d'usagers, des associations de consommateurs ou de défense de l'environnement.

### **II. Un parti démocratique**

Un parti de plus de 150 000 adhérents est une "lourde machine". Mais si les questions administratives sont importantes, elles ne doivent pas cacher les véritables problè-

## **Autour de la Nouvelle Revue Socialiste**

**faites des cercles,  
participez aux débats  
du Parti Socialiste**



## FÉDÉRATION DE LA NIÈVRE

Demain, la Gauche sera au pouvoir pour mettre en œuvre le Programme commun.

Le Parti socialiste doit participer à la réalisation de ce programme de gouvernement tout en y apportant ses contributions spécifiques.

Les solutions proposées sur un certain nombre de problèmes ont démontré que les Socialistes étaient crédibles et aptes à assurer les responsabilités du pouvoir.

Le secteur du sport fait pourtant exception : ainsi, le plan socialiste pour l'Éducation nationale, s'il est suffisamment précis dans de nombreux domaines, ne définit pas la ligne directrice d'une **politique socialiste du sport à l'école**.

Pas le moindre mot non plus dans "un programme pour nos communes" de la façon dont il convient d'aborder des problèmes pourtant d'une grande importance que sont les équipements sportifs, la gestion des installations, l'animation, les relations avec les associations sportives locales, etc.

Par ailleurs, l'absence de position spécifique à propos du sport de haut niveau, risque d'identifier aux yeux de l'opinion les vues du Parti socialiste à l'une ou l'autre des thèses en présence : étatismisme strict, ou libéralisme sauvage.

La spécificité des thèses socialistes plaident en fait pour une réponse d'un type nouveau dans le respect des règles de la démocratie.

Il n'y a plus de temps à perdre pour combler ces lacunes.

**Aussi le congrès doit prendre position sur :**

- La nécessité de donner au secteur des activités physiques et sportives la place qui

doit être la sienne dans les structures d'un parti responsable, ce qui signifie la mise à disposition de moyens réels : création d'un **secrétariat national aux sports et à la jeunesse**, travaillant en étroite collaboration avec les secteurs de l'éducation, des associations, des loisirs, du M.J.S. et des E.S. ; - La nécessité de provoquer sans délai des journées nationales du sport socialiste ouvertes à tous les intéressés : élus socialistes en responsabilité d'adjoints aux sports ; enseignants d'éducation physique et sportive socialistes ; les dirigeants socialistes engagés dans le mouvement sportif (fédération, clubs) ; les animateurs sportifs socialistes (entraîneurs, moniteurs) ; les sportifs socialistes ; les militants socialistes que ces problèmes intéressent.

Ces journées pourraient dans un premier temps se tenir à huis clos afin d'élaborer la politique sportive que le Parti entend mener, puis être par la suite largement ouvertes à toutes celles et à tous ceux que le sport intéresse.

Le Parti socialiste est riche de militants ayant chacun à son niveau, dans son école, son club, sa commune, son département, apporté déjà des réponses à un grand nombre de questions.

Encore faut-il que le Parti joue pleinement son rôle et mette ces forces en commun !

Ce texte élaboré par la commission sports de la fédération de la Nièvre a été adopté par les instances fédérales.

Le premier secrétaire fédéral,  
**E. Teisseire**

Le responsable de la  
commission fédérale "Sports",  
**M. Leblanc**

## FÉDÉRATION DU NORD

### PROPOSÉ PAR LA SECTION DE LEERS ET LA SECTION D'HEM

Signatures : **Bodard (Lille), Gisèle Olleville, Dominique Bodin, Bernard Engrand, Jean-Marie Glantzlen, Bernard Carton (secrétaire à la Coordination de la section de Roubaix).**

On a beaucoup parlé de l'écologie et de "vert" avant les élections municipales, et particulièrement entre les deux tours. N'a-t-on pas déjà un peu tendance à l'oublier ?

Peut-être, mais ce n'est sûrement pas le cas des écologistes militant au Parti socialiste.

Par delà son aspect universitaire, indispensable pour démontrer et améliorer des fondements scientifiques, l'écologie pratique embrasse tous les domaines de la vie. C'est bien pourquoi on peut la définir comme l'étude de l'application pratique et réaliste des règles impératives de la nature, qu'il est

déjà dément de transgresser un peu, à fortiori criminel de transgresser tout le temps.

Rien dans la ville, dans la campagne, dans le monde n'est étranger à l'écologie, de même que rien n'est étranger à l'économie. Il serait même rigoureusement exact de dire que vision écologique des problèmes et vision intelligente des problèmes vont de paire.

On ne saurait évidemment tout dire ici, mais précisons tout de même quelques points.

Le produit national brut a doublé depuis 1962 en France ; notre bonheur en a-t-il

été accru d'autant ? Une organisation différente et une tendance au nivellement - harmonieusement organisé, sans viser uniquement les classes moyennes - sont certainement plus aptes à satisfaire durablement les travailleurs et leur descendance.

Pour ce qui est de la circulation des personnes et des biens, il faut restreindre l'utilisation de l'automobile par la réduction du tarif des transports en commun, par l'établissement d'une véritable concurrence rail-route, de telle façon que rouler, même à quatre, dans une voiture, pour un long trajet devienne un luxe, surtout si à l'arrivée on peut facilement trouver un véhicule en location à défaut de transport en commun. A côté de cela, l'utilisation de "conteneurs" transbordables d'une plate-forme de camion sur une plate-forme de wagon, et inversement tendra à quasiment supprimer les longs transports routiers.

Il faut aussi décongestionner les grandes agglomérations en décourageant les concentrations par des mesures incitant les industriels à s'installer dans les petits centres.

Une nouvelle politique agricole doit dégager les paysans de l'étau bien connu : d'une part accroissement des coûts de production (taux d'intérêt élevé, achats onéreux et croissants d'engrais chimiques remplaçables à meilleur prix par des engrais écologiques, etc.), d'autre part compression des prix de vente.

Toutes ces mesures permettront déjà d'économiser beaucoup d'énergie, mais ce n'est pas tout : une politique énergétique de la France doit, ne serai-ce que dans le souci de son indépendance, être orientée différemment. Les ressources énergétiques non renouvelables doivent être économisées pour des usages spécifiques irremplaçables et l'exploitation des énergies non polluantes et renouvelables (soleil, vent, etc.) doit être développée au maximum.

On ne saurait tout dire ; l'écologie pratique c'est bien d'autres choses encore, par exemple une autre - une nouvelle ? - conception de la santé, de la nutrition, de la consommation, de la décentralisation des décisions, etc. Réunies, les connaissances scientifiques et pratiques des militants écologistes socialistes constituent un tout solide, charpenté, parfaitement réaliste, tenant compte bien évidemment des nécessités politiques. Chaque jour les faits justifient leurs options : il est urgent de ne plus attendre.

C'est pourquoi, par le présent texte nous demandons clairement à tous les militants de se prononcer :

1. Pour que les leaders et les cadres de notre Parti aient le réel souci d'assurer leur propre formation en écologie pratique, tout particulièrement en s'entourant sans tarder de véritables connaisseurs en écologie quotidienne, la seule à même de changer réellement la vie ;

2. Pour que de véritables et actives commissions de la qualité de la vie soient rapidement mises sur pieds à chaque échelon du Parti. En effet, il n'est pas suffisant de parler vaguement, en termes plus ou moins conformistes, beaucoup de l'urbanisme, un peu du cadre de vie, moins encore de l'environnement. Ces commissions devront être de plein droit animées par des militants pratiquant l'écologie avec mise à dis-



position de moyens matériels sérieux (un réseau permanent d'échanges d'informations, interne et externe, ascendant et descendant, devra être constitué : c'est notre avenir, c'est celui des générations suivantes qui est en jeu ?)

3. Pour que le Parti et tous ses élus mettent avec évidence tout en œuvre pour que soit assurée l'information en écologie pratique non seulement des militants, mais encore de toute la population française.

La justification de tout ceci est très simple : une fois qu'un grand nombre de citoyens aura été mis en mesure de prendre conscience de la réalité des problèmes, les électeurs seront tout disposés à comprendre leurs élus locaux, départementaux, nationaux lorsqu'ils prendront des décisions dont

l'utilité et le bien-fondé paraîtront alors évidente à beaucoup.

Il semble enfin, aux militants signataires que d'une part de l'existence propre de cet amendement, d'autre part de l'importance des mandats qu'il recueillera, dépend, en grande partie, l'adhésion indispensable de nombreux militants écologistes, ayant le cœur solidement ancré à gauche, mais restés très sceptiques jusqu'ici - à tort ou à raison - sur le niveau de prise de conscience écologique du Parti socialiste.

**Pour toutes ces raisons, nous proposons cet amendement au vote démocratique de toutes les sections pour une réelle amélioration indispensable de la qualité de la vie socialiste.**

révélateur. La Gauche apparaît de ce fait comme la seule force capable de prendre la relève et de sortir le pays de la crise.

## **II. Crise économique et crise politique**

L'extraordinaire aveu d'échec que constitue la démission du gouvernement Barre au lendemain des municipales est révélateur de l'ampleur de la crise économique et politique dans laquelle se débat le pouvoir. Sur le plan économique et malgré l'appel au "meilleur économiste de France", l'échec est patent : aucune amélioration en ce qui concerne le déficit du commerce extérieur, l'équilibre budgétaire, un ralentissement parfaitement incertain, et sans doute hélas momentanés, de l'inflation, et surtout l'accroissement du chômage constituent le bilan du gouvernement démissionnaire. L'inaction en ce qui concerne le chômage est particulièrement révélatrice : c'est aux travailleurs que l'on entend faire payer la crise. Il nous faut répéter qu'il n'y a pas de fatalité de celle-ci et que, si des éléments extérieurs ont pu l'aggraver, elle trouve son origine dans l'inadaptation des structures de la société aux réalités nouvelles. Le Programme commun du gouvernement, plus que jamais actuel sur ce plan, apporte là les seules réponses possibles.

Sur le plan politique le divorce intervenu au sein de la majorité présidentielle ne doit pas être sous-estimé. Certes R.I. et R.P.R. gardent en commun le souci de défendre le même type de société, les mêmes privilèges et les mêmes profits. Néanmoins le jeu des rivalités personnelles, le souci sur certains points de représenter des couches sociales différentes, font qu'il n'y a pas là une simple opération tactique mais bien une lézarde profonde. C'est le rôle du Parti socialiste de le montrer tout en soulignant qu'une droite ne constitue pas une alternative valable par rapport à une autre. Le seul espoir de changement est à gauche. Cette situation commande l'action du Parti dans les mois à venir.

## **III. L'action du Parti**

Il ne faut pas dissimuler que l'Union de la Gauche a connu elle aussi ses problèmes. Depuis un an, les choses ont été en s'améliorant. On peut penser que la victoire remportée en commun aux élections municipales, dans lesquelles chacun a trouvé son avantage, est de nature à renforcer la cohésion de l'alliance. A l'intérieur de celle-ci la place du Parti socialiste lui fait un devoir d'avancer un certain nombre de propositions qu'il convient de rappeler ou d'actualiser.

En ce qui concerne la crise, ne convient-il pas d'indiquer très clairement les principales mesures que le gouvernement de la Gauche prendra pour en sortir le pays et ce qu'elles impliquent au point de vue social et financier ? Notre crédibilité sur ce point est largement restaurée mais il faut poursuivre encore dans la voie de la précision et de la rigueur.

En ce qui concerne le Programme commun, il ne saurait être question de renégocier un accord dont les principales dispositions restent parfaitement adaptées à la situation actuelle : pourquoi modifierait-on des réformes de structure alors que les

# SECRÉTARIATS DES FÉDÉRATIONS DE LA GIRONDE ET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

**Le présent texte ne prétend pas être une première version d'une motion à soumettre en vote du Parti. Il indique simplement les points essentiels, qui, selon les signataires doivent être traités dans une telle motion. Il a donc plus pour objet de poser des questions que d'apporter des réponses.**

Le Congrès du Parti socialiste va avoir cette année une importance décisive. Pour la première fois depuis bien longtemps la motion qui en sortira constituera non seulement la charte d'orientation du Parti, mais aussi, selon toute vraisemblance, celle de l'action du gouvernement de la Gauche unie. Cette préoccupation doit être constamment présente à nos esprits. Cela ne signifie pas qu'il faille affadir ou nuancer nos propositions mais bien au contraire les préciser les présenter avec une rigueur accrue. Au niveau qu'il a maintenant atteint le Parti socialiste se doit plus que jamais d'être cohérent et responsable. C'est dans cet esprit qu'est déposé le présent texte qui vise à faire le bilan de la situation actuelle avant de poser un certain nombre de points qui doivent être autant de sujets de réflexion.

## **I. Le Parti socialiste depuis Epinay**

Même en évitant tout triomphalisme, force nous est de constater l'extraordinaire succès que rencontre depuis 1971 l'action du Parti socialiste sur tous les terrains de lutte. La stratégie d'Union de la Gauche, concrétisée par le Programme commun de gouvernement, qui a été depuis Epinay, sa ligne politique a permis une spectaculaire avancée.

Sur le plan organisationnel il faut d'abord souligner l'entreprise de rassemblement de la plus grande partie des socialistes dans la même organisation. C'était déjà un des acquis d'Epinay, cela l'a été plus encore après les Assises du Socialisme de

l'automne 1974. C'est maintenant dans le même Parti que ont rassemblés près de 160 000 militants.

En même temps qu'il permettait un renforcement considérable de l'Union de la Gauche, ce développement a permis d'assurer l'identité du Parti socialiste à l'intérieur de celle-ci. La présence de ses militants sur le terrain des luttes, l'ampleur de sa réflexion, la reconstitution de sa presse, la place acquise par son Premier secrétaire dans l'opinion ont permis cette avancée. Celle-ci s'est traduite sur le plan électoral dans toutes les consultations récentes ; la percée réalisée par François Mitterrand au second tour des élections présidentielles s'est poursuivie aux élections législatives partielles des automnes 1974 et 1976, aux élections cantonales de mars 1976 et municipales de mars 1977. Il faut souligner en outre que ces deux dernières échéances ont permis l'accès à des postes de responsabilité d'une nouvelle génération politique et par là même de mieux ancrer le Parti dans les masses. Aujourd'hui c'est un français sur trois qui affirme son intention de voter socialiste. Tout en sachant bien que l'aspect électoral n'est pas à lui seul suffisant, il faut bien souligner que pour un Parti qui a décidé d'arriver au pouvoir par la voie électorale, c'est un préalable indispensable. Il est maintenant rempli. Disons-le nettement : nous sommes le premier Parti de France et avons ainsi tenu l'engagement pris dans nos précédents Congrès. En dehors même des frontières nationales, le Parti socialiste a un rayonnement qui le fait écouter par de nombreux Partis frères. L'adoption par plusieurs de ceux-ci de notre symbole est à cet égard



structures n'ont pas été modifiées ? Néanmoins il est évident que l'évolution de la situation internationale ou l'aggravation de l'inflation rendent l'actualisation de certaines données et de certaines propositions nécessaire. Un mandat clair doit être donné à la direction du Parti pour mener à bien cette tâche en accord avec nos partenaires.

L'Europe va redevenir un grand sujet de préoccupation au cours des prochains mois. Le Parti a pris position sur ce point lors de son Congrès extraordinaire de Bagnolet, et a répété ensuite qu'il manifesterait son accord avec l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, si celle-ci ne servait pas de prétexte à une opération de politique intérieure. Il ne saurait être question de revenir sur des décisions prises. Mais il nous faut répéter avec clarté que l'Europe que nous voulons faire n'est pas celle qui fut rêvée il y a vingt ans et à laquelle s'accroche encore la droite. Ce n'est pas l'Europe du capital, des multinationales, c'est l'Europe des travailleurs, l'Europe socialiste. Qui peut nier que dans un tel cadre le Parti socialiste français constituerait un pôle d'attraction et d'intérêt pour la classe ouvrière de l'ensemble du continent ? Avons-nous si peu confiance en nous-même que nous redoutions la contagion des autres au lieu de croire à notre capacité d'influence ?

Le Parti doit aussi réfléchir sur le grand débat qui agite le mouvement communiste international, ce que l'on appelle souvent l'euro-communisme et sur tous les problèmes auxquels il se rattache. Cela pose notamment la question de la politique méditerranéenne que doit préparer le Parti et que le gouvernement de la Gauche aura à mettre en œuvre. En outre, la perspective de nos rapports avec le tiers monde, domaine dans lequel nous avons aussi acquis une crédibilité nouvelle, doit être définie clairement. Enfin, il convient de manifester en toute occasion notre solidarité avec ceux qui luttent pour leur liberté et leurs droits fondamentaux, et ce quelque soit le régime qui se refuse à les reconnaître.

Tels sont, parmi d'autres bien sûr, les points essentiels sur lesquels l'ensemble des militants doivent apporter les réponses que le Parti aura à mettre en œuvre. Mais quel Parti, c'est aussi un débat.

#### **IV. Un Parti cohérent, discipliné, solidaire**

Si nous avons réussi à faire l'unité des socialistes dans la même organisation, il faut bien reconnaître que celle-ci n'est pas toujours vécue de la meilleure manière à l'intérieur même du Parti. La démocratie interne est actuellement organisée par deux articles des statuts, l'article 4, qui interdit les tendances organisées et l'article 5 qui assure aux différents courants de pensée une représentation proportionnelle à leur influence. Chacun sait bien que la frontière entre les deux notions est difficile à déterminer. Ce n'est pas une raison pour tolérer l'ambiguïté actuelle et prendre le risque de voir le Parti se diviser en de multiples groupes ou sous-groupes. Il apparaît indispensable pour protéger l'unité du Parti de distinguer clairement ce qui est courant de pensée et d'organiser leur protection, et ce qui est tendance ou fraction et d'empêcher

leur institutionnalisation. Pour cela il convient de revenir à la logique même de nos statuts : ce qui est garanti c'est le droit de libre expression, la libre circulation des idées, et la représentation de ceux qui les défendent dans les instances dirigeantes. Rien de moins, rien de plus. Ce qui dépasse cet objectif pour donner lieu à des manifestations diverses d'organisation en tendances doit être combattu si l'on veut que le Parti reste une organisation fraternelle, accueillante, efficace, bref l'instrument de la transformation socialiste de la société. Dans la période qui nous attend nous devons savoir faire preuve de la plus grande responsabilité. C'est à ce prix que nous saurons recueillir l'adhésion des masses populaires, c'est à ce prix aussi que nous saurons organiser l'articulation entre elles, le Parti, et le gouvernement de la Gauche unie. C'est là un ensemble de problèmes qui revêtent à l'heure présente une importance capitale et sur lesquels le Congrès devra nettement trancher.

#### **V. Pour la victoire de la Gauche**

Les élections de 1978 constitueront, nul n'en doute aujourd'hui, un moment décisif de l'Histoire de notre pays. Déjà des millions de françaises et de français ont répondu à nos appels et manifesté leur confiance dans la Gauche. Il faut les appeler à poursuivre cette prise de conscience en se préparant à être demain des citoyens actifs et responsables dans une France en marche vers le socialisme. Il faut appeler ceux qui ne nous ont pas encore rejoint à le faire maintenant et leur dire que nous ne voulons pas d'une politique de revanche mais de rassemblement et d'unité. Tous ceux qui travaillent et luttent ont leur place dans le vaste front de classe dont l'Union de la Gauche est l'expression politique. C'est pour eux tous que nous voulons conquérir le pouvoir. C'est à tout le peuple de France qu'il appartient de faire de 1978 l'année de sa propre victoire.

### **FÉDÉRATION DES HAUTS-DE-SEINE**

**"POUR UNE CONVENTION NATIONALE SPÉCIALE SUR L'ENVIRONNEMENT, LE DROIT À LA NATURE, À LA SANTÉ, À LA VIE."**

#### **PROPOSITION :**

**Le Congrès national du Parti donne mandat aux organismes exécutifs de convoquer une Convention spéciale sur l'environnement et la croissance économique.**

## **TEXTES ADRESSÉS PAR LES MEMBRES D'UNE C.E. OU D'UN BUREAU FÉDÉRAL ET TRANSMIS PAR LA FÉDÉRATION**

### **TEXTE PRÉSENTÉ PAR DES MEMBRES DE LA COMMISSION FÉDÉRALE DE PARIS**

Signatures : N. Pretet, N. Poperen, J. Meyer, M. Lyon-Caen.

#### **Contribution pour une dynamique de l'Union**

La stratégie sans ambiguïté menée avec constance depuis plus de dix ans et exprimée au premier chef par F. Mitterrand a valu à la Gauche et à notre Parti des succès tels que les faits ne cessent de confirmer l'analyse unitaire. Mais pour qu'un changement de majorité politique soit utilisé comme premier acte d'un processus révolutionnaire et pour que la victoire de plus en plus probable de l'Union de la Gau-

che ne soit pas seulement électorale et éphémère, l'effort théorique doit se renouveler à chaque étape. Il ne s'agit aujourd'hui ni d'élaborer ni de populariser ni d'actualiser (si ce n'est pour certaines parties conjoncturelles afin de tenir compte des décisions intervenues depuis cinq ans, de la dépréciation de la monnaie, de la crise mondiale et du nouveau climat économique international) le Programme commun de gouvernement, mais de formuler l'expression pratique, "gouvernementale" de ses propositions de principe afin qu'il ne soit pas qu'un mythe.



Cette concrétisation est utile pour préciser les conditions d'une gestion démocratique dans une France gouvernée par la Gauche (signification dans les grands services publics, les grandes entreprises comme dans les P.M.E. et les P.M.I.) et pour marquer le dépérissement du pouvoir technocratique (instrument moderne de la domination capitaliste) et non sa prolongation sous de nouveaux visages.

Cette concrétisation devrait aussi porter sur :

- Les nationalisations : étendue et calendrier ;
- La politique économique : rôle du marché, importance de la relance de la consommation, lutte contre l'inflation ;
- Les nouveaux modèles de croissance ;
- La force de frappe nucléaire stratégique et la politique militaire ;
- Les échanges extérieurs et les questions internationales : interdépendance accrue des nations devant les mutations des structures du capitalisme (de plus en plus monopolistiques) et l'évolution des superstructures, problèmes de la croissance dans un monde limité.

En effet, nous pensons que, quand le pouvoir est proche, on ne peut négliger la dimension internationale et il faudrait précisément étudier plus à fond les questions liées à la Communauté économique européenne, questions où l'orientation de principe du P.C.G. n'est pas douteuse mais à propos desquelles il faudrait préciser comment se prépare l'Europe socialiste par rapport à l'Europe des monopoles, dans quelles circonstances le suffrage universel est détourné de sa fonction démocratique et comment faire pour l'éviter, cela afin de faire bouger les positions en présence.

Parce que l'Union de la Gauche est un combat permanent, il n'y a pas de débat possible à l'intérieur de cette Union si le Parti socialiste lui-même n'approfondit pas ses analyses et sa propre cohésion doctrinale.

## Aspects économiques de la transition

### Economie de marché, nationalisation, planification

#### A. Le marché

La place du marché dans l'économie de transition est au cœur du débat actuel et il convient, dans l'optique de la prise du pouvoir, de rappeler quelques données fondamentales du capitalisme.

La logique du système a conduit à la constitution de monopoles ou d'oligopoles dans les principaux secteurs économiques de la France. Dans chacune des branches concernées, les restructurations et regroupements se sont opérés au profit d'une poignée de trusts, eux-mêmes appuyés sur les principales institutions financières publiques ou privées. Dans chaque cas, ces opérations se sont traduites par des licenciements massifs, sous couvert de productivité, par la désertification économique de nombreuses régions et par une recherche accrue des profits, appuyé sur des spéculations financières. Enfin, et surtout, la concurrence et les lois du marché ont disparu dans ces secteurs, au profit d'entente dans les secteurs oligopolistiques ou de fixation arbitraire des prix dans les secteurs

monopolistiques, le tout étant une des causes majeures de l'inflation.

Cette situation, que l'on retrouve dans la quasi-totalité des grandes branches industrielles (sidérurgie, bâtiment, électricité, mécanique, nucléaire, électronique, pétrole et chimie) souligne la faillite d'un des fondements du capitalisme : l'économie de marché. Ainsi, le marché ne saurait être, même dans la période de transition, le régulateur primaire de l'économie.

Par contre, d'autres secteurs (distribution, alimentation, habillement) sont soumis à une relative concurrence et présentent une structure de P.M.E. La nationalisation du crédit permettra de dynamiser ces entreprises en leur fournissant le cadre et les moyens de leur développement. Dans cette hypothèse, la liberté de choix du produit laissé au consommateur rend son efficacité à la notion de marché qui joue alors un rôle de régulateur secondaire de l'économie.

#### B. Les nationalisations

On ne saurait retarder l'application ni transiger sur leur contenu.

Le P.C.G. prévoit la nationalisation de 9 groupes. Ce chiffre ne représente pas une limite absolue mais simplement la première phase d'appropriation collective dans une période de transition au socialisme. A l'heure actuelle, le cas de deux groupes passés sous contrôle étranger doit être réservé. Fidèle à sa conception de la nationalisation, la Gauche devra procéder à l'intégration dans le secteur public d'autres groupes en situation de monopole ou d'oligopole dans les branches vitales pour le pays. Dans cette optique, la sidérurgie, regroupant 155 000 travailleurs, concentrée autour de deux grands groupes, Usinor et Sacilor, assurant 70 % de la production française, fournissant au pays de nombreux produits de base et vivant en partie sur fonds publics, répond aux critères de nationalisation définis par le P.C.G. et le Programme du Parti socialiste. La nationalisation de cette branche répond également aux aspirations des travailleurs dont le P.C.G. prévoit aussi la prise en compte.

De plus, d'autres secteurs, économiquement importants, mais dont la situation actuelle ne justifie pas l'urgence de la nationalisation, devront faire l'objet, dans un premier temps, de prises de participation majoritaires, si les finances publiques le permettent. Le groupe Peugeot-Citroën rentre dans cette catégorie.

#### Indemnisation

Les socialistes devront prendre ces mesures clairement, sans utiliser d'astuces juridiques indignes de leur projet. En effet, l'indemnisation sélective des porteurs pose deux problèmes fondamentalement différents :

1. Il ne saurait être question d'indemniser les gros porteurs pour deux raisons majeures :

- Ils ont retiré pendant des dizaines d'années profits et avantages de l'exploitation des travailleurs ;
- La période de la Libération a bien montré que ceux-ci avaient utilisé les indemnités pour prendre le contrôle d'autres entreprises (Empain chez Schneider avec les fonds issus de la R.A.T.P.) ou pour se livrer à des spéculations diverses ;

2. Les petits porteurs seront, eux, indemnisés non pas en raison d'un hypothétique droit de propriété, qui alors n'appartiendrait qu'aux travailleurs de l'entreprise, mais parce que ces porteurs ont été le plus souvent abusés par la propagande capitaliste et qu'ils ne tirent de leurs actions qu'un revenu accessoire.

Seront considérés comme petits porteurs, ceux qui tirent de leurs actions un revenu annuel inférieur ou égal à 5 fois le S.M.I.C. mensuel. La rentabilité minimale et la valeur mathématique par action sera définie non pas sur la base boursière (ce qui équivaldrait à une spoliation), mais sur la base d'une réévaluation des actifs opérée par des commissaires aux comptes nommés par le gouvernement.

Quant aux modalités pratiques d'indemnisation, on peut définir deux solutions complémentaires :

a) Remboursement pur et simple des titres. Si l'attributaire réemploie ces fonds dans des emprunts publics d'équipement, il pourra bénéficier d'un abattement fiscal et d'une préférence à définir pour la souscription ;

b) Transformation des titres en bons d'Etat portant intérêt et indexés, transmissibles uniquement au conjoint et aux enfants mineurs ou encore à charge. Tout porteur pourra en demander le remboursement, mais celui-ci sera étalé dans le temps. Les fonds rentrent alors dans le cadre des mesures définies au a).

#### C. La planification

La Gauche, une fois au pouvoir, sera confrontée à des difficultés conjoncturelles prévisibles et à une économie déjà engagée dans ce plan de stagnation et de chômage institutionnel qu'est le VII<sup>e</sup> Plan. Il sera donc nécessaire de prévoir, pour tous les secteurs, un plan intermédiaire permettant une remise en ordre de l'économie, la réalisation effective des nationalisations et la mise en place des institutions régionales. A l'issue de la période, le nouveau plan quinquennal sera démocratiquement élaboré sur une base décentralisée, en respectant les dispositions du P.C.G., tout en réservant des possibilités d'arbitrages nationaux si l'intérêt général l'exige.

## Contribution pour un militantisme actif et conscient : pluralisme et unité

Devant l'audience de plus en plus grande de notre Parti dans le pays et dans la perspective de la prise de pouvoir par l'Union de la Gauche, il apparaît plus nécessaire que jamais à l'occasion du congrès de Nantes de juin 1977, de savoir que la fragilité du P.S. est de revenir toujours sur des débats déjà tranchés et de tolérer difficilement la diversité inhérente au mouvement socialiste français et donc

- Dénoncer nettement notre attachement au pluralisme et notre refus du sectarisme comme de la volonté hégémonique de tel ou tel groupe ;

- D'affirmer simultanément que nous assumons dans l'unité la diversité des différentes sensibilités socialistes organiquement rassemblées au sein du Parti socialiste mais que nous refusons toute déviation à la ligne politique définie après libre discussion ;

- D'expliquer clairement les choix idéologiques qui sous-tendent nos choix politiques ;



– De favoriser en un mot le fonctionnement démocratique de notre parti d'autant que l'information circule mal dans tous les sens et à tous les niveaux ;

– De ne pas poser en termes faux l'inévitable débat dialectique entre efficacité et démocratie interne.

Aussi nous paraît-il souhaitable que, à côté d'une presse interne d'opinion, le **Poing** et la **Rose** comme les organes fédéraux, touchent tous les militants,

– Rendent compte de manière beaucoup plus détaillée qu'aujourd'hui et avec une périodicité accrue des décisions des organismes dirigeants, nationaux et fédéraux, ainsi que des discussions de toutes les motions en présence et des notes (avec leurs explications) qui ont conduit à ces décisions ;

– Ouvrent une tribune sur les débats en cours à l'intérieur du Parti comme dans le pays afin d'animer la vie politique des sections,

étant entendu que le pluralisme de la rédaction, composée équitablement selon l'importance des différents courants de pensée qui animent le Parti, garantira la libre expression de chacun.

Nous sommes conscients que cette proposition a des implications financières, mais nous pensons favoriser ainsi la démocratie interne, élément prioritaire essentiel, puisqu'elle permet à la fois la formation des militants, l'appréciation de l'activité des organismes directeurs, l'efficacité des campagnes et des orientations du Parti suffisamment débattues pour être comprises et acceptées, donc expliquées et défendues à l'extérieur du Parti.

### **Quelques réflexions à propos du recrutement dans le Parti**

Alors même que les rangs de notre Parti se grossissent de nouveaux adhérents venus pendant ou après les municipales, il est essentiel de nous interroger sur le type de militants que nous attirons et de réfléchir à quelques principes qui devraient guider le recrutement du Parti à l'approche de son arrivée au pouvoir.

#### **Qui recrutons-nous ?**

– Dans les sections parisiennes

On a beaucoup insisté sur le fait que Paris est devenu une ville difficile pour la Gauche. La population ouvrière a, en effet, été expulsée vers les banlieues. Les cadres, les enseignants, les professions libérales, etc. constituent l'essentiel de notre recrutement et cette tendance ne fait que s'accroître.

Plus grave encore est le problème du recrutement dans les sections d'entreprise – lorsqu'elles existent. Certes, les entreprises parisiennes sont surtout des banques, des compagnies d'assurances, des hôpitaux... Mais dans les sections socialistes d'entreprise, on trouve une proportion très élevée de cadres, de personnel haut placé dans la hiérarchie. Enfin, nous nous glorifions bien vite de notre implantation dans les ministères qui, on le sait, s'appuie sur des fonctionnaires de catégorie A et très peu sur des personnels de service.

– Chez les élus et responsables

Nous sommes forcés de constater que l'origine de nos élus et de nos responsables correspond mal aux milieux sociaux que

nous voulons toucher. La "compétence" ne doit pas être le seul critère de choix des responsables.

Ces constatations ne sont pas gratuites. Il ne s'agit pas d'exclure de notre audience telle ou telle catégorie. Mais, à l'heure où l'arrivée de la Gauche – et du P.S. – au pouvoir est imminente, le problème du recrutement de notre Parti prend une importance exceptionnelle. Notre politique ne sera pas comprise si nous ne nous adressons pas à ceux à qui elle est destinée. Notre politique ne sera pas juste si elle n'est pas infléchie par ceux qu'elle doit servir.

#### **Quels doivent être nos objectifs ?**

Il faut "faire coïncider la majorité politique et la majorité sociologique", c'est-à-dire traduire dans la pratique de tous les jours le fait que nous sommes le premier Parti de France ; notre nombre de militants est donc tout à fait insuffisant.

Cela signifie aussi, et surtout, que la composition du Parti doit refléter notre volonté de rassembler les travailleurs salariés dans le front de classe, donc notre volonté de recruter des ouvriers et des employés. Ceci éviterait que ne se répande l'image d'un P.C. ouvrier, d'un M.R.G. représentant des couches moyennes non salariées et d'un P.S. représentant des couches moyennes salariées.

#### **Quels pourraient être nos moyens ?**

Ce serait d'abord d'appliquer et de faire appliquer les statuts du Parti sur l'adhésion

au syndicat (et aux associations) ; la présence de militants syndicaux est, en effet, essentielle, aussi bien pour être proche des préoccupations du plus grand nombre que pour diffuser nos idées.

La section d'entreprise est, à cet égard, de première importance ; elle doit être notre véhicule auprès des travailleurs ; une vraie S.E. doit comporter des travailleurs occupant des postes et faisant des travaux différents, des militants de plusieurs obédiences syndicales.

De plus, nous devons tendre à une implantation plus forte des sections locales dans les quartiers, implantation qui doit s'appuyer sur les préoccupations du plus grand nombre et sur l'exposé de tous les aspects de notre programme. Certains ont trop tendance, dans ce domaine, à considérer qu'il y a deux types de problèmes, les uns quantitatifs, les autres qualitatifs, en privilégiant ces derniers. Les deux sont liés (par exemple, pour le cadre de vie, surface habitable et confort du logement d'une part, espaces verts et architecture d'autre part).

Enfin, notre action politique repose sur notre capacité à nous faire comprendre : – Vis-à-vis de l'extérieur, de nos sympathisants, nous devons faire l'effort d'exprimer dans le langage courant nos perspectives politiques ;

– A l'intérieur, notamment pour la formation, l'application de ce même principe permettra de n'exclure aucun militant des postes de responsabilités. ■

## **TEXTE PRÉSENTÉ PAR UN MEMBRE DE LA C.E. FÉDÉRALE DE PARIS**

Proposition de : Robert Beauchamp, Jean-Marc Beressi, Pierre Castagnou, Jean-Gérard Didier, Anne Lamouche, Jean Leclerc, Janine Mathias, Yves Pépin, Paul Quiles (membre de la C.E. fédérale), Pierre Shapira, Alain Schneider, Janine Tillard, Serge Wajeman.

### **Quel parti voulons-nous ?**

Parce que ses militants sont motivés par des traditions et des sensibilités différentes, le P.S. admet le débat en son sein ainsi que l'existence de courants.

Il considère par ailleurs qu'une vie démocratique est la meilleure garantie contre l'arbitraire, la déviation autoritaire ou la fossilisation bureaucratique.

Le P.S. n'est ni un comité électoral, ni un groupe d'intérêts. Pour lui, l'organisation et la vie démocratique sont inséparables.

#### **1. Le Parti aujourd'hui**

Encore faut-il ne pas se cacher derrière les mots !

Le mécanisme des courants et certaines de leurs manifestations internes et externes ne doivent pas transformer cette exigence de démocratie en une caricature qui pourrait amener certains camarades, surtout parmi les adhérents les plus récents, à rejeter la notion même de Parti. Il est vrai que l'exis-

tence de "partis dans le Parti" poursuivant chacun ses objectifs propres et poursuivant sa propre logique, disposant de moyens financiers, matériels et humains, a de quoi surprendre quand on relit l'article 4 des statuts nationaux : "La liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée".

De même, il est normal de s'interroger sur les dangers que font courir au Parti les trop nombreuses interventions publiques de dirigeants à tort et à travers, du P.S. hors des positions officielles définies par une instance nationale ; sans parler des interventions faites au nom d'un courant et engageant sur la place publique une polémique avec d'autres membres du Parti. Les risques ne peuvent être niés : mise au grand jour d'éventuelles contradictions au sein du Parti, utilisation de problèmes internes par nos adversaires politiques, confusion dans la population sur les positions réelles du Parti socialiste.



## 2. L'enjeu du débat

L'état actuel de fonctionnement de notre Parti, à travers l'existence inavouée bien que flagrante de tendances structurées apparaît inacceptable à quelques mois de l'arrivée probable de la Gauche au pouvoir. L'enjeu du débat ne doit donc pas être rabaissé à de vulgaires questions de discipline ou même de "règlements de comptes", mais porté à son véritable niveau qui est celui de la réussite de la venue et du maintien de la Gauche au pouvoir pour y mettre en œuvre un programme de rupture avec le capitalisme.

Le rôle du Parti sera en effet essentiel dans toute la période qui vient. "La nécessité pour le Parti d'être un lieu fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire" (thèse 15 sur l'autogestion) impose qu'une rigueur plus grande dans l'organisation de notre Parti soit recherchée à l'occasion du Congrès de Nantes ainsi que les voies et les moyens pour faire réellement du P.S. le Parti du front de classe.

## 3. Courant de pensée : Oui - Fraction : Non

La nécessaire fermeté pour faire disparaître ce qui tend à favoriser la constitution ou le maintien de fractions organisées et pour imposer aux dirigeants du Parti une discipline effective dans leurs interventions publiques, doit s'accompagner d'un développement de la démocratie interne au sein de notre Parti.

a) Trouver le modèle de démocratie interne parfait s'appliquant à une organisation de 180 000 adhérents qui compte plus de 5 000 sections réparties dans 95 fédérations n'est pas chose aisée. Le probable gonflement des effectifs dans l'année à venir posera le problème avec plus d'acuité encore. Quelques pistes de réflexion peuvent être suggérées pour développer la démocratie interne :

- définir avec plus de rigueur les circuits d'information ;
- tenir compte du "facteur temps" dans la consultation des militants. Ce facteur composante essentielle d'une véritable démocratie, est trop souvent négligé.
- développer le débat interne dans la N.R.S. ou dans une autre revue créée à cet effet ;
- créer une rubrique "Tribune libre" dans le Poing et la Rose.
- augmenter la fréquence et enrichir le contenu du "Poing et la Rose responsables" (plus d'argumentaires).

b) L'article 4 des statuts nationaux doit être respecté de façon rigoureuse. En particulier, tous les moyens organisationnels et matériels (permanents, locaux...) visant à transformer les courants de pensée en fractions doivent disparaître. Toute infraction à l'article 4 doit être sanctionnée conformément à l'article 67 des statuts nationaux.

c) Les dirigeants du Parti ne peuvent défendre en public (oralement ou dans la presse) que les positions officielles du Parti telles qu'elles ont été définies par un organisme national (Congrès, Convention nationale, Comité directeur, Bureau exécutif). Toute autre intervention sur une question

non tranchée par le Parti peut se faire, mais à l'initiative des instances dirigeantes et sous leur contrôle.

La représentation proportionnelle est "un gage matériel de liberté de pensée" mais n'est pas faite "pour partager la direction du Parti entre plusieurs tendances car, malgré tout, la loi de la majorité existe du point de vue de l'action" (Léon Blum).

## 4. Le Parti socialiste, Parti du Front de classe

Pour que le P.S. soit effectivement représentatif des composantes du Front de classe ;

- Il faut avant tout maintenir un discours et une pratique rigoureusement dans l'axe de notre stratégie anticapitaliste.
- Il faut également développer l'implantation du Parti dans les entreprises et adapter notre discours aux préoccupations des différentes catégories sociales. Il paraît souhaitable à cet égard que tous les militants appartenant à une entreprise de plus de 1 000 salariés s'engageant à former au minimum un G.S.E. qui regrouperait tous les socialistes présents dans cette entreprise, permettant ainsi au Parti d'affirmer sa présence dans des milliers d'entreprises.
- Il faut enfin que formation formation don-

née à tous les niveaux dans le Parti soit repensée pour permettre à toutes les catégories sociales d'en bénéficier et de pouvoir ainsi accéder à des responsabilités effectives dans l'organisation du Parti.

## 5. Un Parti assurant la liaison entre mobilisation de masse et lutte politique

La référence aux masses ne doit pas se faire en termes abstraits. Les masses ne s'expriment pas de façon indifférenciée mais à travers des organisations (associations, syndicats). Le Parti - expression lui aussi de ces masses - doit assurer la liaison entre mobilisation populaire et lutte politique.

Il faut pour cela que le Parti soit présent en tant que tel sur tous les terrains de lutte sociale, d'autre part que ses militants participent activement à la vie syndicale et associative. Ce n'est qu'ainsi que le Parti pourra traduire en termes programmatiques les véritables revendications des citoyens et des travailleurs et assurer leur victoire au plan électoral. A cet égard, les articles des statuts concernant l'obligation d'appartenir à un syndicat et à certains types d'associations devraient être respectés plus scrupuleusement.

# TEXTE PRÉSENTÉ PAR DES MEMBRES DE LA C.E. FÉDÉRALE DE L'ESSONNE

La vie et l'action du Parti socialiste, dans les mois qui suivront le congrès de Nantes, seront déterminés par l'échéance des élections législatives de mars 1978 et par la perspective de l'arrivée de l'Union de la Gauche au gouvernement. Le Parti doit être prêt à assumer cette responsabilité dans un contexte politique et économique difficile. En effet, le bilan de la Droite : récession, chômage, absence d'investissements, fuite des capitaux, déséquilibre de la balance commerciale, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs... nous oblige à actualiser les propositions formulées dans le Programme commun de gouvernement dont les objectifs demeurent inchangés.

Nous savons que le capitalisme utilisera tous les moyens pour mettre en échec un gouvernement de Gauche aussi est-il vital de tenir à la population le langage de la clarté et de la rigueur. Nous devons dire pendant la campagne qui s'ouvre, ce que nous ferons et selon quelles échéances. Cette exigence commande les trois questions qui nous paraissent devoir être au cœur du débat lors du congrès national :

### 1. Le Parti vers la prise du pouvoir

- La priorité absolue est dans la mise à jour de notre programme. Celle-ci doit être achevée au début de l'automne de manière à permettre l'actualisation et sur certains points l'approfondissement du Programme commun. Cet objectif doit être atteint à la

fin de l'année 1977. Il y avait 400 000 chômeurs et la balance des comptes équilibrée quand le Programme commun a été adopté. Actuellement il y a 1 500 000 chômeurs et un grave déséquilibre des comptes extérieurs. Apporter une solution satisfaisante à ces deux problèmes est une exigence déterminante pour la réussite d'un gouvernement de la Gauche.

Le réalisme et la rigueur dont nous devons faire preuve en matière de politique économique (ne pas renouveler les erreurs des débuts de l'expérience chilienne et de l'expérience portugaise) ne doivent pas nous conduire à édulcorer nos objectifs qualitatifs. Il n'y a pas contradiction, mais, au contraire, complémentarité entre le contrôle par la collectivité nationale des pôles de domination économique et l'extension de la démocratie dans l'entreprise et dans le cadre de vie, la mise en œuvre du contrôle ouvrier, première étape vers le transfert du pouvoir aux travailleurs ;

- Parallèlement, les négociations entreprises avec les différents courants du mouvement ouvrier européen seront poursuivies afin d'aboutir, dans les plus brefs délais, à une plate-forme commune en matière de politique sociale, de contrôle des mouvements de capitaux et d'organisation de nouveaux rapports avec les pays en voie de développement. Le succès du gouvernement de la Gauche exige que soient modifiés les principes sur lesquels repose la Communauté économique européenne.



L'asservissement du Marché commun aux intérêts capitalistes sous tutelle américaine ne répond pas aux aspirations des travailleurs et des socialistes ;

– Nous savons que la Droite est déterminée à conserver le pouvoir, qu'elle n'hésitera pas à organiser le sabotage économique et qu'elle pourrait aller jusqu'à susciter l'intervention des forces armées et de police. C'est par le sérieux de nos propositions et par une vigoureuse campagne d'explication des véritables enjeux que nous réussirons à dédramatiser la situation ;

– L'élection d'un grand nombre de municipalités d'Union de la Gauche à direction socialiste, est un facteur important pour la réussite de l'action gouvernementale. Tout en conservant leur pleine indépendance, elles seront un point d'appui pour atteindre nos objectifs. Dans l'immédiat, la façon dont elles donneront la parole aux citoyens et dont elles sauront les faire participer à la gestion de leurs propres affaires, illustrera clairement la démarche des socialistes pour changer la vie.

Cette orientation permettra d'engager un nombre de plus en plus grand de travailleurs à rejoindre notre combat. Après avoir réalisé l'Union de la Gauche dans les mairies, les socialistes auront pour objectif d'obtenir de leurs partenaires communistes l'union dans les entreprises, notamment pour soutenir les travailleurs en lutte.

## 2. Le Parti au pouvoir

Le Parti socialiste et l'Union de la Gauche ne répondront aux aspirations des millions de travailleurs qui les auront portés au pouvoir que s'ils réalisent, dès la première phase du gouvernement, les réformes de structures contenues dans le Programme commun. Pour la réalisation de cet objectif, le Parti a un rôle essentiel à jouer :

– Il devra notamment favoriser la création d'associations pour la démocratie industrielle et l'autogestion – collège des usagers – appelées à présenter des candidats aux conseils d'administration et aux conseils de surveillance des sociétés nationalisées ;

– Il jouera un rôle moteur dans la concertation entre les organisations politiques et les syndicats. Les rapports entre les deux types d'organisation seront déterminés par les nécessités de la lutte des classes et seront fondés sur le principe d'une stricte indépendance réciproque ;

– Il favorisera toutes les luttes pour le contrôle populaire dans le secteur de la production et sur tous les champs extérieurs à la production. Il doit être le lien fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire. Car il est bien évident que le gouvernement de la Gauche ne pourra atteindre ses objectifs que s'il peut s'appuyer sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront porté au pouvoir ;

– Il favorisera le développement de la conscience collective et les capacités d'organisation des travailleurs car c'est de leur capacité propre d'initiative que dépend la mise en œuvre de la transformation des rapports de production. Cette préoccupation implique des modifications importantes des conditions de travail et notamment de sa durée ;

– L'action gouvernementale s'exercera dans le cadre d'une organisation économique dans laquelle le marché continuera à fixer les prix de la plupart des biens. Mais il ne sera pas le régulateur global de l'économie et il s'exercera dans le cadre du plan démocratiquement élaboré.

## 3. La vie interne du Parti

Dans la phase actuelle de lutte contre le système capitaliste et contre la bourgeoisie qui contrôle le pouvoir d'Etat, la cohérence interne du Parti socialiste est l'une des conditions de sa réussite. Cette exigence sera tout aussi impérieuse lorsque le Parti aura la responsabilité du gouvernement. C'est pourquoi nous sommes favorables à la stricte application de l'article 4 des statuts nationaux qui interdit les tendances organisées. Il doit être cependant clairement affirmé que des revues permettant le développement de la réflexion théorique et la confrontation des expériences de natures différentes, doivent pouvoir exister dans la mouvance du Parti, sans lui être assujetties. La nécessaire cohésion interne doit être la plus large et la plus vivante possible. En particulier, la libre discussion sur les problèmes qu'à à affronter le Parti doit être organisée, notamment par le développe-

ment de tribunes libres dans notre presse interne. La circulation de l'information doit être améliorée de manière à permettre une liaison permanente et efficace entre tous les échelons du Parti. A cet effet, nous proposons qu'une commission constituée au sein du Comité directeur pour le niveau national et au sein des commissions exécutives pour les fédérations, ait le contrôle de la diffusion de l'information du haut vers le bas, mais aussi du bas vers le haut. Une telle formule permettrait d'éviter à la fois les excès du centralisme et les dangers des circuits parallèles qui transforment les courants en féodalités qui diffusent leur information à leur clientèle.

**Wenceslas Baudrillart, René Beaumont, Michel Berson, Pierre Camus, Claude Gueneau, Yves Tavernier, secrétaires fédéraux de l'Essonne.**

**Michel Bertrancourt, Michel Christol, Louis Desbordes, Jean Hardouin, Pierre Hillart, Madeleine Jouannet, Henri Lermite, Robert Lucente, Jean-Luc Mathieu, Jérôme Renucci, Jean Trouvat, membres de la Commission exécutive de l'Essonne.**

**Colette Audry (section de Palaiseau), Claude Germon (section de Massy), Claude Jeanlin (section d'Evry).**

# TEXTE ADRESSÉ PAR DES MEMBRES DE LA C.E. FÉDÉRALE DES YVELINES

## *Elus pour changer la vie*

Après la victoire de la Gauche aux municipales, le pays semble attendre comme inévitable – en la souhaitant ou la redoutant – la prise du pouvoir par la Gauche dans un an, aux législatives de 1978.

Mais un Parti qui a pour objectif de "changer la vie" ne saurait s'installer dans cette attente... et dans ses fauteuils municipaux.

### Les victoires municipales

Cette installation dans les municipalités serait dangereuse si le Parti, en attendant sa prochaine victoire, se limitait à gérer les communes, à plus forte raison s'il devait consacrer l'essentiel de ses forces à cette gestion, et donc délaisser les autres formes de son action – en particulier en direction des entreprises – et de sa réflexion – actualisation et approfondissement du Programme commun de gouvernement.

A l'inverse la détention de ces pouvoirs locaux – aussi limités soient-ils dans le régime actuel – peut aider le Parti à renforcer son action sur tous les terrains et l'Union de la Gauche à augmenter sa cohésion et sa crédibilité, donc ses chances de victoire finale :

● la gestion commune d'un beaucoup plus grand nombre de villes par les Partis de l'Union de la Gauche, en montrant qu'ils sont capables de gérer ensemble doit renforcer leur crédibilité auprès des citoyens et des travailleurs encore hésitants.

● le comportement des élus socialistes doit montrer que, dans le cadre de leurs responsabilités, ils continuent à agir en conformité avec notre perspective autogestionnaire, que celle-ci n'est pas réservée aux campagnes électorales et aux congrès nationaux.

● la détention des postes électifs doit être utilisée pour favoriser l'action du Parti sur les autres terrains de lutte. Pour démontrer que le Parti socialiste n'est pas un Parti communiste un peu plus rose et ne pratique pas, selon l'heureuse formule de François Mitterrand, un "communisme pâle".

### La victoire aux législatives

La montée de la Gauche, marquée par ses progrès aux cantonales et les victoires municipales n'a été rendue possible que par son unité et le rééquilibrage de ses forces dû au renouveau du P.S. Mais c'est d'abord le signe de la crise profonde que connaît le système capitaliste avec ses conséquences, de plus en plus perceptibles pour les travailleurs : chômage et inflation.

Pour cette raison, la progression de la Gauche doit en effet se poursuivre : il n'y a pas lieu de penser que la Droite est capable d'améliorer tant soit peu la situation : le léger freinage de l'inflation artificiellement et provisoirement obtenu pour les municipales a déjà pris fin ; et le chômage ne cesse d'augmenter.



Il serait cependant dangereux d'attendre que la victoire nous arrive toute cuite dans un an : l'histoire ne connaît pas de processus inévitable à court terme. Et une classe dirigeante n'a pas l'habitude de se laisser déposséder du pouvoir sans utiliser **tous les moyens** pour le garder. C'est pourquoi il est indispensable que le Parti socialiste continue à se renforcer, accentue son caractère de classe, développe son action sur tous les terrains de lutte, et soit ainsi prêt à toutes les éventualités.

Il serait encore plus dangereux, pour gagner quelques voix sur notre droite, de distendre notre alliance avec le Parti communiste ou de laisser édulcorer le Programme commun. Si nous donnions l'impression de vouloir simplement gérer la crise comme le font les travaillistes britanniques ou la social-démocratie allemande, nous perdriions toute crédibilité, avec les conséquences que cela aurait, ne serait-ce que sur le plan électoral. C'est depuis que nous disons clairement notre volonté de "changer la vie", donc la société, que nous progressons, y compris électoralement et les difficultés électorales de Callaghan et de Schmidt en apportent la preuve a contrario.

### La prise du pouvoir

Même si, par des moyens contraires aux buts du P.S. et de l'Union de la Gauche, nous obtiendrions la majorité aux législatives nous n'aurions pas, pour autant, "pris le pouvoir".

La victoire électorale n'en est que la condition - nécessaire dans un pays de tradition démocratique. La prise du pouvoir par le salariat exploité allié aux autres victimes du grand capital suppose que, dès la "prise du gouvernement", soit enclenché un processus continu tendant à changer les rapports de production : d'où la nécessité, non seulement de réaliser les nationalisations inscrites dans le Programme commun, mais de laisser la possibilité aux travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise (disposition elle aussi prévue par le Programme commun).

Pour qu'un tel processus soit démocratique, il faut qu'une majorité de la population soit, dans la clarté, acquise à cette politique.

La prise du pouvoir suppose en même temps que "l'appareil d'Etat" soit progressivement pris en main par les représentants des travailleurs sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Cela ne saurait se limiter à remplacer quelques hauts fonctionnaires de droite par d'autres de gauche...

A ces conditions, le Parti socialiste et toute la Gauche répondront à leur vocation historique : apporter les solutions du Programme commun de gouvernement à la crise du capitalisme. Amorcer ainsi la transition au socialisme.

**Barthélémy Alcantara**, membre de la commission exécutive fédérale des Yvelines, maire-adjoint de Plaisir.

**Jean-Pierre Bonmort**, section de Mantes-la-Jolie.

**Alain Brisset**, secrétaire de la section des Mureaux, maire-adjoint des Mureaux, membre du bureau fédéral des Yvelines.

**Micheline Cayn**, conseillère municipale de Poissy.

**Bernard Gueit**, maire-adjoint des Mureaux.

**François Jacquemin**, section de Saint-Cyr-l'École, secrétaire fédéral des Yvelines.

**Jean-François Lemette**, section de Châtoy, secrétaire fédéral des Yvelines.

**Jean-Jacques Metzger**, membre du bureau fédéral des Yvelines, conseiller municipal de Plaisir.

**René Niaux**, maire-adjoint de Poissy, secrétaire fédéral des Yvelines.

**Olivieri**, maire-adjoint de Mantes-la-Jolie.

**Saloin**, saloin, section de Maurepas, secrétaire fédéral des Yvelines.

**Pilar Valat**, section de Plaisir, membre de la commission exécutive fédérale des Yvelines.

- **Maurice Saloin**, secrétaire fédéral

*Pour les signataires :*

**Alain BRISSET**

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR UN MEMBRE DU BUREAU FÉDÉRAL DE LA MOSELLE

### 1 Pour l'unité sans le monolithisme : encourager le débat politique sans gaspiller ni l'unité ni les finances du parti

Le débat politique à l'intérieur du parti doit être à la fois libre et organisé. Il est dangereux pour le maintien de la nécessaire unité du P.S., qui seule peut faire son poids et sa force à la veille de l'accession de la Gauche au pouvoir, dangereux et donc inacceptable qu'existent au sein du parti des organisations structurées ayant siège, finances, presse autonomes. Or il en existe plusieurs, à divers degrés.

Les écoles de pensée doivent exister ; elles doivent être même encouragées par la direction nationale du parti. Mais il revient au parti de s'ouvrir aux tendances et non aux tendances d'ouvrir des lézards dans le parti.

C'est sous l'autorité de l'instance nationale du parti, dans les locaux nationaux et fédéraux, sans tomber dans la grave erreur du monolithisme et du centralisme qui est celle du P.C., que doivent vivre et se développer les tendances politico-philosophiques, les écoles d'économie politique qui font et feront la richesse du P.S. C'est dans les colonnes de la presse nationale ou régionale du parti, ouvertes à toutes les tendances, que celles-ci pourront au mieux s'exprimer, en toute liberté.

### 2. Le progrès de l'Union de la Gauche par le progrès du Parti socialiste

Faire progresser l'Union de la Gauche passe pour nous avant tout par le progrès du Parti socialiste, tout en entretenant un débat permanent avec nos partenaires du P.C. et R.G. Pour que l'Union de la Gauche accède au pouvoir et y demeure il est nécessaire que le P.S. y soit le plus fort.

Le succès national global de l'Union de la Gauche aux municipales ne doit pas nous aveugler. Il aurait pu être plus important encore. A la lumière de la récente campagne électorale, de ses résultats et des conflits à divers niveaux qui s'y sont fait jour, il est évident que l'appréciation de la répartition des candidats à proposer aux électeurs sous la bannière de l'Union de la Gauche ne doit plus se faire selon la seule et froide arithmétique résultant des statis-

tiques électorales. Elle doit se faire sur la base d'une directive nationale, résultant d'un accord avec le P.C. et le M.R.G., suffisamment souple dès le départ pour que les instances fédérales des trois partenaires puissent, après consultation des sections locales, les reprendre en les adaptant aux conditions sociologiques et politiques régionales, en commun, sans passion ni chauvinisme de parti, dans un souci fondamental d'efficacité, selon un calendrier strict ne laissant aucune possibilité aux improvisations de dernière minute.

Cela implique que, dans les périodes intercalaires plus encore que dans les périodes électorales, sans s'accorder de temps mort, notre souci constant soit de **faire progresser dans l'électorat l'image de notre parti** : l'image d'un socialisme très près du peuple, défenseur des travailleurs, présent dans les entreprises sans y entrer en compétition avec les syndicats, d'un socialisme sérieux, simple et vivant, sans dogmatisme tâillon, plus pragmatique. Cela implique qu'il nous soit interdit de laisser apparaître nos éventuelles querelles internes, qu'elles soient de doctrine ou de personnes, sur un terrain que nous avons trop longtemps laissé occupé par le P.C., sa simplicité et sa rigueur.

Les travailleurs doivent sentir partout et toujours qu'ils peuvent compter sur le P.S. et avec le P.S.

Cela implique aussi de notre part un **très gros effort de militantisme et de formation**. Il nous faut recruter des adhérents jeunes en grand nombre, les admettre en nous fondant sur des critères clairs et rigoureux, et en notant aussi les capacités et compétences qu'ils apportent, compétences qui devront être développées et utilisées par le parti. L'accueil doit être aussitôt assorti d'une formation sérieuse, avec des conditions de défraiement très larges, tant sur le plan de la doctrine politique que de la connaissance économique et de la pratique du militantisme.

### 3. Le Programme commun : l'actualiser et le préciser

Nos adversaires n'ont pas toujours tort : le Programme commun sur certains points date, sur d'autres il est suffisamment imprécis pour permettre des exégèses trompeuses, voire des querelles entre partenaires.



Le Programme commun doit être dans tous ses points précis, à jour, fiable.

Au niveau national une commission permanente doit être au travail pour **actualiser actualiser de nombreux chapitres du Programme commun**; et et réunions communes avec nos partenaires du P.C. et du M.R.G. doivent être programmées de façon ferme, constituant un calendrier rigoureux, pour que ce travail se traduise en une véritable actualisation du Programme commun, qui ne doit pas être un Evangile intangible mais une trame sur laquelle il faut constamment réfléchir, un cadre de travail toujours susceptible d'être amélioré. De même qu'en matière de planification économique tout plan peut et doit s'accommoder s'accommoder plans intérimaires adaptés aux conditions conjoncturelles, dont nul ne peut se dire vraiment maître.

**Des chapitres imprécis à bien définir;** entre autres

En **politique étrangère**: vis-à-vis de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, notre attitude est claire et saine.

De toute façon il ne nous appartient pas, honnêtement, de remettre en question un traité signé. Mais après? Quelle Europe, comment faire l'Europe des travailleurs, quelle démarche emprunter pour qu'elle soit économiquement et politiquement viable, pour garantir le socialisme français et européen des entreprises hostiles du capitalisme résiduel? Tout reste à définir. Et un accord de fond à trouver avec nos partenaires.

Au plan militaire il n'y a qu'imprécisions et contradictions. La force de frappe, réalité matérielle et budgétaire bien que mythe opérationnel, semble admise par certains augures quoique condamnée par les programmes socialiste et commun. C'est à revoir avec sérieux, comme d'ailleurs tout ce qui touche à la chose militaire.

Sur le plan de **l'économie** et des **nationalisations** des théories existent, formulées récemment encore. Mais les divergences sont grandes avec nos partenaires et le Programme commun a besoin d'être réécrit en commun.

**L'écologie** ne peut être vaguement conjoncturelle. Il y a un cadre solide et précis à construire. On sent la puissance du concept sur la population, et on sait la nécessité vitale de ces règles à bien définir. C'est une urgence.

#### 4. Ne pas craindre la vérité

Il est malhonnête de prétendre que l'accession de la Gauche au pouvoir apportera dans l'immédiat tout à tous. La justice oui, mais la prospérité non: pas sans une longue période préalable de travail et de peine plus acharnés que jamais, sans défection ni faille, et dans l'austérité, pour enfin redresser l'économie du pays si profondément mise à mal par trop d'années d'exploitation capitaliste.

Et notre premier effort doit être, aujourd'hui, d'obtenir de nos partenaires cette même rigueur qui doit être la nôtre, si nous voulons réussir, dans l'expression de cette dure vérité.

André Royer  
Membre du B.F. Moselle

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR DES MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL DU PUY-DE-DÔME

(Présentée par des membres du bureau fédéral du Puy-de-Dôme : Dumoulin, Malet, Vannaire, Viallet, ainsi que G. Bullat)

### " POUR UN PARTI FORT : DÉMOCRATIE ET COHÉRENCE "

#### 1. Mesurer nos responsabilités

Principal parti de l'opposition, le P.S. assume déjà de grandes responsabilités. Pour un parti de gouvernement, elles seront encore plus lourdes. Les socialistes doivent les mesurer lucidement, d'autant que la société à transformer se trouve, dans le contexte d'une crise mondiale sur le plan monétaire et économique, aux prises avec une crise nationale aux multiples aspects:

- Ni le chômage ni l'inflation ne sont enravés par le plan Barre;
- Les multinationales accroissent leur emprise sur notre économie;
- La "majorité" aux abois va sans doute chercher son salut dans la Droite la plus autoritaire incarnée par Chirac;
- Notre société est ébranlée par la remise en cause des valeurs traditionnelles, par les poussées de la jeunesse et sa situation souvent en marge des structures; par l'évolution des rapports hommes/femmes; par tout le mouvement social symbolisé notamment par mai 68;
- Les "couches moyennes" écrasées par le système économique actuel hésitent à rejoindre les choix de la Gauche.

Les succès croissants de la gauche unie témoignent qu'elle a la confiance d'un très grand nombre de ceux qui refusent la société actuelle. Mais cette confiance est encore fragile comme le montrent par exemple la permanence d'un électorat d'extrême-gauche et la montée des revendications écologiques en marge de la Gauche. La France n'est pas à l'abri d'une explosion et d'un débordement comparables à ce qui se passe en Italie de la part de la jeunesse; faits dangereux mais qui révèlent une insatisfaction profonde que la Gauche ne peut ignorer. Ainsi, le projet du P.S. "Changer la vie" ne doit pas être qu'un slogan électoral mais doit s'enrichir et se traduire dans la pratique.

#### 2. Compléter notre projet politique

Le programme de 71, les motions des divers congrès successifs, les 15 thèses sur l'autogestion sont des acquis fondamentaux de notre choix unitaire, anticapitaliste et autogestionnaire. Le programme Pcommun fixe les conditions nécessaires (nationalisations, planification, décentralisation) à la construction de l'autogestion de la réalité historique nous oblige à:

1. Enrichir le Programme commun. Pleinement actuel par les réformes de structure qu'il contient, il doit être complété pour mieux répondre à l'évolution des problèmes depuis 1972, notamment dans le domaine de la défense, de l'Europe, de l'énergie et de la croissance; sur ces derniers points, il faudrait déterminer plus nettement certains objectifs prioritaires comme:

- La réduction des inégalités;
- La recherche d'un nouveau modèle et de nouveaux choix de production et de consommation;
- Transformations qualitatives et pas seulement quantitatives.

#### 2. Concrétiser et préciser nos perspectives autogestionnaires.

a) Faire plus nettement passer dans les faits les orientations déjà votées:

- Dans l'entreprise, favoriser les luttes pour le contrôle des travailleurs, en particulier dans les entreprises à nationaliser. Dans le secteur public, préparer des expérimentations concrètes de l'autogestion, que devra appuyer le futur gouvernement de gauche;
- Dans le cadre de vie, favoriser les luttes pour le contrôle populaire, par l'action coordonnée des élus, des militants et de la population concernée contre les spéculateurs, les promoteurs et les pollueurs qui dégradent les conditions de vie et l'environnement. C'est là une tâche immédiate pour les municipalités de gauche.

b) Préciser nos positions sur des **problèmes** brûlants et urgents, par des Conventions permettant à tout le parti de les analyser et de proposer des solutions:

- Sur la défense nationale: quelle armée? pour quelles missions?
- Sur la formation et l'éducation: comment transformer l'école? il faut un large débat là aussi et des décisions concernant les diverses propositions (notamment le projet Mexandeau); comment contrôler et développer la formation permanente dans la perspective de l'éducation populaire;
- Sur l'Europe: le P.S. devra veiller à ce que l'évolution des institutions européennes ne puisse jamais entraver l'action d'un gouvernement de la gauche unie; et il s'attachera à resserrer les liens avec le mouvement ouvrier européen pour dégager des perspectives communes et avancer concrètement dans la construction de l'Europe des travailleurs;

- Sur les autres problèmes internationaux; le P.S. appuiera partout les luttes pour l'autodétermination et pour les droits de



l'homme, que ce soit en Amérique du Sud, en Afrique, au Moyen-Orient ou dans les pays de l'Est. Il défendra l'intégralité des accords d'Helsinki. Il combattra tous les impérialismes, qu'ils soient militaires ou économiques (firmes multinationales).

### 3. Construire le Parti de l'autogestion

1. Les prochaines responsabilités gouvernementales du P.S. exigeront une **cohésion sans faille**, une totale discipline dans l'action. Aussi l'existence de **tendances organisées devra être effectivement exclue. Il faut donc préciser la nature et le fonctionnement des "courants"**, garants de la diversité idéologique et du pluralisme indispensables. Ainsi le congrès devra adopter et faire appliquer le "code de bonne conduite" voté par le Comité directeur en 76, pour concrétiser l'article 4 des statuts.

2. Le parti devra devenir de plus en plus un lieu de débats politiques nécessaire pour que se construise la **synthèse des exigences gouvernementales et des aspirations populaires**. C'est pourquoi le P.S. ne devra pas se limiter à n'être qu'un parti de gouvernement, sous peine de se couper du mouvement populaire que la victoire de la Gauche ne manquera pas de provoquer, sous peine aussi de se couper de la masse de ses militants qui ne pourraient se contenter de devenir de simples exécutants soumis aux élus. Aussi faut-il que soit développée la conscience politique des socialistes pour en faire des responsables et des animateurs capables d'analyser lucidement les problèmes, d'expliquer les solutions et de contribuer à les appliquer.

3. Il en découle des priorités au plan de **l'organisation interne** :

a) Se donner les moyens d'un développement systématique de la **formation**, surtout avec les ouvriers, les employés, les paysans du parti pour assurer une promotion collective de nouveaux cadres politiques, pour compenser la prédominance excessive des "intellectuels" parmi les cadres actuels, pour développer le secteur entreprises. Cette formation doit rejeter les méthodes scolaires trop traditionnelles, inaptés à former des responsables et des animateurs.

b) Favoriser une **vraie communication** dans tout le parti, condition préalable à toute véritable cohésion que ne saurait assurer un centralisme ou une personnalisation excessive de la direction. Cela suppose un développement de la circulation de **l'information dans les deux sens** et pas seulement de haut en bas, et l'organisation de libres débats sur les problèmes en suspens.

c) Assurer une liaison de plus en plus étroite entre les **élus et les militants** en instituant à tous les niveaux des structures de concertation et de décision pour préparer collectivement les grands choix – municipaux, départementaux, régionaux et nationaux – et des procédures de comptes rendus de mandats réguliers.

d) Pour les **femmes et les jeunes, créer les conditions pour leur permettre de s'exprimer, d'apporter leurs aspirations originales et de participer réellement à la vie du parti.**

Des conventions seront sans doute nécessaires pour apporter des solutions réfléchies collectivement à certains de ces problèmes cruciaux.

Ce texte rédigé trop rapidement est

incomplet. Les signataires appellent tous les camarades qui y reconnaîtraient leurs aspirations à ouvrir avec eux une discussion collective pour le rectifier et l'enrichir.

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR DES MEMBRES DU SECRÉTARIAT FÉDÉRAL DU VAL-D'OISE

Le Secrétariat de la fédération du Val-d'Oise du Parti socialiste, constitué de représentants des divers courants de pensée composant la majorité du parti, exprime, à l'occasion de la préparation du Congrès national, son désir de voir le parti s'engager plus intensément dans un effort de clarification démocratique après le succès des élections municipales et l'approche d'échéances politiques décisives.

Le Congrès de Nantes doit être le congrès de la démocratie réactivée, le congrès de la responsabilité politique et de l'unité du parti.

Pour atteindre cet objectif, les huit secrétaires fédéraux du Val-d'Oise estiment qu'une des priorités fondamentales se situe désormais au niveau de la pratique démocratique, suscitée dans le parti et hors du parti par les responsables.

**Dans le parti, la manifestation et l'expression des courants de pensée doivent être conçues – ça devient urgent – de façon à éliminer les deux dangers principaux :**

1. L'organisation en tendances cristallisées aboutissant à l'instauration de véritables partis dans le parti ;

2. L'éparpillement en chapelles multiples, closes, voire hostiles, développant les antagonismes entre les personnes au détriment de l'unité du parti et de l'efficacité de son action.

Dans le parti, une véritable démocratie interne, alliant pluralité et efficacité, initiative et discipline, est possible et nécessaire. Le contenu de l'information, sa circulation et le délai laissé aux sections pour en discuter, sont des conditions pratiques susceptibles de permettre à l'ensemble des membres de se livrer à de véritables débats politiques. Mais il est également possible et nécessaire que la diffusion de l'information soit contrôlée par un organisme émanant du Comité directeur et représentatif des diverses sensibilités. Ainsi, chaque membre du parti pourrait, en dehors de toute tendance ou chapelle et sans être obligé de recourir à une information extérieure au parti, apporter effectivement sa contribution à l'élaboration des positions du parti. Il participerait d'ailleurs, de ce fait, plus intensément à l'action pour faire valoir les positions du parti.

Hors du parti, la légitime et indispensable mise en évidence des différences, au sein de la Gauche, doit s'accompagner d'une recherche constante, en vue d'améliorer et de renforcer les relations avec nos partenaires dans la perspective du partage prolongé des responsabilités.

Mais plus encore, il appartient au Parti socialiste – et c'est sa responsabilité historique – de convaincre les Français que la démocratie authentique, qui allie socialisme et liberté, a cessé de constituer une hypothèse fragile.

A l'approche du jour où le Parti socialiste peut être appelé, avec ses partenaires de l'Union de la Gauche, à gouverner la France, rien n'est plus nécessaire que d'approfondir la réflexion sur l'exercice du pouvoir. Le Premier secrétaire, François Mitterrand, n'hésite pas à rappeler à certaines occasions que, face à la tentation d'abuser de son pouvoir, le responsable, à quelque niveau que s'exerce sa responsabilité, doit veiller à laisser s'élever le garde-fou des contre-pouvoirs.

Dans ce sens, les moyens que les municipalités de Gauche mettront en œuvre pour la réalisation de leur programme auront une influence aussi grande sur les populations que le contenu proprement dit. Plus particulièrement à ce niveau, notre perspective autogestionnaire doit, dès maintenant, trouver des applications pratiques.

Par ailleurs, les élections législatives de 1978 sont une raison supplémentaire, pour notre parti, de préciser certaines de ses positions et d'en débattre avec ses partenaires, exemples : politique économique, défense nationale, Europe.

De même, en direction de l'opinion publique, un nouveau développement des principales réformes de structures contenues dans le Programme commun et la réaffirmation de la volonté du Parti socialiste de tout mettre en œuvre pour les réaliser, dès la première phase du gouvernement de la Gauche, nous paraissent indispensables.

Une démocratie politique renouée, ouverte, évolutive, permettant aux citoyens divers et unis, au sein d'un front de classe de plus en plus majoritaire, de prendre part à la vie nationale est, aujourd'hui, un objectif à la portée de la Gauche.

La victoire dépend, dès à présent pour une large part, des socialistes. Le Congrès national de Nantes devrait achever de leur en donner la capacité. Il constituerait ainsi une nouvelle et importante étape dans l'histoire du Parti socialiste et dans l'histoire de notre pays.

Michel Andanson, Jean-Louis Babadjian, Jacques Codo, Jean-Pierre Dacheux, Serge Jaffre Jean Maire, Christian Robion, André Jondeur.



## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE DE SAVOIE

### *Réflexions et questions de la C.E.F. de Savoie pour une défense de résistance populaire.*

1978 sera une année décisive pour le pays, la Gauche et le Parti. Dans une perspective de victoire électorale, un certain nombre de débats fondamentaux concernant la politique que devra appliquer la Gauche pour enclancher, **au cours de la première législature**, un processus de transition vers le socialisme à partir de l'héritage que nous laisse la droite, ont été engagés par divers responsables nationaux. Ils semblent préciser ou modifier sur certains points le Programme du Parti et le Programme commun.

Il importe maintenant que ces débats aient lieu dans les fédérations, de façon que le Congrès de juin puisse les conclure et fixer à temps des positions claires pour en discuter avec nos partenaires si cela s'avère nécessaire, et pour engager la bataille sur des bases plus solides encore.

La Commission exécutive fédérale de Savoie du Parti socialiste, apporte pour sa part, une contribution aux débats sur un point qui lui paraît important :

### **LA DÉFENSE**

Nul ne peut contester que le Programme commun soit insuffisant en matière de défense nationale.

Il exprime davantage des refus qu'il ne fait de propositions.

Si les militants de la C.E.F. de Savoie reconnaissent que la Commission "Défense nationale" du Parti socialiste a eu le mérite de bien percevoir l'impossibilité d'en rester au caractère par trop sommaire de ce chapitre du Programme commun, ils contestent cependant fondamentalement les nouvelles orientations qu'elle préconise.

Conscients de la nécessité d'une Défense, ils veulent que soit clairement défini :

- Ce qu'il convient de défendre ;
- La nature des menaces qui peuvent peser sur un pays comme la France en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle.
- Les moyens compatibles avec les fins poursuivies.

#### **I. Ce qu'il convient de défendre**

Ce n'est pas seulement un territoire, mais la liberté de son peuple dans la construction d'une expérience de démocratie socialiste, associant une perspective autogestionnaire à des choix de société récusant un modèle de développement de type capitaliste comme un productivisme porteur d'aliénations nouvelles.

#### **II. La nature des menaces**

L'histoire des dernières décennies nous démontre que deux types de pays sont plus particulièrement menacés ;

Ce sont d'une part les pays qui appartiennent à l'un des grands blocs (ou qui sont dans leur sphère d'influence) et qui veulent s'en affranchir et d'autre part ceux dont les institutions sont fragiles ou autoritaires, et au sein desquels des subversions se développent (cas des jeunes Etats nouvellement indépendants, pays à Parti unique menacés par des réactions militaires, etc.)

On peut cependant très légitimement se demander si les nations moyennes, qui veulent prendre place dans la course aux armements et avoir leur part dans "l'équilibre de la terreur", sans avoir les moyens de rivaliser à égalité avec les "Grands", ne s'exposent pas à devenir un jour le théâtre de conflits atomiques si la coexistence pacifique se dégrade et qu'un affrontement oppose sur leur sol les "Grands" qui retarderaient le plus possible un conflit nucléaire mondial les engageant directement.

#### **III. La compatibilité des moyens et des fins**

Le socialisme qui veut libérer l'homme ne peut adopter un système de Défense visant à l'anéantissement de masses humaines et privilégiant les objectifs civils (cas des armes A.B.C.).

De la même manière, il doit bien apprécier les liens étroits qui existent entre la recherche militaire et le développement économique, et mesurer toutes les conséquences des choix technologiques sur l'organisation de la société.

Pour remédier aux insuffisances du programme de la Gauche dans le domaine de la Défense, il convient tout à la fois de dépasser le caractère sommaire de certaines critiques portées à l'endroit de la Force de Frappe ("bombinettes", coûts, pollution...) et de dénoncer les contradictions et les faiblesses du raisonnement gaullien qui paraît avoir séduit, chemin faisant, les esprits éminents qui siègent à la Commission "Défense nationale" du Parti socialiste et qui nous semblent faire peu de cas d'aspects essentiels du problème comme notamment :

- L'antinomie entre arme nucléaire et mobilisation populaire dont l'exemple chinois ne suffit pas à démontrer d'une manière crédible la complémentarité pour un pays comme la France ;
- L'absurdité de l'affirmation selon laquelle l'arme atomique est l'arme de la "non guerre" alors qu'il n'y a pas de précédent dans l'histoire de l'humanité d'une arme qui n'ait été employée ;

- Le piège dans lequel tombent ceux qui affirment tout à la fois que l'arme nucléaire est dissuasive et qu'en aucun cas leur pays ne s'en servira ;
- La contradiction entre le choix d'une technologie nucléaire lourde et un type de société décentralisée et autogestionnaire.

La seule voie qui reste ouverte entre un pacifisme naïf et dangereux et les aberrations de la force nucléaire paraît être la recherche d'une troisième solution, celle d'une défense de résistance populaire prenant la mesure des forces réelles de notre Pays, analysant la nature exacte des menaces auxquelles il peut être confronté, conciliant le choix des moyens avec les fins de notre combat, et affirmant le caractère exclusivement défensif de notre système de défense.

A ce titre les possibilités budgétaires seraient, par le gouvernement de la Gauche, consacrées prioritairement à :

- Doter notre pays d'une gamme étendue de moyens défensifs à base d'une résistance populaire disposant d'un armement technologiquement avancé et capable de dissuader l'adversaire ;
- Mettre en place un système efficace de protection des populations civiles actuellement exposées de propos délibéré.

Parallèlement une action en profondeur serait engagée pour faire du Service national un temps fort de prise de conscience civique et de renforcement de la solidarité nationale tandis qu'à l'extérieur les efforts poursuivis porteraient à la fois sur une présence active dans les institutions et conférences internationales visant à l'organisation de la paix par le désarmement et la suppression simultanée des pactes militaires, sur un soutien des thèses favorables à une réelle indépendance européenne et sur la recherche constante de solidarités nouvelles avec les pays du camp des non alignés".

Il s'agit d'une perspective dont il ne faut pas masquer la difficulté. Elle doit permettre la définition d'une transition qui, sans rupture brutale avec l'héritage reçu et les traditions des socialistes, ferait leur place à toutes les initiatives susceptibles d'exprimer et de développer une **volonté de résistance** au sein d'un peuple résolu à faire triompher une expérience porteuse d'espérances... y compris en **matière de défense**.

### **ATTENTION Changement d'adresse**

Adresse la dernière bande-journal, en mentionnant ta nouvelle adresse à la fédération où tu viens résider (à l'attention du responsable fichier), et non pas directement au journal. Merci.

# TEXTES PROPOSÉS PAR UNE OU PLUSIEURS SECTIONS ET TRANSMIS PAR LA FÉDÉRATION

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE BASTIA (CORSE)

La section de Bastia, par quinze voix et une abstention (le quorum n'était pas atteint), a adopté la motion suivante en guise de contribution au Congrès de Nantes du mois de juin.

"Face au gouvernement giscardien qui navigue à vue et fait supporter aux masses laborieuses l'effort de rétablissement de l'économie, la majorité des Français se reconnaît désormais dans la Gauche du Programme commun qui seule peut enlever la gestion au pays à cette minorité d'affairistes de plus en plus puissants qui, sous couvert de libéralisme, a mis le reste de la France à son service et à sa merci, en restant sourd aux aspirations populaires.

Grâce à l'Union des forces de Gauche sur le Programme commun, la victoire est désormais à portée de main. Il est donc nécessaire d'accentuer la mobilisation des mas-

ses par un effort d'information, de dialogue, de présence, dans les luttes quotidiennes des travailleurs.

Tout en œuvrant activement dans ce sens, les socialistes devront veiller activement à ce que cette victoire des forces du P.C.G. ne soit pas subtilisée au peuple par des personnalités douteuses et opportunistes qui pourraient faire du pouvoir local une affaire de "copains et de coquins".

Aussi, la victoire de la Gauche et sa crédibilité à assumer le pouvoir seront permises par une nouvelle affirmation du P.S. aux prochaines législatives.

Là où il est minoritaire, où il ne s'est jamais compté, il est nécessaire que le P.S. affirme le courant socialiste, afin de réaliser le renouveau de la Gauche par la concrétisation d'une ferme pression démocratique, qui sera, également, le prémisses de succès futurs".

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE MASSY et signé par :

Cécile Goldet; Marie-Henriette Beaunier (Issy-les-Moulineaux); Jean-Claude et Colette Boussat (Clamart); Jean Dixmier (Sceaux); Gérard Dupeyrat (Massy); Jean-Claude Farcy (Villejuif); Patrice Finel (Verrières); Michel Giat (Brunoy); Claude Kohl (Meudon); Geneviève Potier de Courcy (C.N.R.S. Meudon); Michel Rivoire (Paris XII<sup>e</sup>).

### *Pour une réelle démocratie dans le Parti*

Cette contribution risque de dérouter beaucoup de militants ou adhérents, car elle ne se réclame d'aucun courant constitué. Nous demandons cependant aux adhérents d'examiner le contenu sans préjugé et de l'amender selon leur propre analyse indépendamment de toute directive de tendance.

Nombreux sont les nouveaux adhérents qui ont rejoint le P.S. sur des aspirations d'ordre général (justice, développement collectif sur la base du développement individuel par exemple) et de fait ils peuvent retrouver la réponse à leurs motivations d'adhésion dans les textes du Parti (congrès, programme du P.S., P.C.G., thèses sur l'autogestion...). Cependant, ils sont nombreux à découvrir que notre Parti, en

tant qu'outil, n'est pas, par sa pratique interne, dans ses débats et propositions, à la hauteur de ses objectifs.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir est aujourd'hui une probabilité telle que, sans faire de la politique-fiction, nous pouvons nous placer dans ce cadre pour définir les enjeux de la période à venir.

La responsabilité du Parti socialiste va être très grande, c'est pourquoi il nous semble indispensable que le thème du prochain congrès soit: "le Parti et l'arrivée de la Gauche au pouvoir".

Pas seulement pour parfaire notre programme ou pour disserter dans l'abstrait sur l'État et le mouvement de masse (ce qui ne peut conduire qu'à des surenchères

démagogiques), mais pour appréhender concrètement, à la lumière des difficultés actuelles, les problèmes du P.S. affrontés à la gestion de l'État, qui doivent être débattus lors de notre prochain congrès.

Le Parti n'est pas pour nous une fin en soi, car cela mènerait inévitablement à privilégier l'appareil par rapport aux objectifs du socialisme.

### *1. Notre base de départ: les acquis du P.S., leurs fragilités et les insuffisances*

#### **1.1. Les acquis**

Ils sont essentiellement au nombre de trois d'égale importance:

- Les quinze thèses sur l'autogestion qui confirment le programme du P.S., posent le problème du pouvoir aux travailleurs et précisent la notion de front de classe;

- L'Union de la Gauche autour d'un programme de gouvernement. Pour la première fois en France un programme clairement issu d'un accord entre les deux partis ouvriers, P.S.-P.C.F., offre des perspectives de changements fondamentaux de structures;

- La rénovation militante du P.S. Pour la première fois depuis longtemps une présence militante active est assurée sur tous les terrains.

#### **1.2. Leurs fragilités et insuffisances**

L'autogestion est souvent perçue comme un terme flou. Est-elle un processus conduisant au socialisme, ou bien est-elle le socialisme réalisé? Quelles possibilités réelles y aura-t-il dans ce domaine immédiatement après la prise du pouvoir par la Gauche? N'a-t-on pas tendance à minimiser le fait que le temps nécessaire au changement des mentalités est infiniment plus long que celui nécessaire au changement des structures?

A titre d'exemple, considérons les nationalisations prévues dans le Programme commun. Tous les militants sont d'accord pour dire que ces nationalisations devront avoir lieu dès le début de la législature; dans ces conditions il n'est pas possible d'éviter le fait que les travailleurs des entreprises concernées ne sont nullement préparés à prendre en charge leur entreprise et que le danger est grand de voir dans les faits la nationalisation permettre la mise en place d'une technocratie (issue notamment des grandes écoles) avec en face d'elle, de façon plus ou moins paritaire, une simple représentation syndicale. Autrement dit, il y aurait une délégation de pouvoir de l'État face à une délégation de pouvoir des travailleurs; ce serait la négation même d'un processus autogestionnaire.



Par ailleurs, toujours dans le cadre de cet exemple, on n'insistera jamais assez sur le fait que l'autogestion restera un mot si les conditions de travail ne sont pas modifiées de façon décisive (par l'abaissement de la durée du temps de travail et de transport notamment).

L'union est aujourd'hui réalisée sur une base étroite réduite aux partis politiques. Nous devons nous battre pour son **élargissement**, à la fois en direction des nombreuses organisations syndicales, de cadre de vie, de locataires... (selon des formes appropriées à chacune). Il est nécessaire pour lutter contre le glissement actuel du Programme commun à la fois dans son contenu et dans les forces sociales sur lesquelles il s'appuie. Nous assistons en effet à une tentative d'interprétation électoraliste du Programme commun au lieu de l'approfondir sans cesse dans le sens d'une rupture avec le capitalisme. Il tend à ne plus représenter qu'un symbole, point de ralliement d'idéologies et de pratiques opposées. La tactique électorale que se propose la Gauche préfigure la politique qu'elle mènera une fois au pouvoir ; on ne peut durablement s'appuyer sur des couches sociales ralliées à partir de propositions imprécises.

Si nous avons réussi à faire un parti attractif, nous n'avons pas réussi à créer un parti réellement opérationnel par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés après Epinay et cela malgré un militantisme à la base important mais désordonné. Le Parti est en effet un conglomérat sans objectifs de lutte précis : il y a François Mitterrand, il y a des "experts", des courants et, enfin, il y a la base. Cela entraîne au niveau des structures que l'on a supprimé les secteurs J.S. et E.S., que les sections d'entreprises n'existent plus vraiment faute d'objectifs cohérents et de moyens, et qu'on ne laisse à nos sections locales comme seul terrain d'existence qu'une vision électoraliste, avec le risque que la victoire électorale (point de passage obligatoire dans notre combat pour le socialisme) ne devienne notre conception même du socialisme. S'y ajoute enfin aujourd'hui la disparition du débat politique. Les arguments échangés dans les débats sont soit sentimentaux, soit fonction de pouvoirs bureaucratiques à défendre. Il existe une double coupure, d'une part "experts"-militants, d'autre part entre les courants. De ce fait, l'ensemble des militants se trouve mis devant des faits accomplis et dépossédé de son pouvoir de décision.

C'est le danger essentiel aujourd'hui.

## 2. Le danger essentiel aujourd'hui

C'est le blocage politique qui provient de la pratique organisationnelle interne du Parti, de ces petits systèmes de pouvoir qui se sont mis en place et ont éteint les débats.

Il est impossible de poser les questions de fond dans leur totalité et leurs prolongements pratiques dans les structures régulières du Parti puisqu'elles sont l'enjeu d'affrontements entre courants. Il est pareillement impossible de les poser dans son courant, faute d'être accusé de remettre en cause son unité face aux autres courants.

L'orientation du Parti tend donc à être le fruit de négociations au sommet entre équipes plus ou moins connues, les militants étant juste jugés intéressants comme clientèle chargée d'arbitrer quand il y a vraiment opposition de courants. Peser sur l'orientation du Parti semble donc se résumer à se faire une clientèle électorale interne... de manière notamment à pouvoir entrer au sacro-saint Comité directeur, que ses membres ont une dangereuse tendance à considérer comme une instance intouchable et fermée aux initiatives de la base, ne serait-ce que parce que ses délibérations restent secrètes.

Ce mode de fonctionnement est insatisfaisant et dangereux. C'est à l'abri de cette pratique que se développent les tendances à l'atomisation du Parti, chaque groupe ayant son terrain d'action sur lequel il fait ce qu'il veut. Des militants se demandent pourquoi ils viennent discuter collectivement de leur pratique alors que le Parti ne s'y intéresse pas, tout occupé par ses querelles de tendances.

Dès leur première réunion, dans de nombreuses sections, les nouveaux adhérents sont mis en demeure de se prononcer pour tel ou tel clan. Il devient nécessaire pour avoir accès à l'information, de faire partie d'une tendance. Les militants venus au Parti pour acquérir une formation politique qui n'est réelle qu'au travers des luttes, de leur orientation et de la prise de décision, assistent en fait à des joutes oratoires entre les chefs de clan. Alors qu'ils attendent de notre Parti la possibilité de participer aux décisions politiques, ils en sont exclus. C'est la conséquence d'un parti qui fonctionne selon une logique d'appareil.

Dès lors, la dynamique militante du P.S. se trouve affaiblie, les besoins de propositions jusqu'ici assumés par les militants se trouvent comblés, sans contrôle politique, par les "experts" ou pseudo-tels (problèmes de l'armée, de l'indemnisation des actionnaires, etc.).

Une telle substitution est lourde de conséquence, la relation **mouvement de masse-militants-direction du Parti** est remplacée au niveau programmatique par celle de **technocrates-appareil-direction**. Dès lors, les experts qui travaillent selon les réflexes propres à leur formation dominée idéologiquement par la logique capitaliste, ne sont plus intégrés, à de rares exceptions près, dans les mouvements de masse. Dans la période électorale d'aujourd'hui, cette évolution du Parti entraîne inévitablement vers une pratique social-démocrate qui remet en cause la stratégie d'Epinay. Nous assistons notamment à un développement formidable du double langage. Par exemple, on fait ressortir devant les militants les éléments de rupture avec le capitalisme contenus dans le Programme commun tandis que l'on explique à la population et au patronat que les changements vont être limités. On recommence également à opposer les luttes aux élections.

## 3. Les conditions d'une réelle victoire : les militants doivent reprendre leurs affaires en main

3.1. Pour que l'amorce d'un processus de renversement du capitalisme en France soit possible

Chacun sait que les conditions d'une victoire prédéterminent partiellement les pratiques du vainqueur. La Gauche unie ne pourra gouverner que si les décisions sont conformes aux objectifs politiques qui ont su rassembler ceux-là même qui ont créé les conditions de sa victoire ; la lutte pour le pouvoir comme la pratique de celui-ci doivent donc trouver leur détermination dans les mouvements de masse. Or, dans notre pays où les élections ont une importance considérable, le Parti a tendance à favoriser le rapport **appareil du Parti-électeurs** au détriment des rapports **militants-travailleurs**, considérant, à tort, que ces deux types de relations sont contradictoires, qu'elles s'excluent l'une l'autre. C'est le fameux "pas de vague, il ne faut pas effrayer l'électeur". Cela réduit notre Parti au rôle de séducteur des mécontents et relègue ainsi nos propositions politiques dans le seul champ du réformisme. Cet argument faussement électoral, comme le prouvent les résultats électoraux depuis Epinay, est un frein à la dynamique du Parti, il l'empêche de remplir sa fonction pédagogique qui permet aux masses de trouver un débouché politique à leur lutte.

Or, l'histoire nous enseigne combien est éphémère une victoire acquise dans ces conditions qui, en acceptant d'isoler les appareils des partis du mouvement de masse, se réduit essentiellement à développer au sein de l'appareil d'Etat inchangé, des luttes de clans.

Pour que l'amorce d'un processus de renversement du capitalisme soit possible, en s'appuyant sur les revendications de contrôle, nous devons rétablir la relation mouvement de masse-pouvoir militant-direction du Parti, dans laquelle le Parti à l'écoute du mouvement lui permet de déboucher afin d'aller plus loin. Pour cela, les militants doivent appuyer l'aspiration profonde qui se développe dans les sections pour assainir les débats en les reconnectant étroitement à leur pratique. Ils doivent savoir aussi que **c'est à eux qu'appartiennent les fédérations et le national**.

C'est la tâche des sections de peser pour rendre plus efficace l'intervention du Parti dans les mouvements de masse et pour permettre aux militants de retrouver un pouvoir politique à l'intérieur du Parti.

## 3.2. Pour que le Parti ne soit pas absorbé par l'appareil d'Etat

Ce qui s'est passé dans l'armée, les déclarations des uns et des autres sur l'écologie, sur le nucléaire, sur l'école, montre que les militants sont déjà mis devant les faits accomplis, mais de plus que peut faire un parti qui n'a que 150 000 membres, qui est presque absent, en tant que tel, dans la jeunesse, le mouvement étudiant, la majorité des entreprises, et qui n'a pas su intégrer dans sa réflexion et sa pratique l'apport des relais sociaux où il est présent : syndicats, associations de cadre de vie, mouvements de femmes, etc.

Une telle organisation, comme l'histoire le montre (notamment le Front populaire), risque d'être absorbée par le pouvoir. Tout se décidera au gouvernement, le Parti ne sera plus qu'un organe d'exécution chargé d'expliquer aux travailleurs que ce que fait le gouvernement est bien et conforme à "l'intérêt des travailleurs".



Nous devons avoir conscience de la gravité de cette question, les sections doivent par leur pratique à la base, par leur poids, davantage s'exprimer dans le Parti et essayer d'éviter les déviations.

### 3.3. Propositions pour que les militants reprennent leurs affaires en main et pour qu'il soit mis fin au gaspillage des forces militantes

Depuis Epinay, les militants arrivés au P.S. avec des volontés politiques diverses se sont regroupés en tendances. Celles-ci ont permis, dans une première phase positive, que la confrontation politique, préalable à toutes propositions, soit l'élément moteur de la dynamique du nouveau parti. Elles ont donc permis de doter les militants d'un véritable pouvoir d'orientation politique.

Elles donnaient à l'organisation les bases de sa pratique, les congrès étaient alors conçus comme les prolongements normaux de la volonté des militants. Puis, insensiblement d'abord et au grand jour à Pau, une logique d'appareil s'est substituée et a dépeupillé les militants de leurs pouvoirs. Le débat politique s'est éteint, remplacé le plus souvent par des "analyses" psychologiques sur tel ou tel. Un Yalta interne au P.S. s'est institué.

Un gaspillage considérable de possibilités militantes: que de richesses inemployées dans les adhérents recrutés depuis Epinay, que de camarades déçus parce qu'ils ne trouvent pas leur place militante dans l'action et la réflexion du Parti; bien souvent leur passé militant dans des associations ou des syndicats est là pour conforter l'idée que c'est bien dans les méthodes de notre Parti qu'il faut chercher les causes de ce gaspillage.

Parmi ces causes, on peut citer:

- Le temps beaucoup plus important passé à s'occuper de questions internes au Parti plutôt que d'action vers l'extérieur (un congrès ou une convention ne doivent pas être l'occasion de cesser l'action militante);
- La certitude acquise au fil des mois par les militants qu'ils pèseront peu sur les décisions importantes (armée, Europe, indemnisations);
- Le langage utilisé dans les textes qui constitue à lui seul un moyen de sélection de la base éventuellement consultée;
- L'absence d'objectifs et de campagnes de lutte qui, coordonnées au plan national, créeraient un effet d'émulation et permettraient de lier le débat à l'action militante;
- La structuration des courants en véritables tendances dont l'objectif essentiel n'est plus de faire passer des idées mais de conserver ou d'augmenter une clientèle.

La riposte à cela est simple et néanmoins subversive. Il faut établir un véritable fonctionnement démocratique interne et ne pas avoir peur de dénoncer publiquement les aberrations qui peuvent se développer en notre sein (chacun son petit Créteil).

A tous les niveaux et dans les sens horizontal et vertical, l'information doit circuler, car aujourd'hui souvent la différence de pouvoir est une différence d'information.

Les militants devraient avoir en permanence connaissance des débats et des décisions prises, des organes élus, comme des courants. Le Parti devrait publier in extenso les comptes rendus de congrès (par exemple celui du congrès d'Epinay

serait très formateur pour les nouveaux adhérents). Comme publication interne il devrait également publier ceux du Comité directeur.

Le bulletin intérieur devrait constamment, à la fois faire le point sur les questions en débat dans le Parti et être ouvert aux sections qui veulent relater leurs expériences militantes et proposer de nouvelles questions à la discussion, en particulier présenter des rapports courts sur les propositions faites par les commissions.

Aux experts recrutés par le Secrétaire national et placés sous sa seule responsabilité, le Parti substituera des commissions d'études au niveau fédéral et national dont les membres seront mandatés par les sections et les fédérations. Les travaux de ces commissions seront dans tous les cas soumis au débat et au vote de l'ensemble du Parti avant d'être exécutoires.

Un règlement intérieur devrait être institué afin de prévoir des conditions permettant l'ouverture d'un débat dans l'ensemble du Parti sur un sujet donné, si la demande est suffisante. Par exemple, sur l'armée, si une procédure avait existé, il est probable qu'il y aurait eu un nombre suffisant de sections pour demander l'ouverture de débats.

Dans la presse du Parti, une tribune militante devrait exister, ouverte aux membres du Comité directeur, aux fédérations et aux sections. En 1936, Marceau Pivert pouvait écrire dans le *Populaire* un article dont le titre était: "Tout est possible". Justement, aujourd'hui cela ne le serait plus. Pour s'exprimer, il faut avoir assez de relations pour obtenir une tribune libre dans les journaux autres que ceux du Parti; quant aux militants, pour s'informer, ils doivent lire le *Monde*.

La Revue socialiste devrait être ouverte à tous et permettre la confrontation, seul moyen d'éviter les procès d'intention, sur des thèmes où il existe des désaccords (nationalisations, armée, Europe).

Un effort doit être fait pour rendre lisibles les textes du Parti, si des divergences existent, qu'elles soient clairement indiquées aux militants et qu'elles ne se règlent pas en catimini, par un débat obscur autour d'un mot ou d'une virgule.

La formation qui, aujourd'hui, ne répond pas au besoin des militants car on leur plaque des analyses pseudo-marxistes qui sont tout à fait coupées de la réalité, devrait être reliée aux luttes. Une école de cadres devrait permettre aux camarades qui ont des divergences théoriques importantes de les expliciter afin que les militants là aussi, puissent se prononcer et ne soient pas soumis à une espèce de terrorisme pseudo-idéologique qui sert à certains pour affirmer leur pouvoir.

La création d'un journal quotidien (organe du Parti) devrait être considérée comme une priorité absolue dans une perspective de prise du pouvoir par la Gauche.

La modification des statuts de telle sorte que les instances du Parti, notamment le Comité directeur, ne soient pas, de fait, mises en place par cooptation.

Nous devons également reprendre les propositions concernant la coupure automatique des sections au-delà d'un certain nombre, le non-cumul des mandats, la rotation régulière des tâches.

Ce ne sont là que des premières propositions. Nous voulons que la victoire de la Gauche ne soit pas seulement une équipe qui en chasse une autre. Cela doit être le début d'une rupture avec un type de fonctionnement social et économique basé sur l'exploitation et la hiérarchie. Mais, après la victoire électorale, tout reste à faire: maintenir l'activité économique, rompre avec le capitalisme, transformer les rapports économiques et sociaux, découvrir et inventer l'autogestion. Ceci ne peut être réalisé qu'avec l'assentiment des travailleurs en intégrant à tous moments leurs initiatives.

Seul un parti ayant montré correctement dans la période actuelle, dans sa pratique et dans sa théorie, qu'il est devenu un outil de transformation de la société pourra relayer et organiser les luttes dans cette phase.

Pour y arriver, les militants et les sections doivent se regrouper au-delà des divergences, pour casser les blocages actuels afin de réintroduire le débat politique qui aboutira peut-être à des reclassements salutaires sur les bases réelles et politiques.

## TEXTE PRÉSENTE PAR LA SECTION DE BÉZIERS (HÉRAULT)

### *Elections municipales*

La section de Béziers demande que l'activité et les décisions des responsables nationaux chargés de suivre la préparation des élections municipales fassent l'objet d'un rapport particulier soumis à la discussion de l'ensemble du Parti afin que les sections

ou les militants puissent formuler toutes observations utiles.

Un vote distinct serait émis sur ce rapport. Dans la négative en effet, les sections qui désapprouvent l'attitude du Parti en cette période n'auraient que la ressource de voter contre le rapport général d'activité du Premier secrétaire national.

## APRÈS LA VICTOIRE DE LA GAUCHE ET DU PARTI SOCIALISTE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

"L'UNITÉ" doit connaître un nouvel essor



## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE VALENCE (DRÔME)

La crise du système capitaliste, les divisions de la Droite, la montée de la Gauche dans le pays, rendent de plus en plus crédible l'arrivée de la Gauche au pouvoir.

Une telle hypothèse doit amener l'ensemble du Parti à analyser clairement les réalités présentes :

- A définir tout aussi clairement les axes politiques essentiels sur lesquels s'appuiera son action ;

- A hisser sa capacité politique au niveau de l'affrontement de classe qui s'intensifiera dès la prise du pouvoir.

C'est pourquoi, sans prétendre embrasser tous les problèmes, nous entendons apporter notre contribution à la réflexion collective, préparatoire au congrès et aux décisions du Parti.

### *Les enjeux de la période*

La crise a aiguë l'affrontement de classes entre bourgeoisie et travailleurs. L'issue de la crise dépend des rapports de force de chaque classe.

Ou les capitalistes réussissent à imposer l'austérité aux travailleurs, à reconquérir la confiance des couches moyennes pour consolider leur pouvoir et réussir la restructuration de l'économie internationale.

Ou les travailleurs, par le développement de l'action contre l'austérité, en ralliant à eux les autres couches sociales également victimes de la restructuration, imposent une rupture avec la logique capitaliste et engagent un processus de construction d'une société socialiste autogestionnaire.

L'enjeu est donc bien le refus d'un consensus national autour de la bourgeoisie et la constitution d'un bloc révolutionnaire autour des travailleurs.

#### *1. Les rapports de force en présence*

**Le bloc historique bourgeois :** dominant l'après-guerre, se désagrège sous la pression de la nouvelle bourgeoisie internationale directement liée aux intérêts américains. L'alliance traditionnelle : grande bourgeoisie, bourgeoisie nationale et couches moyennes (paysans, petits commerçants, artisans...) est remise en cause par la restructuration et l'ultra concentration du capitalisme.

La bourgeoisie internationale dominante cherche à conquérir d'autres couches en constant développement numérique (couches techniciennes, intellectuels...) tout en manœuvrant pour conserver au maximum l'appui des couches moyennes traditionnelles.

**Le bloc historique nouveau :** la classe ouvrière constitue un front de classe autour d'elle-même avec les couches moyennes et couches nouvelles prolétarisées (employés, techniciens).

#### *2. Les stratégies de la Droite*

Ces nouveaux clivages sociaux déterminent les stratégies des différents pôles du pouvoir :

La Droite rêve d'une social-démocratie à l'allemande. L'alliance des couches moyennes, d'une partie de la classe ouvrière sous la tutelle de syndicats "raisonnables" et de la bourgeoisie permet d'obtenir un consensus social nécessaire à la restructuration du système.

Le jeu de la Droite est donc à terme de casser le bloc de Gauche et politiquement, aujourd'hui, en France de diviser l'Union de la Gauche.

Faute d'avoir jusqu'à présent divisé l'Union de la Gauche à froid, elle tentera de le faire à chaud.

Chirac essaie, par son style musclé, de reconquérir les couches moyennes traditionnelles, ainsi que la fraction des travailleurs qui votaient gaulliste.

La différence entre Giscard et Chirac étant une différence de tactique plus que de conception de fond, car tout deux appuient la même politique au service de la restructuration.

### *Pour une stratégie de rupture*

La rupture avec la logique capitaliste nécessite une volonté politique d'expropriation des capitalistes de leur pouvoir dominant.

Pour ne pas être soumis à la loi de l'impérialisme américain, pour retrouver une indépendance nationale, il est nécessaire de retrouver notre indépendance économique.

Il faut donc s'attaquer, dès l'arrivée de la Gauche, au pouvoir économique dominant, celui des firmes internationales, en nationalisant immédiatement les principaux moyens de production et d'échanges (ensemble de crédit, groupes multinationaux dominant en France, R.P., P.U.K., Empain.Schneider, C.G.E., Michelin, B.N.S., Saint Gobain-Pont-à-Mousson, Peugeot-Citroën, sidérurgie, informatique).

Ces nationalisations devront s'inscrire dans le cadre d'une planification démocratique pour se sortir au maximum de la division internationale du travail, pour retrouver l'indépendance technologique et une autonomie économique, ce qui n'ira pas sans la recherche de compromis et de nouvelles alliances économiques.

#### *1. La prise du pouvoir et la rupture*

L'intensité de la crise, la prolétarianisation de couches sociales, la montée du chômage, de l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat, sont des facteurs offrant à la Gauche une chance de prendre le pouvoir. Mais qu'en fera-t-elle ?

**Le Programme commun une actualité :** pôle d'attraction du front de classe anti-impérialiste et antimonopoliste, le Programme commun constitue actuellement la seule alternative de changement radical de politique économique et sociale, de changement de système.

Sans être un programme de transition, le Programme commun pose le problème de la transition.

En refusant les compressions du pouvoir d'achat au nom de l'austérité, il met l'accent sur la satisfaction prioritaire des besoins de la population et prévoit un ensemble de mesures sociales permettant une rapide augmentation du pouvoir d'achat : c'est la véritable politique de relance contre l'inflation. Son noyau dur, intangible (démocratisation de l'économie avec les nationalisations et le contrôle des travailleurs) en fait un élément de rupture avec le capitalisme dans la mesure où il sera appliqué immédiatement après la prise du pouvoir. Mais des compléments sont nécessaires pour mettre en place une transition réelle, sans aucune déviation.

**Le rôle du plan dans la régulation du marché :**

La régulation de l'économie par le marché est en contradiction directe avec la régulation par le plan. Les socialistes doivent affirmer la nécessité d'une planification qui est seule capable de réaliser les adaptations nécessaires pour mettre en place les bases d'une régulation socialiste de l'économie afin de transformer fondamentalement le mode de production capitaliste et son système de consommation basé sur la rentabilité et le profit au détriment des réels besoins de la population.

Cette planification démocratique de l'économie doit s'accompagner de la volonté politique de sortir la France de la division internationale du travail en affirmant dans les choix économiques la double dimension autogestionnaire et anti-impérialiste du Programme commun.

**L'exigence d'unité :** l'Union de la Gauche représente la seule possibilité de changement de société. Elle implique une exigence d'unité amenant les deux grands partis P.S.-P.C. à se développer l'un par rapport à l'autre. Cette dialectique continuera à jouer, même après la prise du pouvoir, sur des bases conflictuelles d'émulation et de concurrence.

Il est fondamentale que l'unité des deux partis ait une logique socialiste commune, c'est-à-dire une stratégie de transition commune.

Cela passe par une lecture et un approfondissement commun du Programme commun qui, par son application loyale et résolue, sera la meilleure garantie de rapprochement : appliquer le programme des nationalisations sans se détourner des mesures prévues en matière de contrôle



des travailleurs, d'expériences autogestionnaires, de décentralisation du pouvoir.

Le Parti socialiste doit avoir la volonté politique de proposer rapidement une rencontre sur ce thème et également sur les thèmes actuels de désaccord : Europe, nationalisations. Le P.S. ne peut pas être le seul Parti de la rupture avec le capitalisme, mais son rôle y est déterminant et son souci d'unité fondamental. Il doit combattre violemment et à tous les niveaux les éléments d'anticommunisme primaire qui peuvent s'y développer, ceci étant une arme idéologique de la Droite et non d'un parti pour le socialisme.

## 2. L'indépendance nationale

Parler d'indépendance nationale ne veut pas dire mettre en avant le patriotisme nationaliste mais réellement s'attacher à mettre en place une politique de transition en rupture avec le capitalisme.

Nous ne pouvons dissocier indépendance économique et politique. Cela veut dire qu'une France en marche vers le socialisme doit développer sa lutte contre l'impérialisme américain. Elle doit créer une nouvelle dynamique de relations internationales en mettant en place de nouvelles formes de coopération basées sur l'intérêt mutuel et l'échange égal, car ceci constitue déjà une brèche dans la logique impérialiste.

La Gauche doit avoir la volonté politique de sortir la France de la division internationale impérialiste du travail, elle doit pour cela s'attaquer dès la prise du pouvoir au pouvoir économique des firmes multinationales en nationalisant immédiatement les principaux moyens d'échange et de production capitaliste et utiliser différents moyens :

- Renforcer la cohérence et l'autonomie des principales productions nationales en liaison avec le développement du marché intérieur ;
- Diversifier les échanges et notamment les sources d'approvisionnement en énergie et en matières premières ;
- Développer les accords de coopération et d'échange avec les pays ayant une politique de rupture à l'égard de l'impérialisme.

Seule une politique allant contre l'impérialisme permettra réellement le passage au socialisme et cela passe par notre indépendance économique vis à vis des U.S.A. et la sortie de la France par rapport à la division internationale du travail.

## 3. Une Europe des travailleurs

Une véritable expérience socialiste en France devra s'élargir à tous les niveaux de l'Europe.

Bien qu'elle doive continuer à entretenir des relations d'échanges commerciaux et industriels avec les pays d'Europe capitalistes, la France devra passer de nouvelles alliances, une nouvelle politique plus systématique d'échange et de coopération avec les pays d'Europe du Sud et d'Afrique afin de contrebalancer l'hégémonie des pays de l'Europe du Nord qui sont les relais directs de l'impérialisme.

Cela veut dire actuellement de refuser le renforcement des institutions européennes

qui, en l'état actuel des choses, déposséderait les états de leur pouvoir et ainsi renforcerait la capacité de l'impérialisme d'intervenir dans nos affaires intérieures.

La Gauche française par contre, devra proposer au mouvement ouvrier européen un programme contre l'emprise des multinationales (réduction des durées de travail...) et ainsi mettre en place une puissante mobilisation de masse contre l'impérialisme U.S. et ses relais européens.

## Lutte pour le contrôle, contrôle, autogestion

Le nombre important des conflits sociaux depuis quelques années marque un refus de plus en plus déterminé des rapports de production capitaliste.

Le P.S. doit donc rechercher les moyens d'affirmer la pleine responsabilité des travailleurs : le pouvoir des travailleurs et la propriété collective ne pouvant devenir des réalités que si les salariés ont le pouvoir de s'unir et de décider ensemble, là où ils travaillent et là où ils vivent, ce qu'ils veulent produire et dans quelles conditions.

### 1. Lutter aujourd'hui pour contrôler demain

En menant la lutte contre l'arbitraire patronal sur l'organisation et les conditions de travail, le volume et l'éventail des salaires, l'information sur la gestion de l'entreprise, les travailleurs acquièrent l'expérience, la formation, l'information qui sont les bases mêmes de l'autogestion.

Mais le P.S., en tant que parti politique de classe, a un rôle complémentaire fondamental à jouer avec les organisations syndicales : apporter la dimension politique en établissant le lien entre les préoccupations des travailleurs et les solutions que seuls un projet et une stratégie politiques peuvent apporter durablement.

Cela implique la reconnaissance légale de la représentativité des partis politiques dans l'entreprise comme organisation de classe des travailleurs.

### 2. Préparer la transformation de l'Etat

Bien que l'entreprise soit le lieu privilégié de l'exploitation capitaliste, c'est aussi à tous les niveaux du pouvoir d'Etat que doit se mener la lutte pour le contrôle, notamment dans les superstructures du système (municipalités, armée...), en développant l'information, la décentralisation, le contrôle des usagers. Et ainsi donner à la classe ouvrière la possibilité réelle de la prise du pouvoir.

Il faut donc rapidement, et de façon concrète, développer le débat sur les modalités de contrôle des travailleurs quand la Gauche sera au pouvoir.

## Un parti de masse et de classe

### Le néotravailleurs, une voie ou une impasse ?

La nouvelle tentative de la bourgeoisie française est de copier les pays capitalistes avancés du nord de l'Europe : politique contractuelle, écologie à bon compte, libéralisation des mœurs... C'est la société libérale avancée de Giscard, qui n'est pas sans déplaire à une certaine frange social-démocrate du P.S.

Ces derniers souhaitant prendre le pouvoir tout en vidant de son contenu le Programme commun, et aussi offrir par leur anticommunisme les failles nécessaires au capitalisme pour disloquer le front de classe antimonopoliste et anti-impérialiste. C'est là une politique résolue de continuation du système en place, en l'aidant par une pratique intelligente de régulation de conflits sociaux, à se restructurer et à renforcer son pouvoir. Ce n'est certainement pas la voie vers le socialisme autogestionnaire qui nécessite le changement profond des rapports de production et du mode de production actuels.

### Préparer la phase de transition

La marche vers le socialisme autogestionnaire passe par la victoire électorale et une phase de transition où la politique à mener envers le rassemblement d'un front de classe doit être claire :

- **Front de classe et hégémonie de la classe ouvrière**

La stratégie d'un rassemblement d'un front de classe ne se limite pas à la lutte électorale, mais c'est la conquête de l'hégémonie idéologique, sociale et politique.

Il s'agit de disloquer le bloc au pouvoir et de le remplacer par celui constitué **autour de la classe ouvrière**, de tous les exploités.

Mais actuellement la classe ouvrière n'est pas totalement ni définitivement ralliée à des objectifs anticapitalistes. Il faut donc amplifier le travail de masse, notamment dans les entreprises, afin de développer dans les masses la prise de conscience de l'exploitation et de la logique du système. De plus la Gauche ne doit pas amener les couches intermédiaires en édulcorant son programme mais en les ralliant sur les positions de classe des travailleurs : elle doit offrir un véritable choix de société en menant une vigoureuse lutte contre l'idéologie bourgeoise.

Le P.S. doit donc s'ancrer plus profondément dans la classe ouvrière et faire d'elle l'élément moteur de la rupture avec le capitalisme en rassemblant sur ses positions les couches exploitées de l'ensemble du système.

C'est-à-dire à l'intérieur du P.S. développer les intérêts et les positions de classes sur ses adhérents et à l'extérieur avoir une véritable action de masse et d'implantation.

- **Une dialectique nécessaire** : le passage du capitalisme au socialisme passe par une période d'intensification de la lutte des classes, et les masses tendent spontanément à créer des instruments autonomes de leur pouvoir (soviets russes, conseils ouvriers, comité de grève...), l'Etat bour-



geois n'étant pas l'instrument adéquat du pouvoir des travailleurs.

Dans une période de transition, le rôle des partis ouvriers est d'assurer la cohérence entre le mouvement de masse et l'action des dirigeants de l'Etat bourgeois. Ces organisations sont indispensables pour élaborer une stratégie en confrontant les aspirations des masses aux contraintes résultant des rapports de forces, pour en impulser l'application, pour éviter les débordements voués à l'échec.

Le P.S. doit dès maintenant se préparer à cette échéance, c'est-à-dire qu'il ait une implantation supérieure dans la classe ouvrière (le P.C. ne pouvant et ne devant pas être le seul Parti ouvrier, dans le but d'un succès).

Etre une organisation de masse sur des positions de classe, telle doit être la réalité du P.S.: implanter le P.S. dans la classe ouvrière, mais aussi implanter la classe ouvrière dans le Parti.

## Se donner les moyens

Si le P.S. est devenu le premier Parti de France, au niveau électoral, il est loin de l'être sur le plan militant. Il est nécessaire de le renforcer et de le dynamiser pour en faire un Parti adulte capable d'assumer la transition vers le socialisme.

– **Un Parti présent dans les entreprises**: l'entreprise étant le lieu privilégié de l'exploitation capitaliste, c'est là que doit se développer prioritairement l'action du Parti pour avoir une réelle implantation dans la classe ouvrière et être à l'écoute des aspirations des travailleurs.

Cette orientation ne doit pas se borner à un volontarisme généreux mais se concrétiser par: une présence **régulière** des militants à la porte des entreprises; une présence effective à l'intérieur des entreprises des militants existants qui doivent se manifester en tant que P.S. et diffuser notre conception et notre stratégie. Pour cela ces militants devront être prioritairement formés et devront accéder à des postes de responsabilité; une information externe du Parti vers les entreprises expliquant politiquement les problèmes (tracts, affiches, réunions publiques...); par une information interne auprès des adhérents sur les problèmes des entreprises;

– **Un Parti présent dans toutes les luttes**: au niveau des quartiers, du cadre de vie, le Parti doit apparaître et proposer des solutions;

– **S'armer pour l'action**: l'implantation du Parti, son renforcement ne peut être réel sans militants formés, capables d'intervenir publiquement, d'analyser, d'expliquer la situation politique du moment.

Cela nécessite un débat politique permanent dans les sections, le développement des stages de formation pour les militants, l'organisation d'une véritable école du Parti pour ses responsables. La formation est une des priorités du Parti pour affronter efficacement la période historique actuelle et ne peut se faire sans un effort militant et financier conséquent;

– **Le Parti et ses élus**: lors d'une élection le Parti délègue des militants pour le représenter, la victoire qu'ils peuvent remporter

n'est pas le reflet de leur personnalité mais bien celle de l'ensemble du Parti. C'est donc sous le contrôle effectif du Parti qu'ils doivent assumer leurs responsabilités. Pour cela il est nécessaire:

- de répartir les tâches et de limiter le pouvoir de quelques personnalités en limitant le nombre de mandats auxquels ils peuvent accéder: à un mandat national ne peut s'ajouter qu'un mandat local important;
- de créer les instruments pour effectuer un contrôle efficace, le compte rendu de mandat n'étant pas suffisant;
- de verser les indemnités d'élu au Parti qui les redistribuera en fonction des besoins de chacun.

L'objectif du Parti doit être la création d'un véritable statut des élus, seule solution pour que les travailleurs puissent avoir des responsabilités électives;

– **Démocratiser le Parti**: dans la période actuelle l'unité du Parti autour d'un projet clair et démocratiquement élaboré est fondamentale. L'Union de la Gauche nécessite l'unité du P.S. La cohésion et la démocratie intérieure sont un seul et même problème.

Le Parti devant être une arme au service des travailleurs et non une machine électorale servant à la promotion sociale de

quelques-uns. Pour ce faire un certain nombre de principes doivent être respectés:

- Non cumul des mandats et contrôle politique des élus;
- Débat politique loyal permettant la confrontation des idées et leur synthèse éventuelle;
- Information et participation politique de l'ensemble des militants;
- Information véritable par des revues internes distribuées à tous et **en temps utile**;
- Information complète sur la vie intérieure du Parti mais aussi sur les choix politiques possibles et les débats en cours;
- Participation politique des militants et respect des décisions qu'ils ont prises de préférence à une politique élaborée par des spécialistes ou autres techniciens dans le secret des bureaux parisiens;
- Liaison constante entre les responsables (bureau, C.E., etc) et l'ensemble des militants.

Renforcer le Parti, sa cohésion, le dynamiser, le démocratiser, permettra de lui donner tous les moyens nécessaires à son ambition et aussi d'avoir la garantie par son fonctionnement démocratique que le socialisme n'est pas un vain mot.

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION D'ENTREPRISE "AIR FRANCE" DE PARIS

Les militants de la section Air-France-Paris ont pris connaissance avec une profonde surprise de l'information parue dans "Le Monde" du 29 mars selon laquelle le Comité directeur du Parti aurait adopté le 26 mars un règlement intérieur qui imposerait, notamment aux sections d'entreprises, de se réunir dans le local de la section territoriale pour émettre leurs votes. Renseignement pris auprès du Parti, cette décision nous a été confirmée.

La section n'a pas d'objection à l'établissement d'un système de contrôle portant sur l'application correcte de la démocratie dans l'expression de la position des sections mais elle entend que les règles adoptées s'appliquent à toutes les sections, sans aucune exclusive.

Elle tient donc à élever une protestation énergique contre la mesure adoptée qui,

1. Témoigne d'une méfiance intolérable à l'égard de militants engagés dans un combat difficile pour implanter les idées du Parti et accroître son influence dans le monde du travail;
2. Rabaisse les sections d'entreprise au niveau de sections mineures, non souveraines, soumises au contrôle des sections locales, contrairement aux statuts qui, dans son article 14, n'introduisent aucune discrimination entre section géographique, d'entreprise ou d'université;
3. Contredit la doctrine du Parti telle qu'elle a été définie au congrès de Pau qui, dans sa motion d'orientation, accordait une priorité absolue au développement des sections et groupes d'entreprises;
4. Va à l'encontre du principe autogestionnaire en ce qui concerne l'autonomie de décision des cellules de base.

La section constate que le règlement intérieur adopté par le Comité directeur n'a donné lieu à aucun débat préliminaire, pas plus d'ailleurs qu'à une quelconque information interne.

Elle déplore que toute l'agitation préalable au congrès, dont la presse fait largement état, ne donne lieu à aucune mise au point interne de la part des instances dirigeantes du Parti.

Elle souhaite que la préparation du congrès soit l'occasion d'un grand et véritable débat sur les conditions de l'exercice de la démocratie dans le Parti, dans la perspective du socialisme autogestionnaire pour lequel nous luttons.

Elle demande, enfin, que la mesure discriminatoire concernant les sections d'entreprise soit immédiatement rapportée et que le règlement intérieur adopté par le Comité directeur fasse l'objet d'une diffusion aux sections dans les délais les plus brefs.



**TEXTE PRÉSENTÉ  
PAR LA SECTION DE L'ÉCOLE NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LA RUE D'ULM (PARIS)**

La section de l'E.N.S. de la rue d'Ulm estime que l'action de classe du Parti, dans sa propagande et son recrutement, nécessite un grand hebdomadaire populaire. L'Unité devrait se donner les moyens de jouer ce rôle.

- a) Par la présentation : nouvelle page de garde, typographie plus lisible, etc.
- b) Par le contenu : articles plus concis, plus nets ; publicité plus systématique des textes et des thèses du Parti ; rubriques de loisirs plus importantes.

Proche du pouvoir, notre Parti devra avoir une presse à la hauteur de ce qu'attendent de lui les citoyens et les travailleurs.

Parti démocratique, le Parti socialiste doit avoir un large recrutement de classe, où toutes les couches des travailleurs exploités tiennent leur vraie place et leurs vraies responsabilités. Il faut donc, par priorité :

- Développer le secteur entreprises ;
- Que le Parti, à tous les échelons, par un travail de formation approfondi et accessible à tous, puisse avoir des responsables en nombre suffisant pour qu'une rotation régulière soit possible ;
- Que l'information circule plus efficacement ;
- Que les militants soient plus fréquemment consultés, par exemple par des conventions nationales.

La section de l'E.N.S. de la rue d'Ulm considère que le Parti doit préfigurer la société socialiste de demain, à la fois solidaire et pluraliste. Par conséquent :

- Les socialistes ne sauraient tolérer aucune fraction possédant sa propre structure permanente, sa propre discipline, développant publiquement des thèmes contraires à ceux arrêtés par le Parti, et ayant pour but de partir à la conquête de l'appareil, à tous les échelons et par tous les moyens. Les secrétaires nationaux doivent tous, dans leurs déclarations publiques, se tenir à la ligne du Parti ;
- En même temps, dès lors qu'il s'agit de préparer et d'alimenter la discussion sur les décisions que le Parti peut avoir à prendre, nul ne peut prétendre de droit lui imposer sa loi : la libre expression en son sein des courants qui le traversent doit être effectivement garantie dans tous les domaines, et par les moyens nécessaires. C'est pourquoi, entre autres, l'existence des clubs associés et de leurs publications constitue un gage indispensable de richesse et de rénovation.

Le socialisme scientifique est le contraire du dogmatisme et du terrorisme idéologique. La section de l'E.N.S. de la rue d'Ulm estime donc que la direction du Parti issue du congrès de Nantes devra faire appliquer strictement l'article 4 des statuts nationaux, dans les deux aspects indissociables qu'il énonce.

**TEXTE PRÉSENTÉ  
PAR LA SECTION  
D'ARNOUVILLE-LÈS-GONESSE  
(VAL-D'OISE)**

La section d'Arnoville-lès-Gonesse du Parti socialiste :

- Réaffirme que la loi du Parti est définie par ses statuts et le congrès, ce qui implique que nul militant ne peut s'exprimer au nom du Parti en présentant des thèses personnelles ;

- Réaffirme par exemple, conformément au Programme commun de gouvernement, que : "le désarmement général universel et contrôlé est l'objectif principal d'un gouvernement de la Gauche unie. Celui-ci fondera, pour la durée de la législature, sa politique de défense nationale et de désarmement sur les principes suivants :

- a) Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ;
- Arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ;
- Reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique, avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés.

b) En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie militaire nucléaire."

La section d'Arnoville-lès-Gonesse, texte adopté, le 29 mars 1977, par : 17 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions.

**TEXTE PRÉSENTÉ  
PAR LA SECTION  
D'ENTREPRISE  
I.B.M. DE PARIS**

**Motion 1**

Nous sommes conscients de la nécessité de rapports entre le P.S. et les directions d'entreprises afin de définir les grandes lignes des accords possibles en période de transition.

En tant que travailleurs d'une entreprise, nous estimons être les mieux placés pour connaître et apprécier les rouages internes et les pièges éventuels qui pourraient être tendus à des interlocuteurs politiques. De plus, nous sommes, ainsi que les travailleurs de l'entreprise, concernés prioritairement par tout ce qui touche à la vie future de celle-ci.

C'est pourquoi nous demandons que tout responsable du Parti, de quelque niveau qu'il soit, consulte immédiatement la section d'entreprise si un contact est envisagé entre le P.S. et les dirigeants de l'entreprise. Au cas où des contacts impromptus auraient lieu, nous demandons qu'un compte rendu nous soit transmis.

Nous comprenons que cette obligation crée une charge supplémentaire pour nos camarades, mais nous insistons sur l'importance du principe de ce contact à la base fondé sur les raisons suivantes :

- En ce qui concerne la politique industrielle vis-à-vis de l'entreprise, il faut éviter toute divergence entre la stratégie militante de la section d'entreprise et celle des responsables du Parti ;
- La consultation systématique des sections d'entreprises par les responsables du Parti, d'une part aidera à la reconnaissance de la section politique dans l'entreprise, d'autre part accroîtra l'importance des sections d'entreprises au sein du Parti.

Le non respect de ce principe risque d'annuler la crédibilité de la section d'entreprise vis-à-vis de ses propres membres, du personnel de l'entreprise et, à plus long terme, celle du P.S. en tant que Parti de masse.

**Motion 2**

Les membres d'une section d'entreprise sont souvent peu nombreux par rapport à la taille et la dispersion de l'entreprise. Pour se développer la section d'entreprise aurait besoin d'une aide efficace des fédérations dans deux domaines précis :

- **Propagande** : la section I.B.M. a envoyé en 1976 des lettres aux fédérations provinciales pour demander leur aide pour distribuer des tracts et connaître nos camarades adhérents des sections locales : la plupart sont restées sans réponse... ;
- **Adhésion** : il serait nécessaire de connaître les membres du personnel adhérent à des sections locales. Pour que les fédérations puissent nous communiquer ceci, il faudrait que l'entreprise figure sur le bulletin d'adhésion.



## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE BOURBONNE-LES-BAINS HAUTE-MARNE

Dans un an, la France aura peut-être un gouvernement d'Union de la Gauche. A ce moment, nos responsables auront une tâche tellement absorbante qu'il sera trop tard pour répondre à cette question fondamentale : quels seront les rapports entre les militants des fédérations d'une part, et les représentants du Parti socialiste au gouvernement d'autre part ?

Un gouvernement de Gauche, disposant de tout l'appareil administratif, pourra-t-il se passer de l'avis de ses militants ? Nous répondons : non. Nous demandons en conséquence que soit défini un **nouveau statut de l'élu socialiste**, à qui l'on pourrait confier ce rôle de relais.

Un Parti, fût-il de Gauche, qui ne tiendrait pas compte de la sensibilité de sa base, ne pourrait tenir longtemps le cap fixé, l'entreprise nécessitant un accord profond entre les gouvernants et les citoyens qu'ils représentent.

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION "FRANCK LEFORT" DU VAL-DE-MARNE

La section Franck Lefort de Nogent-sur-Marne insiste, une fois de plus, sur l'importance de la démocratie dans le Parti. Ses militants exigent que la base du Parti soit effectivement consultée sur tous les problèmes essentiels qui se poseront à un probable gouvernement de Gauche en 1978 ; les militants, eux seuls, doivent élaborer la politique du Parti : toute modification importante du Programme commun, notamment sur :

- L'armement stratégique ;
- La politique de l'énergie (centrales nucléaires) ;
- Le Parlement européen ;

doit être le fait des militants, démocratiquement consultés ; cela suppose que les fédérations organisent, dès maintenant, le débat au niveau des sections.

## TEXTES PRÉSENTÉS PAR LA SECTION DE BOIS-COLOMBES (92)

### ***Le problème européen***

1. *Un débat sur l'Europe aujourd'hui est opportun dans le Parti ;*
2. *On ne peut séparer les problèmes de politique extérieure des problèmes de politique intérieure ;*
3. *Il faut éviter les pièges que l'on nous tend à l'occasion du problème européen, en particulier pour fissurer l'unité de la Gauche ;*
4. *Un effort est à réaliser pour recenser et harmoniser les positions sur l'Europe :*
  - a) *En France entre P.S., P.C., M.R.G. ;*
  - b) *En Europe entre les diverses gauches européennes ;*
5. *La section demande qu'il y ait, en cas de vote sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, un contact précis, organisé et clair au niveau des partis signataires du Programme commun.*

### ***Motion sur l'expression démocratique au sein du Parti***

Sur des questions importantes qui n'ont pas été étudiées au précédent congrès (nouvelle situation en Europe, centrales nucléaires, démocratie dans l'armée...), une réflexion interne devrait aboutir à des consultations de l'ensemble des membres du Parti, sous une forme légère, selon par exemple les modalités suivantes :

1. A la demande d'un grand nombre de militants, de sections ou de fédérations, les sujets sont retenus par le Comité directeur ;
2. S'il y a une commission d'étude spécialisée sur le problème, elle fournit dans le **Poing et la Rose** une documentation sommaire sur le sujet ;
3. Des discussions ont lieu dans les sections qui le désirent. Des votes ont éventuellement lieu pour exprimer l'éventail des points de vue ;
4. Ces résultats sont collectés par une commission qui dresse le bilan, le communique dans le **Poing et la Rose**. Le Comité directeur prend les décisions en tenant compte de la consultation, et dans le respect de la ligne définie au dernier congrès.

## TEXTES PRÉSENTÉS PAR LA SECTION DE PUYLAURENS FÉDÉRATION DU TARN

### ***Texte 1***

La section socialiste de Puylaurens propose que le Parti socialiste étudie un certain nombre de mesures s'inscrivant dans le cadre des revendications exprimées par les écologistes, en particulier lors des dernières élections. Consciente que l'opinion publique, à juste titre et de plus en plus, s'inquiète de la progression des diverses pollutions, agressions et dégradations du cadre de vie et de l'environnement, la section socialiste **demande** que de grands débats nationaux soient organisés dans l'ensemble du pays par les sections locales, ouverts au plus grand nombre de citoyens, pour étudier notamment :

- Les problèmes de l'énergie ; le nucléaire doit-il rester une solution envisageable malgré ses dangers de plus en plus évidents et les saines réactions des intéressés en France (Creys-Malville) et en Allemagne en particulier ?

- Limitation de la croissance de la consommation d'énergie et étude des énergies naturelles de remplacement (par exemple solaire) ;

- Faut-il pour l'énergie des tarifs dégressifs ou au contraire progressifs pour tous (y compris l'industrie) ?

- Quelles solutions (fiscales par exemple) peut-on utiliser pour que les pollueurs soient vraiment initiés à tout mettre en œuvre pour limiter les nuisances ?

- Comment informer les citoyens sur tous ces problèmes et les consulter avant toute décision ? Une procédure d'initiative populaire pourrait être créée, par exemple, un centième de la population électorale peut proposer un référendum national que le gouvernement ne peut empêcher et doit organiser ;

- Devant la pénurie prévisible et prochaine de diverses matières premières, comment favoriser le recyclage, l'entretien, la réparation des produits fabriqués, et comment éviter le gaspillage de la société de consommation actuelle ?

- Comment lutter contre les pollutions alimentaires (colorants, pesticides, amiante) et la dégradation de la nature et des espaces verts (déboisements, agriculture industrialisée qui élimine l'agriculture familiale, élément favorisant le maintien du cadre naturel).

Bien d'autres problèmes pourraient être évoqués mais la section socialiste pense que le Parti socialiste ne peut répondre à l'angoisse des populations sans avoir, avec elles, élaboré un constat complet et un programme d'action accepté par tous.

**Adopté à l'unanimité le 25/03/77**

**L. Fournès, secrétaire**



## Texte 2

Considérant que les langues et cultures régionales constituent une richesse pour tous par leur diversité et leur originalité, la section socialiste de Puylaurens demande que le Parti socialiste prenne davantage en considération les revendications des divers mouvements culturels régionaux. Elle souhaite que des projets comparables à celui étudié pour la Corse soient mis au point en relation avec les organisations socialistes régionalistes, par exemple, pour l'Occitanie *Volam viure al país*, Institut d'études occitanes, *Lutte occitane*.

Adopté à l'unanimité le 25/03/77  
L. Fournès, secrétaire.

## Texte 3

La section socialiste de Puylaurens demande que le Parti socialiste mette tout en œuvre pour en finir avec le centralisme.

Les régions doivent recevoir des pouvoirs de décision beaucoup plus importants et des moyens financiers propres permettant la réalisation des projets élaborés. Le Parti socialiste doit pouvoir, par son action propre au sein de l'Union de la Gauche, comme sur le plan général, contribuer efficacement à la mise en place d'une réelle politique des régions.

Adopté à l'unanimité le 25/03/77  
L. Fournès, secrétaire

# TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION D'ENTREPRISE DU LYCÉE PAUL VALÉRY DU 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS

À l'heure d'échéances historiques décisives, un Parti fermement orienté dans la voie de la transition au socialisme se doit à la fois de veiller à sa démocratie interne et à une rigoureuse homogénéité externe. Rien ne doit désorienter l'opinion publique. Une ligne claire, démocratiquement définie et un Parti uni sont nécessaires à la crédibilité de notre Parti et sont souhaitées par l'immense majorité des travailleurs qui font confiance au Parti socialiste.

C'est pourquoi les prises de position publiques de responsables du Parti qui ne seraient pas en conformité avec les décisions du Congrès, du Comité directeur ou du Bureau exécutif, de même que les déclarations publiques critiques à l'égard de la direction du Parti ou d'instances élues du Parti devraient faire l'objet de sanctions à prévoir dans les statuts du Parti.

Il convient donc de compléter l'article 67 des statuts nationaux de la manière suivante :

"Toute prise de position publique de responsables du Parti qui ne seraient pas en conformité avec les décisions de congrès, du Comité directeur ou du Bureau exécutif, toute déclaration publique critique à l'égard de la direction du Parti ou d'instances élues du Parti sont considérées comme des actes de nature à porter gravement préjudice au Parti et sont susceptibles de fonder une demande de contrôle devant la commission des conflits" (art. 67 des statuts nationaux modifiés).

Pour assurer l'existence d'un débat démocratique à l'intérieur du Parti, il est nécessaire que chaque membre du Parti puisse avoir à sa disposition le maximum d'informations. Il apparaît donc que la presse interne du Parti se doit de faire une place à tous les courants de pensée du Parti.

Il convient de compléter l'article 87 des statuts nationaux de la manière suivante :

"Les organes de presse, internes au Parti doivent faire place à la libre expression de tous les courants de pensée".

# TEXTES PRÉSENTÉS PAR LA SECTION VOLONTAIRES-XV<sup>e</sup> DE PARIS

## *Pour une politique de santé municipale au service de la population*

### **1. Les conditions de vie et de travail sont souvent les facteurs déterminants d'une mauvaise santé et de la maladie**

Le travail posté au rendement, l'éloignement emploi-lieu d'habitation, le bruit permanent sur les lieux de travail, dans les transports, la double journée de travail pour les femmes, la solitude et l'esprit de concurrence individuelle institué dès l'école primaire : autant de facteurs qui conditionnent le déséquilibre nerveux, qui dégradent la santé et l'équilibre familial.

### **2. L'équipement sanitaire du pays ne répond pas aux besoins réels de la population**

Un tissu anarchique d'établissements de statuts divers ne permet pas d'établir une carte sanitaire équilibrée entre les régions et entre les besoins fondamentaux de la population en matière de santé. Les hôpitaux sont de plus en plus lourds et déhumanisés par la carence en personnel et la prédominance de plus en plus dangereuse de la technique ; les cliniques privées se sont multipliées dans les secteurs lucratifs de la santé ; les dispensaires et les centres de soins sont progressivement abandonnés

par la Sécurité sociale car le maître-mot est dans tous les secteurs : **rentabilisation**.

Ainsi : aucune médecine préventive n'est organisée pour les personnes âgées et pour les femmes qui travaillent à domicile ; la prévention scolaire ne peut exister avec un médecin pour dix à quinze mille enfants ; aucune politique cohérente de la santé mentale n'a été définie ; la médecine du travail est le plus souvent un leurre : aucune surveillance des postes de travail, aucune prévention réelle ne peuvent être exercées par une équipe médicale salariée du patron.

### **3. En matière de santé les propositions du P.C.G. sont pour la plupart floues et insuffisantes**

Il appartient au P.S. de proposer à ses partenaires de la Gauche, une politique municipale de santé, située dans une perspective **autogestionnaire**, en quatre noms : **contrôle, centre de santé intégré, prévention réadaptation**.

- Contrôle des établissements existants du secteur privé et participation des travailleurs à la gestion, à l'orientation du travail et à la planification des établissements publics, où il sera mis fin aux pratiques privées.

- Les dispensaires menacés de fermeture seront transformés en centres de santé intégrés tels qu'ils sont décrits dans les propositions municipales socialistes. Après négociation avec la Sécurité sociale et les professionnels de la santé, chaque commune, chaque quartier organisera son centre de santé à gestion tripartite pour les soins et pour le lancement de campagnes de prévention non seulement nationale mais surtout adaptées à leur épidémiologie loco-régionale.

- Prévention sanitaire : c'est-à-dire en premier lieu, application des lois sur l'hygiène et la sécurité dans les entreprises ; transformation progressive des conditions de travail ; application de la loi d'information sur la contraception et sur l'avortement ; application de la loi sur la santé scolaire ; création d'une écoute permanente au centre de santé pour lutter contre la solitude et les déséquilibres à composante sociale déterminante (suicide, toxicomanie, alcoolisme, intoxications médicamenteuses et chimiques).

- Réadaptation sociale des handicapés, des convalescents et des personnes âgées à domicile par la création d'équipes de soins et de réadaptation à domicile après convention avec la Sécurité sociale.

Dès à présent, c'est en concertation avec les usagers et les travailleurs de la santé que doit s'élaborer, dans toutes les communes détenues par la Gauche unie, une véritable charte municipale de la santé.

Mais une véritable politique municipale de la santé apparaîtra très rapidement comme une **politique de rupture** dès lors qu'elle sera au service de la population : seule la réalisation du P.C.G. peut ouvrir pour chaque commune le chemin au socialisme autogestionnaire.

Section adoptée par la XV<sup>e</sup> section "Volontaires", par 32 voix et 2 abstentions.



“Le Parti socialiste défend le droit à l'organisation collective de l'ensemble des citoyens servant dans le cadre de l'armée pour la défense de leurs droits.”

**Texte adopté par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires” par 29 voix et 5 abstentions.**

“Pour les Socialistes, la jeunesse n'est pas une classe sociale au même titre que la classe ouvrière, mais un groupe social défini par sa position par rapport aux appareils idéologiques (famille, école, mass media). Le parti aurait tort de négliger cette partie de l'électorat et de laisser le champ libre aux autres organisations J.C., G.S.L., R.P.R.

Le caractère spécifique du milieu jeune implique l'existence d'une organisation spécifique, le M.J.S., organisation autonome qui élit sa propre direction, mais dont l'action ne peut différer en aucun cas de la ligne du Parti.

En conclusion, la section demande, conformément aux articles 41 et 43 des statuts du Parti, de réunir, après le congrès, des assises du mouvement de la jeunesse socialiste, que des moyens financiers lui soient accordés, que la jeunesse devienne enfin un secteur prioritaire.”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 15 pour, 1 contre, 13 abstentions.**

“En de nombreuses circonstances une certaine confusion s'est manifestée quant à la portée des positions avancées par des responsables du Parti. Ainsi, pour prendre un exemple parmi d'autres, à l'occasion du débat qui s'est déroulé devant l'opinion publique sur l'indemnisation des actionnaires des sociétés dont la nationalisation est prévue par le Programme commun. Sont-elles l'expression des positions propres à ceux qui les ont exprimées ou engagent-elles l'ensemble du Parti ?

D'une façon plus générale, et avec le souci que les propositions de notre Parti puissent être démocratiquement déterminées et efficacement défendues par les militants, les auteurs de cette motion demandent :

– Que sur les problèmes politiques n'appelant pas de réponse instantanée, un débat et une décision des instances politiques du Parti, et en particulier de notre prochain congrès, précède l'expression publique des propositions de notre Parti ;

– Qu'en tout état de cause, lorsque des responsables du Parti sont amenés à prendre position sur des questions politiques non encore débattues et tranchées par le Parti, ils indiquent clairement qu'ils expriment des opinions particulières qui n'engagent pas le Parti.”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 31 voix, 2 abstentions, 1 contre.**

“Nous demandons que le Parti socialiste reconnaisse le secteur “lutte des femmes” comme l'un des secteurs prioritaires. En effet, si l'aliénation de la femme a commencé avant le capitalisme, celui-ci a renforcé son exploitation.

La lutte des femmes s'insère donc dans la lutte contre le capitalisme que nous menons au P.S.

Les femmes subissent une surexploitation dans l'entreprise, elles sont en effet doublement exploitées par rapport aux hommes (salaires, etc.).

En outre, les femmes sont exploitées en dehors de l'entreprise : domination des hommes sur les femmes, éducation sexiste des enfants, travail ménager réservé la plupart du temps aux femmes et nécessaire à la reproduction de la force de travail.

Le parti tout entier doit donc prendre en charge la lutte des femmes tant du point de vue économique qu'idéologique.

Enfin, le P.S. doit tout mettre en œuvre pour que les femmes puissent de plus en plus accéder à des responsabilités au sein du Parti, responsabilités auxquelles elles ont droit.”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 31 voix pour et 1 abstention.**

“C'est précisément aux militants au congrès de juin 1977 ou de conventions nationales rapprochées qu'il appartient de choisir entre différentes options concernant des problèmes non encore résolus et qui se poseront dès le lendemain de l'arrivée de la Gauche au pouvoir, si tant est qu'ils ne se posent pas aujourd'hui, qu'il s'agisse :

- De la défense nationale, de l'armée (quel contenu donner à la démocratisation de l'institution militaire, quels types de rapports instaurer avec la hiérarchie et en son sein, etc.);

- L'énergie et les centrales nucléaires (quel programme de construction entendons-nous mettre en œuvre, quel moratoire...);
- L'éducation et la formation (quels liens définir avec les débouchés professionnels, le travail, quelle attitude avons-nous à l'égard de la sélection, etc.)”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 27 pour et 7 abstentions.**

“La section “Volontaires”, consciente des échéances proches auxquelles doit faire face le Parti, et de la nécessité d'une meilleure cohésion de celui-ci, demande que la recherche de cette cohésion ne se fasse pas au détriment de la vie démocratique de notre Parti telle qu'elle ressort de nos statuts mais fasse l'objet d'un large débat, dans tout le Parti qui reste le meilleur instrument, capable de créer les conditions de cette cohésion à travers une réflexion dans la diversité et l'unité.”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 32 voix et 2 abstentions.**

“La section “Volontaires” considérant les insuffisances notoires (notables) du P.C.G. et du programme du Parti socialiste en ce qui concerne les questions dites “féminines” et la nécessité de pallier, d'urgence, certaines de ces carences demande :

1. Que les rapports préparatoires, soumis à la discussion et au vote de nos sections, comprennent des propositions claires en des domaines comme :

- Les femmes et le travail en entreprise ;
- Les femmes et les libertés (viol, avortement, prostitution) ;
- Les femmes et leur place réelle dans le Parti ;

propositions qui s'appuieraient sur les travaux des journées nationales “femmes” de 1976 et 1977, des travaux des commissions des différentes fédérations, de la commission nationale “femmes” ;

2. Que soit prévu le plus rapidement possible une convention nationale consacrée aux problèmes qui n'auraient pu être soumis en congrès.

Considérant, la place minime tenue, même encore à l'heure actuelle par les femmes dans les instances du Parti et dans sa représentation vis-à-vis de l'extérieur (participation aux émissions de radio, télévision) :

- S'élèvent contre cet état de fait ;
- Insistent à nouveau pour que le nombre des postes attribués aux femmes aux différents niveaux de responsabilités, soit fonction de leur nombre dans le Parti ;
- Demandent notamment que les différents courants accordent aux femmes une place suffisante dans leurs propositions de candidature aux organismes directeurs.”

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 29 voix et 3 abstentions.**

“La tentation est grande de ne retenir dans nos engagements que ceux qui rassurent les hésitants. La cohérence d'ensemble de notre projet est alors ébranlée. Par trop de détours, l'on risque de perdre le cap. Certaines des thèses adoptées par notre Parti nous semblent avoir été négligées. Il nous paraît important de rappeler les suivantes :

1. “Au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise rentrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement” (P.C.G. 2<sup>e</sup> part., ch. 2) ;

2. “Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit” (P.C.G., 2<sup>e</sup> part., ch. 1) ;

3. “Lorsque les travailleurs de l'entreprise (nationale) en exprimeront la volonté, et en accord avec le gouvernement, de nouvelles structures de gestion fixeront les conditions de leur intervention dans la désignation des conseils d'administration...” (P.C.G., 2<sup>e</sup> part., ch. 2). Elles pourront notamment comporter “un conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise” ou “la coexistence d'un conseil de gestion élu et d'un conseil de surveillance...” (7<sup>e</sup> thèse sur l'autogestion) ;

4. “Le marché ne permettant aucun choix national à long terme et un grand nombre de produits ayant des prix arbitraires (...), on ne peut s'y abandonner pour la détermination d'une politique économique, surtout de produits nouveaux. Mais (...), on peut faire une confiance contrôlée à la loi du marché pour connaître les désajustements entre l'offre et la demande d'un certain nombre de consommations courantes qui justifient la révision des objectifs planifiés” (9<sup>e</sup> thèse sur l'autogestion).

Il en résulte que la régularisation du marché ne peut être globale.

“Ces points nous semblent indispensables pour que l'application du Programme commun ouvre la période de transition au socialisme autogestionnaire”.

La présente motion souhaite que le prochain congrès les reprenne, les souligne et les développe.

Nous devons raffermir la cohérence de notre doctrine et développer l'implantation du Parti socialiste dans les entreprises. Ce ne sont pas les concessions, mais “c'est l'articulation constatée entre le mouvement populaire et l'action gouvernementale qui sera le moteur de la transformation sociale” (15<sup>e</sup> thèse sur l'autogestion).

**Motion adoptée par la “XV<sup>e</sup>-Volontaires”, par 20 voix et 14 abstentions.**



"Le Programme commun dans son état actuel concerne la législature 1973-1978.

A l'approche des élections législatives, en 1978 ou avant, il nous semble nécessaire de présenter une nouvelle édition de ce programme :

- Parce que certaines mesures proposées ont déjà été réalisées (vote à 18 ans);
- Parce que l'environnement a évolué (référence au S.M.I.C. à 1 000 F);
- Parce que 5 années de luttes communes ont permis aux partis signataires d'acquérir une connaissance plus concrète des problèmes, et donc d'améliorer le P.C.G. en le complétant, en le précisant, en le modifiant;
- Parce que l'accès probable des partis signataires du P.C.G. au pouvoir dès 1978 leur impose, pour être crédibles, de prendre des engagements précis.

Pous ces raisons nous souhaitons que :

1. Le programme de gouvernement du Parti socialiste soit actualisé;
2. Les trois partis signataires du P.C.G. mettent à jour le P.C.G. de façon à constituer le programme de la législature 1978-1983".

**Motion adoptée par la "XV<sup>e</sup>-Volontaires", par 23 voix et 11 abstentions.**

"La brusque accélération de la chute de la natalité fait peser sur la France un risque important de perte de dynamisme collectif et de stagnation du niveau de vie de ses habitants. Le programme socialiste (§ 3.1.33., page 133) et le Programme commun (cap. 10, page 40) prévoient que l'amélioration des conditions de vie et la confiance en l'avenir permettront un développement harmonieux de la population française. L'évolution démographique récente confirme la justesse de l'objectif et des moyens. Elle impose de faire passer au rang d'objectif prioritaire ce qui n'était qu'un point de notre programme parmi beaucoup d'autres. C'est pourquoi je demande que la politique démographique de la Gauche soit rappelée avec solennité, et au rang qui doit désormais être le sien, dans la motion d'orientation du Parti."

**Motion adoptée par la "XV<sup>e</sup>-Volontaires", par 19 pour, 6 contre, 9 abstentions.**

"La direction du Parti socialiste doit essayer de convaincre, avec des arguments et des propositions valables, les petits commerçants et les artisans que leur intérêt est l'arrivée de l'Union de la Gauche au pouvoir, et qu'eux aussi sont victimes du système capitaliste".

**Motion présentée par le camarade Bendjenni de la "XV<sup>e</sup>-Volontaires".**

Comment expliquer que, victimes d'une ségrégation largement ancrée tendant à les maintenir dans une inégalité réelle par rapport aux hommes, tant sur les plans juridique qu'économique et social, elles ne se tournent pas, précisément, vers ceux qui, apparemment, luttent le plus contre cette inégalité ?

Nous pensons qu'il y a deux raisons à cela : la principale tient à un conditionnement psychologique, l'autre tient au manque de confiance de certaines femmes envers la Gauche.

A notre avis, si, dans leur majorité, les femmes continuent à voter à Droite, ou du moins pour le pouvoir en place, c'est parce qu'elles demeurent conditionnées par l'idéologie dominante du mythe de "l'homme" qui, physiquement plus fort que la femme, serait naturellement appelé à jouer un rôle conducteur et dirigeant (n'est-ce pas lui qui, dans le mariage, fait les premiers pas et "choisit" sa femme et ensuite lui impose son nom ?), et donc se trouverait nécessairement supérieur dans certains domaines.

Elles restent conditionnées par le mythe de l'obéissance au "père", considéré comme le plus apte à manifester son autorité vis-à-vis des enfants, puis à l'époux et à ceux qui détiennent une autorité à un titre quelconque : chef de bureau ou d'atelier, chef de l'Etat et ses représentants.

Pour la plupart d'entre elles, la femme est avant tout faite pour mettre au monde des enfants, les élever et s'occuper des travaux ménagers, pendant que l'homme a un travail rémunéré à l'extérieur et subvient aux besoins du ménage. Si certaines d'entre elles travaillent aussi à l'extérieur, c'est à titre "d'appoint", pour compléter le salaire du mari : cela ne les empêche pas de faire seules, en plus, les travaux ménagers, leurs maris trouvant, au demeurant, cela tout naturel...

Il est, cependant, juste de remarquer à ce propos, que le travail des femmes à l'extérieur amène nombre d'entre elles à prendre conscience de leur conditionnement et les prédispose à se révolter contre l'état d'inégalité dans lequel on voudrait les maintenir. Ce n'est pas sans raison si le gouvernement voudrait bien voir le maximum de femmes rester au foyer !

Quoi qu'il en soit, dans l'optique des femmes ainsi conditionnées, la politique est une affaire "d'hommes" : elles ne s'estiment pas aptes à s'en mêler. S'il arrive que certaines d'entre elles acceptent des fonctions officielles, elles trouvent, le plus souvent, normal d'être cantonnées dans des attributions presque exclusivement "sociales".

Axées sur la famille et les enfants, elles sont appelées à jouer à l'égard de ces derniers un rôle particulièrement protecteur et redoutent, de ce fait, tout ce qui peut être une cause d'insécurité et ce qu'elles croient être un risque pour l'avenir de leurs enfants.

S'estimant inaptes à s'occuper de politique, elles seront, tout naturellement amenées à faire une confiance aveugle à ceux qui incarnent le mieux le mythe du chef et fait preuve, tout à la fois, d'autorité et d'assurance, d'intelligence et d'apparente compétence.

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA 15<sup>e</sup> SECTION "CONVENTION" DE PARIS

### **Motion concernant l'exclusion des camarades de la section de Toulon**

La 15<sup>e</sup> section "Convention", réunie en assemblée générale le 30 mars 1977, a discuté de la décision du Comité directeur concernant les camarades de la section de Toulon présents sur la liste du Parti communiste.

Sans prendre parti sur le fond, elle considère que l'argument selon lequel ces cama-

rades se sont placés d'eux-mêmes hors du parti enfreint les statuts du Parti et notamment l'article 69 qui précise qu'"aucune sanction ne pourra être prise sans que les intéressés aient été convoqués pour être entendus".

Elle demande que la procédure normale de recours à la commission des conflits et d'audition des camarades soit respectée.

Votée à l'unanimité.

Le secrétaire de section :  
**Daniel Hubscher**

## TEXTES PRÉSENTÉS PAR LA SECTION D'ENTREPRISE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA S.N.C.F. (A PARIS)

Certaines enquêtes d'opinion récentes révèlent, d'une part, que les nouveaux électeurs du Parti proviennent principalement, non pas de la partie de l'électorat ouvrier ou à faible revenu qui continue à voter à Droite, mais des classes moyennes et des cadres moyens et même supérieurs, et que les femmes continuent à bouder la Gauche.

Or, étant donné que ces dernières représentent près de 52 % du corps électoral, on mesure toute l'importance de cette constatation et de la nécessité impérieuse d'en rechercher les causes profondes et de tout faire pour y remédier.

En effet, si avec le scrutin majoritaire, il suffira à la Gauche d'obtenir un peu plus

de 50 % des voix pour être assez largement majoritaire à l'Assemblée et donc, normalement, d'accéder au pouvoir, elle ne pourra s'y maintenir durablement que si elle gagne l'adhésion profonde d'une couche importante d'électeurs nouveaux et, en particulier, d'une partie de l'électorat féminin.

Actuellement, la crise économique et le chômage attirent vers nous une fraction de l'électorat, mais l'attitude de ces électeurs a des causes essentiellement conjoncturelles et ne prouve, évidemment, pas qu'ils sont tous entièrement à la Gauche : ils peuvent fluctuer au gré des événements. D'où l'intérêt de rechercher les raisons de l'attitude actuelle des femmes.



Les célibataires, quant à elles, restent souvent marquées par le mythe qu'elles sont des "ratées", puisqu'elles n'ont pas réussi à se faire épouser et des "inutiles" dès lors qu'elles n'ont pas mis d'enfants au monde... Elles arrivent, cependant, dans l'ensemble, à mieux prendre conscience de leur aliénation.

Par ailleurs, il existe également des femmes qui ayant acquis une pleine conscience de leur conditionnement et cherchant à obtenir une stricte égalité de statut juridique, économique et social avec les hommes, ne font nullement confiance aux partis traditionnels, y compris à ceux de Gauche. Cette position ne semble pas limitée à celles qui militent au M.L.F.

Elles constatent, par exemple, que notre Parti ne va pas au-delà de certaines affirmations de principe et que, concrètement, il ne fait pratiquement rien et polarise la quasi-totalité de ses énergies autour des problèmes de politique générale.

Ce n'est, évidemment, pas la présence d'une commission des affaires féminines qui peut les convaincre du contraire...

Avant de proposer des remèdes, nous croyons nécessaire de souligner que s'il est si difficile de modifier l'état de choses existant, c'est parce que les hommes restent aussi, dans leur très grande majorité, largement conditionnés par l'idéologie dominante, quoique beaucoup s'en défendent : supériorité de l'homme, rôle de chef, société faite pour l'homme et par des hommes...

Il ne peut d'ailleurs pas en être autrement après des millénaires de conditionnement et ce n'est pas en une seule génération que l'on changera les mentalités. Mais, encore faut-il ne pas avoir honte de l'admettre de façon à pouvoir lutter efficacement contre cet état d'esprit insidieux. Toute autre attitude ne serait que pure **hypocrisie** et n'aboutirait qu'à freiner l'évolution générale des mentalités.

Il serait faux et naïf de prétendre que ce conditionnement est le seul fait de nos adversaires politiques.

Force est bien de constater que la mentalité des militants de notre Parti demeure, elle aussi, à des degrés divers bien sûr, fortement conditionnée par cette idéologie et que nous faisons assez peu de choses en réalité pour mettre en pratique les belles idées égalitaires que nous proclamons : ce n'est, certainement, pas un pur hasard s'il y a aussi peu de femmes dans les instances dirigeantes du Parti... Sans doute prétextait-on à cela que les militants sont, encore, beaucoup plus nombreux que les militantes et que les femmes, absorbées par les tâches ménagères, répugnent plus que les hommes à accepter des responsabilités. Mais, si nous voulions nous en donner la peine, nous sommes persuadés que nous trouverions la représentativité qui devrait être la leur : **la moitié des postes.**

Nous estimons que jusqu'à présent c'est la routine, et peut-être la volonté de certains dirigeants, qui ont empêché la mise en œuvre d'une réforme aussi conforme au bon sens le plus élémentaire.

Nous demandons, en conséquence, qu'à l'occasion du prochain congrès de Nantes tout soit mis en œuvre pour parvenir à ce

résultat. Nous sommes convaincus que si le principe d'un changement aussi radical et aussi spectaculaire était adopté, et était immédiatement, mis en application, non seulement cela faciliterait et accélérerait le processus de changement des mentalités à l'intérieur du Parti, cela créerait un choc psychologique considérable à l'extérieur, de nature à favoriser la prise de conscience d'un nombre important de femmes. Nous devrions, enfin, crédibles dans le domaine de l'égalité de l'homme et de la femme.

Bien entendu, il faudrait que, corrélativement, un important travail de réflexion soit demandé aux militants et que des propositions de loi tendent à établir une véritable égalité de l'homme et de la femme soient rapidement déposées, notamment : possibilité pour les époux de prendre, indifféremment, le nom de la femme ou de l'homme, ou les deux, et de changer par la suite, sans qu'il y ait des formalités trop coûteuses, congé de disponibilité pour élever des enfants accordé aussi bien au mari qu'à la femme, suppression ou tout au moins atténuation, de toute disposition qui péjore, injustement, les femmes célibataires (et les célibataires en général, bien sûr) par rapport aux femmes mariées : les principales concernent, avant tout, la fiscalité, etc. La liste n'est, évidemment, pas exhaustive et il est fort possible que nous ayons oublié d'autres dispositions tout aussi importantes.

Nous estimons que cet ensemble de mesures constituerait le premier pas indispensable vers une véritable égalité de l'homme et de la femme.

La section d'entreprise de la Direction générale de la S.N.C.F. ayant analysé les résultats des élections municipales, a adopté la motion suivante et souhaiterait que les passages qui contiennent des suggestions ou des critiques fassent l'objet d'un large débat à l'intérieur du Parti et des fédérations.

Comme on pouvait le prévoir – mais on n'osait en espérer autant – les élections municipales ont marqué un net succès de la Gauche, plus accentué, d'ailleurs, là où elle se présentait unie : elle gagne 60 villes de plus de 30 000 habitants et dépasse, sur l'ensemble, le seuil fatidique des 50 % de voix (52 % environ).

Sur cette lancée, et avec le scrutin majoritaire à deux tours, il est certain que les élections législatives verraient arriver à l'Assemblée une forte majorité de Gauche.

Mais on peut tenir pour acquis que Giscard et les siens ne resteront pas sans réagir.

Or, il semble bien que le moyen le plus efficace pour eux d'éviter notre succès aux législatives et de conserver la majorité des sièges serait de faire voter un projet de loi modifiant le mode de scrutin et réintroduisant, en partie, la proportionnelle.

Certes, cela fait partie de nos revendications importantes, mais, il faut bien voir que, dans l'immédiat, cela risquerait de se révéler catastrophique pour la Gauche et de l'écarter du pouvoir, pour deux raisons : ce ne serait pas la proportionnelle intégrale qui serait proposée et, d'autre part, le découpage actuel des circonscriptions favorise, dans une large mesure, la "majorité" en place, les zones à forte densité étant sous représentées.

Si un tel projet était présenté lors de la prochaine session, il faudrait, tout d'abord, déposer des amendements tendant à introduire la proportionnelle intégrale avec répartition des restes sur le plan national et à modifier le découpage des circonscriptions, et ensuite, si ces amendements n'étaient pas adoptés, **voter contre l'ensemble du projet**, en soulignant son caractère purement électoraliste.

Par ailleurs, s'il est indéniable que notre Parti progresse notablement depuis plusieurs années en nombre de voix obtenues, il est également certain que nombreux sont ses nouveaux électeurs qui ne sont pas "politiquement motivés" et manifestent avant tout par leur choix un phénomène de lassitude, sinon de rejet, par rapport à la politique du gouvernement, plus particulièrement sur le plan économique.

A cette frange s'ajoute au niveau des municipales – et c'est un phénomène perceptible dans de nombreuses villes d'une certaine importance – un pourcentage non négligeable d'électeurs mécontents d'opérations d'urbanisme mal conçues, inutiles ou ayant donné lieu à des scandales (rénovation urbaine par destruction des centres anciens, rues nouvelles pour favoriser la circulation automobile, etc.) lancées par les anciennes municipalités (ce qui ne veut pas dire, hélas, que des municipalités de Gauche ne s'en sont pas rendu coupables...), ou encore des tendances autocratiques de certains maires.

Ce type d'électeurs n'est malheureusement pas encore "ancré" à Gauche et peut fluctuer au hasard d'événements importants.

Pour toutes ces raisons, il paraît capital de montrer à tous ces électeurs fraîchement acquis à la Gauche que leur choix est judicieux et de répondre à leur attente profonde qui est celle de changements tangibles dans leur vie quotidienne et leurs préoccupations immédiates de citoyens.

Les préoccupations essentielles de ces électeurs, plus ou moins bien exprimées, paraissent être les suivantes :

- Désir d'être mieux informés de ce qui concerne leur cité ;
- Désir d'être associés à l'élaboration des décisions importantes ;
- Enfin, concernant leur cadre de vie, désir de voir améliorer les transports collectifs et préserver un environnement à dimension humaine et conçu pour l'homme.

Certaines de ces préoccupations ont, incontestablement, un caractère autogestionnaire.

Il nous paraît donc essentiel d'aller au-delà des axes habituels de l'action des municipalités de Gauche – développement des équipements sociaux à l'intention des plus défavorisés et culturels pour le plus grand nombre, amélioration des transports en commun... – car certaines municipalités de Droite en font tout autant...

Il importe de préparer, dès à présent, les citoyens à gérer eux-mêmes les affaires de leur cité et de chercher à les associer aux décisions les plus importantes, même si cela doit poser quelques problèmes avec certains de nos camarades communistes...

Cela suppose bien entendu :

- D'une part des informations fréquentes, claires et détaillées, seules à même de permettre à tous de prendre parti en connais-



sance de cause (en prohibant, toutefois, les supports trop luxueux);

- D'autre part, et surtout, un très important travail de formation de façon à initier le maximum de gens aux problèmes complexes que peut poser la gestion d'une ville, même de taille modeste - gestion d'un budget, choix à opérer en matière d'investissements, emprunts et leur coût, coordination des travaux, etc. -, et à éclairer les citoyens sur le peu de pouvoirs réels des municipalités dans le système actuel - tutelle, des préfets et du pouvoir central en matière d'investissements, omnipotence scandaleuse des services de l'équipement en matière de voirie et de tous travaux d'urbanisme... Pour faciliter cette formation, peut-être serait-il judicieux de mettre sur pied, en commun avec nos camarades communistes, des équipes itinérantes de spécialistes.

Au demeurant, le succès remporté par les listes "écologiques" montre, tout à la fois, que de plus en plus de gens se préoccupent des problèmes touchant au cadre de vie et ne sont pas satisfaits par les solutions préconisées par les partis traditionnels et notamment par le nôtre.

Nous ne pensons pas qu'il faille prendre cette constatation à la légère. Il convient, au contraire, que le Parti approfondisse d'urgence les propositions déjà élaborées dans ce domaine et voie s'il n'y a pas des lacunes, des contradictions, ou même des positions inconsidérées.

Plusieurs thèmes de réflexion nous paraissent importants:

1. Le plus délicat est celui concernant l'énergie nucléaire et les centrales utilisant ce procédé dont la construction est envisagée. Certes, il serait capital pour la France et pour l'Europe de pouvoir disposer de son indépendance en matière énergétique. Mais cette indépendance ne serait nullement totale puisqu'avec l'abandon de la "filiale française" et le recours au procédé américain, nous sommes pratiquement, obligés d'acheter du plutonium aux Etats-Unis. En outre, il faudrait être inconscient pour songer à acquérir cette indépendance énergétique "à n'importe quel prix": il faut, bien entendu, envisager toutes les conséquences possibles des choix effectués. Or, en admettant même que le fonctionnement des centrales nucléaires soit aussi inoffensif que certains "techniciens" veulent bien l'affirmer - ce qui est contesté par d'autres techniciens tout aussi compétents - le problème de l'évacuation des déchets radioactifs **reste pratiquement insoluble**, les succédanés jusqu'à présent adoptés (insertion dans des fûts "étanches" et immersion de ceux-ci au fond de la mer) hypothéquant gravement l'avenir.

Il paraîtrait donc plus sage d'exploiter au maximum les ressources hydrauliques - ce qui n'est pas le cas actuellement et cela de deux manières: d'une part en construisant de nouveaux barrages là où c'est possible et en modernisant certaines installations anciennes, d'autre part en introduisant dans les campagnes des petites turbines hydrauliques capables d'alimenter une ou plusieurs maisons ou exploitations agricoles. Il faudrait également pousser les recherches dans d'autres domaines: géothermie, énergie solaire...

2. Dans un autre domaine, nous consta-

tons qu'aucune ligne directrice cohérente n'a, jusqu'à présent, été dégagée par le Parti en matière d'urbanisme. Or, il serait impératif de le faire car la situation actuelle est **alarmante** à plus d'un titre:

A. Sous couvert d'opérations de rénovations de centres urbains ou de quartiers vétustes et insalubres, ou baptisés tels, on assiste de plus en plus à des opérations de destruction de quartiers anciens qui cachent, le plus souvent, des spéculations effrénées. Nous aimerions pouvoir dire qu'aucune municipalité de Gauche n'a tremé dans ce genre d'affaires...

B. Les ingénieurs de l'équipement ont une main-mise aussi totale que scandaleuse sur tous ces travaux et poussent, le plus souvent, les municipalités à les entreprendre car ils y ont tout intérêt puisqu'ils perçoivent - et c'est malheureusement officiel - 5 % du montant des travaux effectués: il serait grand temps que nous dénoncions un tel scandale pour qu'il soit mis fin à un privilège aussi exorbitant. Dans l'immédiat, il faudrait pour le moins que les municipalités évitent de s'en remettre aveuglément aux projets des directions départementales de l'équipement et s'efforcent de faire prévaloir leur point de vue en s'entourant des conseils de personnes compétentes (architectes, etc.).

C. Un principe élémentaire de tout urbanisme cohérent consiste à prévoir et exiger des ensembles **homogènes** dans les plans d'occupation des sols, ce qui implique d'éviter à tout prix les mélanges de styles architecturaux disparates et qui jurent entre eux. Au demeurant, c'est une faute de goût criante et impardonnable que d'insérer un ou plusieurs immeubles résolument modernes par leur architecture, ou dépassant une certaine hauteur, dans un ensemble d'habitations anciennes qui, jusque là, formaient un tout: cela détruit l'harmonie du site de façon irrémédiable.

S'il y a des quartiers anciens, il faut donc préserver leur unité architecturale en imposant des servitudes très strictes et ménager

des transitions, au point de vue hauteur et style, entre ces quartiers et les ensembles modernes.

Il faut, en outre, que la juxtaposition de tous ces groupes d'éléments de styles différents constitue un tout aussi harmonieux que possible et s'intègre dans le site sans le défigurer.

Il est évident que nombreux sont les élus qui, de par leurs origines modestes n'ont pas eu le privilège et la chance d'avoir le goût éveillé et sensibilisé sur tous ces problèmes. Nous estimons donc que le Parti porterait **une très lourde responsabilité** s'il négligeait ce domaine et ne prenait pas la peine d'attirer l'attention des élus sur leur importance.

D. Les monuments et, plus modestement, les simples édifices anciens, font partie du patrimoine architectural d'un pays: un groupe d'individus, même approuvé localement par certains électeurs, ne saurait s'arroger le droit d'en disposer comme bon leur semble, sous prétexte que les édifices en cause le gênent pour une raison ou pour une autre: c'est pourtant, hélas, ce qui se passe bien souvent, même avec des édifices classés...

E. Pour que le centre des villes redevienne non seulement viable mais retrouve la fonction qu'il n'aurait jamais dû perdre - lieu d'échange et de rencontre - il est indispensable d'en chasser les voitures et de promouvoir avec hardiesse la politique que l'on commence, bien timidement souvent, à envisager ici ou là: priorité absolue aux transports en commun, en implantant, partout où c'est possible et justifié par le nombre d'habitants, des tramways en site propre, développement des zones piétonnes, réhabilitation des quartiers anciens **sans chasser les habitants à revenus modestes qui y vivent**, etc.

De nombreux électeurs attendent pour nous juger de voir nos positions et nos décisions dans ces différents domaines: nous disposons de moins d'un an pour les convaincre...

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE SCEAUX

**Démocratie,  
responsabilité  
et  
militantisme**

Afin que s'améliore dans le Parti la pratique démocratique et que le plus grand nombre possible d'adhérents accède à des postes de responsabilité ou contribuent à l'élaboration de la politique du Parti, la section de Sceaux demande que soient seuls admis à faire partie des commissions nationales du Parti en qualité de membres que ceux qui auront pris leur carte du Parti dans une section locale ou dans une section d'entreprise au sein de laquelle ils font preuve de militantisme régulier.

**Pour une réactualisation  
du Programme commun**

La section de Sceaux du Parti socialiste estime indispensable, afin de préparer efficacement la prise du pouvoir par les partis signataires du Programme commun de gouvernement, de faire en sorte que ce Programme commun fasse l'objet avant les élections législatives de 1978, d'une remise à jour, en accord avec nos partenaires, sur un certain nombre de points qui ont donné lieu à des interprétations divergentes.

Cette remise à jour doit être conduite en poursuivant deux objectifs essentiels: le premier est d'éviter que de graves divergences se fassent jour entre les formations de Gauche une fois parvenues au pouvoir et le second de mettre en œuvre rapide-



ment les mesures propres à établir une rupture complète avec le système socio-économique actuellement en place et à rendre impossibles toutes tentatives **social-démocrates** conduisant vers une alliance avec la Droite.

Dans cet esprit, il conviendrait d'élaborer avec nos partenaires des propositions communes en matière de politique étrangère, notamment quant aux positions à adopter vis-à-vis de l'Europe. L'un des propositions devrait conduire à préconiser la constitution d'une nouvelle **organisation internationale socialiste** ouvrière.

## Nationalisations

Dans la perspective d'une prise du pouvoir par les partis signataires du Programme commun de gouvernement, le Parti se devra de mettre immédiatement en œuvre un certain nombre de mesures préconisées par le Programme commun, notamment en matière de nationalisations.

Il importe à cet égard de ne pas s'arrêter à la circonstance que d'importantes prises de participations étrangères auraient tété effectuées dans des sociétés visées comme devant faire l'objet des nationalisations. Prendre cette circonstance en considération conduirait précisément à faire le jeu des groupes multinationaux qui pensent pouvoir ainsi faire obstacle aux nationalisations envisagées.

Par ailleurs, il est impératif qu'au résultat des nationalisations effectuées, les plus importants porteurs de titres (plus de 3 % détenus directement ou indirectement) dont les entreprises auront été mises sous contrôle de l'Etat se trouvent privées à la fois du pouvoir de décision et du droit de revendiquer un quelconque droit aux bénéfices des entreprises en cause.

Procéder différemment laisse la porte ouverte à une dénationalisation ultérieure de ces entreprises et le Parti doit faire en sorte qu'une telle possibilité soit écartée aussi rapidement que possible après son accession au pouvoir avec les autres signataires du Programme commun de gouvernement.

Enfin, il convient de définir clairement ce que recouvre la notion de nationalisation qui ne doit pas se résoudre à un simple monopole d'Etat.

Une nationalisation se traduisant pas la seule remise des actifs des sociétés nationalisées entre les mains de représentants technocratiques de ministères techniques manquerait son but pour l'essentiel, ceux-ci n'étant guère plus dépositaires de la volonté populaire et de l'intérêt national que les dirigeants actuels des entreprises privées avec lesquels ils entretiennent d'ailleurs déjà le plus souvent des rapports privilégiés.

Les représentants de l'Etat et de ce qu'il est convenu d'appeler les compétences ne devront donc pas représenter plus d'un tiers des membres du conseil d'administration des sociétés nationalisées. Les deux autres composantes de ces conseils devront faire la large place en priorité aux représentants du personnel élus par les organisations syndicales les plus représentatives et aussi dans une moindre mesure, des usagers et utilisateurs, par l'intermédiaire d'entreprises P.M.E. principalement clients ou fournisseurs des entreprises nationalisées.

## LA 16<sup>e</sup> SECTION DE PARIS

### Parlement européen

Les militants de la 16<sup>e</sup> section du Parti socialiste tiennent à rappeler certains points au sujet de l'Europe et à en tirer les évidentes conséquences :

1. Le congrès de Bagnolet du P.S. a cru nécessaire de mettre un certain nombre de garde-fous au principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Ces garde-fous résultent d'une analyse politique cherchant à préserver les meilleures chances d'une application du P.C.G. et d'une transition au socialisme. En effet, l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'aurait pour effet, à l'heure actuelle, que d'intégrer, et de noyer, la représentation nationale au sein d'un magma germano-américain. Cette dilution ne pourrait avoir pour effet qu'un abandon de notre souveraineté, et donc de la marge de manœuvre de l'Union de la Gauche au pouvoir, si elle y parvient. La présence de députés socialistes ou communistes au Parlement européen ne saurait en aucun cas, dans l'Europe d'aujourd'hui, favoriser la

naissance de l'Europe des travailleurs ; elle aurait, au contraire, toutes les chances de cautionner un organisme qui ne pourrait qu'entraver la construction du socialisme en France ;

2. L'extraordinaire dynamique unitaire de la Gauche, confirmée par les élections municipales, et qui doit se poursuivre en s'amplifiant, serait gravement atteinte par des divisions internes.

En conséquences, les militants de la 16<sup>e</sup> section ne peuvent séparer d'une part la lutte pour le socialisme dans notre pays, et, d'autre part, l'environnement international. Ils ne peuvent admettre que l'application du P.C.G. soit gênée ou freinée par des décisions extérieures. Enfin, le projet européen d'une communauté dominée par le capitalisme allemand et l'impérialisme américain leur paraît évidemment incompatible avec leur idéal socialiste.

C'est pourquoi, la section demande qu'un débat ait lieu aux niveaux fédéral et national pour que le Parti clarifie sa position avant le débat au Parlement français.

## LA SECTION DE CLAMART

### Nationalisations

1. Considérant l'évolution de la crise du système capitaliste et les effets négatifs qu'elle provoque dans toutes les branches de l'activité économique de notre pays depuis plusieurs années, la section de Clamart réaffirme sa conviction que les nationalisations, inscrites dans le Programme commun de gouvernement, constituent l'élément essentiel d'une solution à cette crise. De plus, les militants de Clamart souhaitent l'intégration de l'industrie **sidérurgique** française dans la liste des secteurs à nationaliser figurant dans le Programme commun de gouvernement. Cette proposition étant justifiée par deux raisons principales : d'une part, la participation financière de l'Etat, inévitable aujourd'hui pour garantir l'avenir de cette branche de l'industrie lourde ; d'autre part, la nécessité de trouver une solution au problème social grave que constituerait le chômage de nombreux travailleurs sidérurgiques.

2. Dans l'hypothèse d'une réactualisation du Programme commun de gouvernement, la section de Clamart demande que la phrase suivante, extraite du chapitre II ("la démocratisation et l'extension du secteur public") de la deuxième partie ("démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès") du Programme commun : "Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté, et en accord avec le gouvernement, de nouvelles structures de gestion fixeront les conditions de leur intervention..."

Soit ainsi rédigée :

"Lorsque les travailleurs de l'entreprise, sur leur initiative, en exprimeront majoritairement la volonté, et en accord avec le gouvernement qui **seul** en décidera en dernière instance, de nouvelles structures de gestion, éventuellement par voie de nationalisation, fixeront les conditions de leur intervention".

### Création d'un Secrétariat national à la condition féminine

Nous demandons que soit créé un Secrétariat national chargé d'étudier les problèmes des femmes et de leur trouver une solution.

Jouissant d'un réel budget, il organisera la lutte contre les diverses oppressions subies par les femmes : sur les plans privé (mentalités, préjugés, rôles préétablis) et social (monde du travail, éducation des enfants...).

Il veillera à ce qu'une politique résolument féministe soit mise en place au sein du

Parti et aboutisse à des mots d'ordre précis et à des résolutions ratifiées par une Convention nationale.

Nous exigeons, en outre, que les organes de presse du Parti (principalement l'**Unité**) ouvrent largement et régulièrement leurs colonnes aux informations concernant les femmes.

### Rôle des commissions nationales

Les militants de la section de Clamart s'étonnent de l'importance prise dans le Parti par les très nombreuses commissions qui travaillent au niveau national.



Ces commissions prennent fréquemment des positions publiques qui sont interprétées par la presse, sans démenti de nos instances dirigeantes, comme étant les positions officielles de notre Parti. Il n'en est rien puisqu'il s'agit "d'organismes spécialisés de réflexion, d'études et de recherche sans pouvoir de décision politique" (art. 46).

Nous regrettons par ailleurs de constater qu'il arrive de plus en plus fréquemment que des personnes adhèrent à une section locale dont il se détachent immédiatement pour travailler exclusivement dans une de ces commissions.

Nous demandons :

1. Que les commissions ne diffusent les

résultats de leurs travaux qu'après accord des instances dirigeantes et, si possible, approbation des militants après un débat démocratique dans le Parti. Nous souhaitons à ce sujet qu'un débat soit mené sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, dans les plus brefs délais.

2. Que les commissions soient beaucoup plus le reflet des militants qu'elles ne le sont actuellement. Nous préconisons :

- La désignation démocratique d'une partie des membres de ces commissions ;
- L'exigence faite aux membres des commissions de participer à la vie d'une section, ne serait-ce qu'en assistant à ses réunions.

## LA 7<sup>e</sup> SECTION DE PARIS

### *Motion invitant le Parti socialiste à intégrer la lutte des femmes dans sa stratégie globale*

La lutte des femmes est un enjeu trop fondamental pour que le P.S. ne renforce pas son action en ce domaine et n'intègre pas des revendications et les aspirations des femmes dans sa stratégie globale vers le socialisme autogestionnaire.

Dans son développement historique le capitalisme a intérêt à augmenter le salariat et à mettre les femmes au travail. Mais en phase de récession il est nécessaire qu'il renvoie les femmes au foyer. Pour ce faire il joue sur une idéologie qui lui est antérieure, mais qui le sert et qui réserve les activités domestiques aux femmes.

La crise actuelle implique la femme au foyer.

Ceci se traduit par :

- Des licenciements préférentiels des femmes ;
- Des mesures spéciales et des pressions idéologiques les incitant à rester au foyer (projets concernant la famille, exaltation du bénévolat, images de la femme dans les médias) ;
- Pour les travailleuses, maintien de bas salaires, sous qualification, conditions de travail très difficiles (70 % des O.S. sont des femmes) ;
- Et pour toutes persistance de leur statut d'infériorité au sein de la famille.

Le Parti socialiste doit prendre en charge les luttes des femmes sur le terrain économique et sur le terrain idéologique ;

- Dans la perspective de la prise de pouvoir ;
- De l'application du Programme commun et de la transition au socialisme autogestionnaire.

**Cette prise en charge pour être politiquement efficace implique que ce ne soient pas seulement les femmes qui luttent, mais l'ensemble du Parti.**

Ceci passe par des mots d'ordre clairs et par des mesures précises et réalistes, dénonciation ferme de la politique du pouvoir :

- Des mesures législatives destinées à maintenir la femme au foyer du type congé maternité de 2 ans sans solde ;

- Des mesures écartant les femmes du travail, licenciements préférentiels des femmes, bas salaires, sous qualification persistante, difficultés accrues de trouver du travail.

Initiatives permettant l'insertion des femmes à leur juste place dans le combat socialiste :

- Effort particulier d'implantation et de développement de sections d'entreprises dans les milieux d'ouvrières et d'employées, en liant les luttes concernant les conditions de travail aux luttes concernant les conditions de vie ;
- Lancement d'une campagne nationale en direction des femmes au foyer insistant sur leur isolement dans la vie sociale et politique, sur les problèmes qu'elles rencontrent au fait du manque d'équipements, sur leur impossibilité de choisir librement entre activité domestique et activité salariée ;
- Action permanente du Parti pour donner un débouché politique aux luttes des associations représentatives des femmes ;
- Lutttes pour appliquer la législation sur la contraception et l'avortement ;
- Lutte pour le contrôle des usagers, consommateurs etc.

A l'intérieur du Parti :

- Effort systématique de groupes au niveau des sections et des fédérations en vue d'assurer aux femmes la formation et la pratique politique nécessaires pour l'exercice des responsabilités à l'intérieur et à l'extérieur du Parti ;
- Organisation de journées femmes à tous les niveaux, éventuellement d'une convention nationale consacrée aux problèmes féminins ;
- Systématisation de l'établissement de garderies à l'occasion de toutes manifestations importantes du Parti et prévision des moyens budgétaires à cet effet.

Au delà de ces mesures applicables immédiatement, la stratégie lutte pour le contrôle, autogestion, doit amener à une organisation nouvelle de la société dans laquelle la division traditionnelle du travail entre hommes et femmes se trouvera remise en cause.

Il est important que dès aujourd'hui le Parti s'interroge sur ce que pourraient être ces transformations profondes et qu'il impulse et soutienne toutes les luttes économiques et idéologiques qui permettront cette transformation.

Les efforts faits par le Parti socialiste pour aboutir à l'Union la plus large de la Gauche à l'occasion des élections municipales et leur succès mettent à l'ordre du jour le changement radical de politique proposé par les forces populaires.

En vue de préparer ces échéances, la 7<sup>e</sup> section de Paris souhaite que les orientations suivantes soient retenues par le prochain congrès de Parti :

1. Se préparer dans l'Union à appliquer le programme commun de gouvernement.

Dans l'Union de la Gauche, le Parti socialiste doit se montrer comme une force de propositions et de rassemblement. Pour cela, sans attendre :

- Il proposera à ses partenaires de l'Union une actualisation et un approfondissement du Programme commun sur certains points tels que :
    - le plein emploi ;
    - la gestion des nationalisations ;
    - l'Europe ;
    - la défense nationale.
  - Il proposera que de grandes campagnes communes soient organisées avec nos partenaires ;
    - pour dénoncer la politique actuelle du pouvoir ;
    - pour expliquer dans tous le pays les orientations fondamentales du Programme commun de manière à rassembler la grande masse des Français qui ont intérêt à son application. Les campagnes communes devraient porter notamment sur l'importance et l'enjeu des nationalisations, la défense et le développement des libertés, l'extension des droits sociaux (Sécurité sociale, santé), le contrôle des travailleurs dans les entreprises.
2. Construire un Parti à la hauteur de ses responsabilités.

Pour répondre à la confiance que mettent aujourd'hui en lui la grande masse des travailleurs français et leur garantir les changements profonds qu'ils attendent le Parti doit :

- S'unir, se mobiliser et faire campagne autour des thèmes qui lui sont propres (contrôle, autogestion) ;
- Etre présent dans les luttes et plus particulièrement dans celles qui se déroulent sur les lieux de production pour leur donner le débouché politique indispensable ;
- Développer les sections d'entreprises en leur donnant les moyens, l'autonomie et le poids politique qu'elles doivent avoir dans le Parti ;
- Etendre la dynamique populaire du rassemblement par la présence de ses élus et de ses militants dans les associations, les communes et les quartiers.

Sur ces bases le Parti peut se donner les moyens non seulement de gouverner d'en haut mais aussi d'animer le mouvement populaire. Cette double dynamique est la seule possibilité de résister aux pressions idéologiques et économiques, de provoquer une rupture effective avec le capitalisme et d'ouvrir la voie au socialisme.



## CONTRIBUTION DE LA SECTION D'ANSE (69) AUX TEXTES D'ORIENTATION

De la démocratie dans la vie interne du Parti.

Les militants de la section réunis le 23-3-77 portent à la connaissance des instances nationales du Parti, les réflexions ci-dessous résultant de la pratique politique vécue à la base.

Sans remettre en cause les structures du Parti, il nous semble important de souligner que très souvent la vie démocratique interne s'arrête au niveau des structures intermédiaires et que les sections de base sur qui pourtant repose le Parti sont très souvent mises à l'écart de la réflexion et du pouvoir de décision.

Il nous apparaît en effet, que la réflexion politique est monopolisée par certains états-majors, ou certaines structures. Cette pratique dangereuse dangereuses car elle ne permet pas un débat vraiment démocratique et empêche la base de s'exprimer avec sérénité sur les grands problèmes politiques de notre temps.

Trop souvent des positions publiques sont prises par de personnalités du Parti alors qu'aucun travail, qu'aucun effort collectif de masse n'a été entrepris.

Les militants du Parti sont interpellés par l'opinion publique sur des sujets précis et souvent ne peuvent donner que des réponses générales ou évasives.

Il en est ainsi pour les grandes questions que sont la réforme de l'enseignement, de l'armée, de la politique énergétique, de la transition du socialisme, de la nationalisa-

tion des entreprises et de son contenu précis.

Les militants de la section considèrent que la construction d'un Parti socialiste fort, cohérent avec ses perspectives autogestionnaires nécessite une pratique interne en accord avec celles-ci.

La progression constante et rapide du Parti dans l'opinion publique ne doit pas nous éloigner de notre devoir de renforcer la cohésion et la formation des militants de base que nous sommes. Il est impératif, que tous nous soyons politiquement compétents. Et nous pensons qu'un moyen efficace et rapide est de mettre les militants, les sections en état de responsabilité par une plus grande pratique autogestionnaire au sein même du Parti.

L'autogestion n'est pas seulement à nos yeux, une philosophie révolutionnaire à usage externe mais bien au contraire et dès maintenant une pratique politique interne et permanente du Parti.

Nous demandons à ce que le Congrès prenne acte de la volonté des militants des sections de base d'être considérés non seulement comme des agents de propagande et de soutien (ce qui est indispensable par ailleurs) aux différentes échéances électorales mais également et surtout comme des camarades ayant aptitude à réfléchir, à discuter des grands projets d'orientation du Parti et de participer démocratiquement aux décisions.

Il est certain que cela demande un effort d'organisation interne du Parti permettant

aux sections de recevoir à temps la documentation nécessaire. Il est par exemple étonnant qu'à ce jour le projet éducatif qui a tant fait parler de lui dans l'opinion publique n'ait fait l'objet d'aucune diffusion auprès des sections.

D'autre part, nous demandons instamment à ce que les documents préparant le Congrès soient envoyés suffisamment tôt pour être discuté valablement par les sections.

Trop souvent, les sections ne peuvent discuter les projets et doivent voter sans avoir pu faire une analyse sérieuse des orientations proposées.

En outre, il est souhaitable que les rédacteurs fassent un sérieux effort de synthèse, de clarté et de simplicité dans le développement de thèses afin d'éviter que de trop nombreux militants soient découragés à la lecture de documents réservés aux spécialistes du Parti.

**En conclusion :** les militants de la section revendiquent le droit au pouvoir de discussion et de décision effectif sur les orientations du Parti. Le travail des commissions, pour indispensable et important qu'il soit, ne doit pas faire écran aux sections qui ont capacité à débattre.

Le Parti y perdra peut-être, en efficacité immédiate, mais la démocratie, elle, y gagnera sans aucun doute possible.

De la qualité de la vie démocratique, de la qualité politique de ses militants de base dépendra l'avenir du Parti, consolidera ses acquis et lui évitera de revenir au Parti de notables qui a fait tant de mal à la Gauche.

**Texte approuvé par un vote indicatif 6 pour, 5 abstentions (nouveaux adhérents) 9 absents**

**Le secrétaire de section  
J.-C. Metton**

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE SEVRES (92)

### Fonctionnement interne du Parti

Le Parti connaît actuellement une période de développement et de succès remarquables. Il manifeste également une grande vitalité. Il est toutefois affecté de faiblesses dans son fonctionnement interne, qui risquent de devenir très préjudiciables compte tenu de la dimension qu'il acquiert et du rôle qu'il va devoir jouer. Ces faiblesses sont principalement perceptibles en observant que :

- L'initiative politique dépend de plus en plus exclusivement des responsables des diverses tendances, tout paraît se ramener à des luttes de "courants" ;
- La liaison entre section et échelon fédéral ou national est trop à sens unique ;
- La désignation des responsables fédéraux ou nationaux ne s'effectue pas selon un processus complètement défini, et échappe de fait au contrôle des militants de la base.

C'est ainsi, par exemple, que compte tenu des élections municipales, il n'a pratiquement pas été possible aux sections de préparer pour le prochain Congrès les motions

dans un délai convenable. En fait, pour qu'une motion ait une chance d'être prise en compte et publiée il faut qu'elle soit présentée par quelques responsables d'une tendance. Ceci a conduit par exemple à retenir au Congrès de Dijon, pour fixer les orientations quant aux élections municipales, une motion unique. Les débats ont dès lors été marqués, sinon bloqués, par les interventions des principaux responsables voulant "faire passer" le texte proposé.

C'est ainsi d'autre part que le choix nominatif des responsables membres de chaque courant, conduit dans un nombre notable de congrès fédéraux, à des débats indéfinis, stériles et confus.

Sans verser dans l'esprit de critique, ni la démagogie, mais au contraire pour renforcer le Parti et faciliter l'action de ses dirigeants il paraît nécessaire d'améliorer certains processus de son fonctionnement interne. Il serait en particulier souhaitable :

1. Que soit développée une véritable fonction de correspondance avec les sections.

Le problème n'est pas "l'animation" mais "l'écoute" des sections.

2. Que soit précisé le mode de désignation des responsables.

Il devrait :

- Etre clair, facilement reconnu à la base et reposer sur des orientations politiques. Il devrait comporter appel, présentation et publication de candidatures ;
- Continuer à respecter strictement la représentation de chaque courant selon la règle de la proportionnalité ;
- Correspondre assez largement pour les militants à une élection nominative de responsables connus d'eux localement ;
- Permettre l'élection de militants non rattachés à un courant.

Or, sans contrevenir aux statuts et tout en préservant la nécessaire stabilité d'une direction fédérale ou nationale, il est possible de retenir un mode de désignation répondant aux conditions ci-dessus. Il est en effet possible d'appliquer par exemple au niveau des sections et fédérations le système d'élection "à la proportionnelle avec scrutin individuel" (1).

(1) Mode de scrutin retenu par le Parti pour l'élection des députés, conseillers, etc. (voir programme P.S. page 101).



La section de Sèvres demande donc que soit créée une commission d'étude, ayant pour but de dégager des dispositions concrètes améliorant le fonctionnement du Parti sur les points cités ci-dessus. Tout ou partie de ces dispositions pourrait, sans toucher aux statuts, être incorporé au Règlement intérieur du Parti et constituer un élément de travail pour la préparation du prochain congrès. Celui-ci, en tout état de cause, devrait prendre en considération les insuffisances mentionnées ici et déterminer les moyens pour les réduire.

Section de Sèvres (92)

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION D'ENTREPRISE ZIPEC (92)

### *Fonctionnement interne du Parti*

#### 1. Commissions :

Le Parti socialiste peut s'appuyer, pour définir certains points de sa ligne politique, sur le travail et les rapports de commissions.

- La composition de ces commissions doit refléter les différentes sensibilités du Parti ;
- Les commissions doivent être ouvertes à des gens autres que des spécialistes ;
- Les commissions peuvent faire appel à des avis extérieurs à la commission elle-même, doivent s'appuyer sur les rapports des sections (d'entreprises ou locales) qui ont travaillé sur le même sujet, et doivent associer les G.S.E. nationaux concernés par le sujet ;
- Les membres de la commission doivent être des militants du Parti, soit des permanents nationaux, soit des salariés militants d'un syndicat, soit des travailleurs indépendants ;
- Les rapports des commissions doivent être soumis à la décision politique du Parti, au niveau soit des sections, soit du Comité directeur, soit du Bureau exécutif.

Les commissions ne doivent pas se substituer aux instances statutaires du Parti (fédérations, sections, G.S.E.).

#### 2. Sections d'entreprises :

Le Congrès de Pau avait décidé que l'implantation et l'organisation du Parti socialiste sur les lieux de travail était l'objectif prioritaire des deux années à venir. Il faut aujourd'hui constater que si des progrès ont été accomplis, ceux-ci restent insuffisants.

Les raisons qui militaient en faveur du choix de cette priorité restent plus actuelles que jamais.

Néanmoins, le Parti socialiste ne pourra maintenant accomplir des progrès notables d'implantation que si a lieu dans tout le Parti, à tous ses niveaux, un débat approfondi sur les raisons de militer dans les entreprises, sur la nécessité de mettre en avant le mot d'ordre de la "reconnaissance de la Section politique d'entreprise".

Le Programme commun de gouvernement prévoit l'extension du secteur nationalisé dans lequel seront développées des expériences nouvelles que le P.S. inscrit dans la perspective de l'autogestion.

Il est donc indispensable de mener une bataille d'explication politique pour convaincre les travailleurs des entreprises concernées de la nécessité de ces nationalisations.

Par ailleurs, la désignation des nouveaux responsables de ces entreprises traduira, quelle que soit la formule de désignation finalement retenue, le rapport des forces politiques en présence.

Dans ces entreprises, l'organisation du P.S. est donc indispensable et doit être un objectif prioritaire pour les prochains mois.

Section d'entreprise Zipec (92)

## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE BOULOGNE- BILLANCOURT (92)

### *Environnement*

Environnement... Qualité de la Vie... Le régime capitaliste a mis un certain temps à découvrir, après que les citoyens lui en eurent fait prendre conscience, les problèmes de l'environnement. Il y a un siècle, la destruction commençait à s'opérer à l'échelle de la ville, de la région. Aujourd'hui, ce capitalisme monstrueux, caractérisé par la puissance de l'Etat liée aux intérêts privés, épuise la terre. Villes tentaculaires, campagnes qui se dépeuplent, épuisement des ressources de la planète, exploitation intensive des pays dits en voie de développement.

Ce système fait main basse sur tout ce qui peut être source d'argent, source de plus-value : l'habitat, les forêts, les océans. Il s'approprie sans vergogne et en toute connaissance de cause, les biens collectifs indispensables à la survie de l'homme : l'air, l'eau, le sol, y rejetant ou y déposant sans se soucier des conséquences pour autrui et pour les générations qui nous suivent, des déchets toxiques.

L'entreprise capitaliste plie à sa loi tout ce qui peut être pour elle source de revenus à court terme. L'agriculture elle-même, entraînée par cet ouragan dévastateur, épuise la terre, la contraignant à surproduire pour permettre à l'agriculteur de survivre.

Aujourd'hui les citoyens commencent à en voir les effets. Leurs luttes, qu'elles soient ou non couronnées de succès, sont des lut-

tes politiques, même s'ils ne le reconnaissent pas encore - acte politique car prise de conscience collective contre l'empirisme totalitaire d'un système qui connaît et protège en priorité les intérêts d'un petit nombre, les intérêts d'une classe.

Par ces luttes, les citoyens montrent clairement qu'ils se refusent à subir les conséquences de l'appropriation privée des biens collectifs nécessaires à la vie de l'homme, à son équilibre, à son épanouissement. De même que les ouvriers subissent chaque jour les conséquences de l'appropriation privée des moyens de production, de même les citoyens subissent les effets de l'appropriation des biens collectifs : l'air, l'eau, l'espace, les paysages. Luttés ouvrières et luttes pour la sauvegarde de l'environnement se rejoignent.

La technologie et la science au service de la classe possédante a dévié le sens du progrès. Il nous faut remettre cette technologie et cette science au service de l'homme, au service de la collectivité.

Cela est possible si nous saisissons le problème à sa source : les biens collectifs (l'eau, l'espace, l'air, les paysages) ne doivent pas et ne peuvent plus être soumis à la loi de la jungle qu'impose la recherche du profit au service du petit nombre.

Face à ces problèmes, le capitalisme s'efforce de détourner l'attention des citoyens. Il ne peut et ne veut pas résoudre réellement le problème, car cela remettrait en cause les fondements économiques de son pouvoir politique.

Devant cette situation que pouvons-nous faire, nous socialistes.

Il faut rappeler l'importance économique réelle de la prise en compte, dans la définition et l'application d'une politique économique d'ensemble, de ce que l'on appelle la protection, ou la sauvegarde de la nature et de l'environnement. La sauvegarde du patrimoine naturel est indispensable à deux titres. D'une part, parce qu'elle est la condition d'un bon équilibre physiologique de l'homme, de sa santé ; d'autre part, parce qu'elle est indispensable à l'économie, en particulier tel que nous le définissons dans le programme de gouvernement du Parti et dans le Programme commun de la Gauche. Il y a une logique certaine entre nos propositions économiques à court et moyen termes et la nécessaire sauvegarde du milieu naturel liée à une certaine conception de l'équilibre économique de notre pays. Seule une nouvelle comptabilité économique, prenant en compte les coûts externes considérés actuellement comme gratuits (eau, air, sol, zones naturelles), permettra de retrouver la vérité des prix et donc d'avoir une idée plus exacte de la rentabilité réelle des entreprises.

L'appréciation de l'intérêt collectif procède d'une démarche démocratique, c'est le principe qui a conduit à la définition de la planification démocratique. Agir au niveau de la décision, instaurer une procédure démocratique d'élaboration des décisions, tels sont donc nos impératifs.

C'est par cette approche que notre recherche d'un type de développement économique nouveau, d'une formule de "croissance pour l'homme" peut prendre tout son sens : cela signifie que les moyens nécessaires pour assurer les progrès quantitatifs, qui



sont une des conditions de l'émancipation humaine, ne doivent pas se retourner contre l'homme lui-même.

1. L'aspiration écologiste ne se limite pas au vœu d'établir quelques espaces verts dans des villes tentaculaires inhumaines et polluées. Elle est l'expression même de l'instinct de survie et c'est pourquoi elle refuse l'actuelle économie de profit immédiat. Elle entend transformer notre cadre de vie, changer les relations avec les pays exploités par le néo-colonialisme des sociétés capitalistes (ou : industrialisées), et se préoccupe des conditions d'existence des générations futures sur toute la planète.

2. Toute action écologiste véritable est indissociable de la pensée socialiste et correspond à une volonté politique claire (ou : les adhérents du P.S. sont profondément convaincus que, si l'écologie n'est qu'un aspect de leur combat, il est évident que les droits que les écologistes entendent protéger font partie intégrante des droits de l'homme. Toute action écologiste véritable est donc liée à une volonté politique claire et indissociable de l'ensemble de la pensée socialiste, sans laquelle ce combat n'aboutirait à aucun résultat et perdrait son sens profond).

Section de Boulogne-Billancourt

MILITANTS !  
SI VOUS NE  
POUVEZ PAS  
FAIRE UN  
ABONNEMENT  
A  
COMBAT  
SOCIALISTE



## ALLO P.S.

Bulletin quotidien d'information du Parti, diffusé tous les soirs, à partir de 20 heures et jusqu'à 9 heures du matin, sur le numéro de téléphone :

555-91-92.

Ce journal, suspendu pendant les vacances, sera à nouveau diffusé à partir du

mardi 19 avril

Nous reprendrons, bien entendu, les deux formules hebdomadaires que nous avons inaugurées, il y a quelques temps :

- Les "bilans du jeudi", rédigés et enregistrés par un responsable national du Parti qui rend compte de ce qui s'est passé dans son secteur ;

- "L'actualité du mercredi", commentée, en direct, par l'un des dirigeants du Parti socialiste.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- Je m'abonne pour 1 an :  
- O 25 F, tarif ordinaire ;  
- O 40 F, tarif militant ;  
- O 80 F, tarif de soutien.

Nom et prénom .....

Adresse complète .....

Les règlements (chèque, chèque postal, V.P., mandat) doivent être libellés exclusivement à l'ordre de *Charles-Emile Loo* et adressés à *Combat socialiste*, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

### BULLETIN DE COMMANDE

Nom .....

Adresse .....

Commande.....numéros

1. Du mois de .....  
2. Chaque mois, sauf rectification ou avis contraire, que je paye 2,50 F pièce.  
Soit : ... x 2,50 F = ... F.

1. Dès maintenant ;  
2. Après réception d'une facture en fin de mois.

FAITES EN  
AU MOINS  
DEUX !



BAROU



## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION D'ENTREPRISE DU COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE DE SACLAY (ESSONNE)

Le Parti socialiste, principale force de l'Union de la Gauche, a de bonnes chances de conquérir le pouvoir en 1978. Nous soumettons aux sections du Parti les conditions qui nous paraissent nécessaires pour que cette victoire électorale débouche réellement sur la construction du socialisme :

1. Que le P.S. soit une force collective capable à la fois de gouverner l'État et les collectivités locales, de les réformer dans le sens de l'autogestion, et d'animer à la base le mouvement des masses, sans l'initiative desquelles rien n'est possible.

Pour cela il faut, exploitant la campagne des municipales, recruter, former, amener par la discussion tous les militants à un haut niveau de conscience de leur responsabilité historique. Dans le Parti, ceci exige un effort prioritaire pour la formation et pour l'implantation, en particulier dans les entreprises, où se mèneront les affrontements les plus durs en cas de victoire. La priorité aux sections d'entreprises, affirmée à Pau mais oubliée depuis, doit devenir une réalité et toutes les procédures tendant à diminuer les sections d'entreprises et à les placer sous le contrôle des sections locales doivent être abolies.

Les militants ont souvent l'impression d'être coupés des vraies décisions, prises au sommet par la direction du Parti, plus influencée par les experts, les délégués, les assistants que par les militants. Ceci ruine toute discussion politique autonome dans les sections, vouées à la propagande et à des discussions affectives ou de boutique. Ceci conduit à la suppression de fait des Etudiants et des Jeunesses socialistes, ce qui ne facilite pas notre implantation, pourtant essentielle, dans la jeunesse. **La préparation du Congrès est l'occasion pour les militants de reprendre leur Parti en main**, en imposant une discussion sérieuse en section, où toutes les opinions seront présentées et débattues dans le respect réciproque, en faisant respecter les statuts fixés à Epinay en matière de désignation des membres du Comité directeur ou des candidats aux élections. C'est seulement sur la base d'une pareille discussion que pourra se faire au Congrès de Nantes une synthèse qui ne soit pas un compromis secret, mais une avancée pour le Parti tout entier.

2. Que notre but politique soit clair : aller vers le socialisme, en donnant l'initiative aux travailleurs par le moyen de l'Union de la Gauche. Quelles que soient les réticences, voire les exigences abusives du Parti communiste, nous répétons que c'est avec lui que nous gouvernerons. C'est grâce à cette constance que nous progressons, et à chaque fois que le P.C. y manque, il perd des points. Pour cela nous devons :

- remettre à leur juste place les radicaux, qui ne sont pas un allié plus privilégié que le P.C.

- ne pas nous lier les mains par une acceptation irréflective d'un pouvoir européen élu au suffrage universel, et qui pourrait dicter ses conditions au gouvernement français de la Gauche.

- ne pas transiger sur l'application immédiate des mesures-clés du Programme commun : nationalisations, mesures sociales pour les plus déshérités, décentralisation du pouvoir, mise en place de la planification démocratique et du contrôle des travailleurs.

- montrer clairement que la volonté populaire de "changer la vie" qui est la nôtre, passe par la lutte contre le capitalisme, tant dans ses aspects économiques qu'idéologiques.

3. Dès aujourd'hui, le P.S. mène l'action politique contre le plan Barre et contre l'offensive chiraquienne. Il soutient les luttes des travailleurs pour la défense de l'emploi et l'amélioration du pouvoir d'achat. Il défend les plus exploités : femmes à la double journée de travail, jeunes au chômage, travailleurs immigrés, car chaque succès remporté par eux est un acquis dans la lutte contre l'austérité et pour l'emploi. L'action d'aujourd'hui prépare ainsi la mise en œuvre du Programme commun.

Le secrétaire de section  
**Henri Acounis**

### **Les Socialistes et le tiers monde**

Les commandes de livres peuvent être faites auprès du secrétariat international Tiers monde du Parti socialiste, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

● **Prix : 20 F, franco de port pour la France ; 25 F, franco de port pour l'étranger (prix de vente en librairie : 33 F).**

**Paiement : par chèque bancaire libellé au nom de Charles-Emile Loo.**

**L'ouvrage sera envoyé par les soins du secrétariat au tiers monde après réception du chèque.**

### **"Les entretiens du jeudi"**

Tous les jeudis, de 19 à 21 heures, au siège du Parti, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris, les nouveaux adhérents et les sympathisants sont invités à rencontrer les responsables nationaux et les experts du Parti pour dialoguer sur l'actualité politique, économique, sociale et internationale de la semaine.

#### **Ces entretiens seront présentés et dirigés par :**

**21 avril : Jacques Delors**, délégué national du P.S. "Relations économiques internationales" et **Jean-Paul Bachy**, délégué national "Travail-emploi".

**28 avril : Claude Estier**, secrétaire national "Presse-information" et **Jacques Attali**, conseiller économique près du Premier secrétaire.

**5 mai : Christian Goux**, conseiller économique près du Premier secrétaire et **Lionel Jospin**, secrétaire national "Tiers monde".

**12 mai : Louis Mermaz**, secrétaire national "Fédérations-entreprises" et **Robert Pontillon**, secrétaire national "Relations internationales".

**26 mai : Pierre Mauroy**, secrétaire national "Coordination" et **Jean Poperen**, secrétaire national "Communication".

Désormais, tous les entretiens du jeudi, ainsi que les conférences de presse et les grands discours de François Mitterrand sont enregistrés sur cassette. Vous pouvez les commander au B.N.A.-P.S., 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris, en joignant à votre commande un chèque libellé au nom de **Charles-Emile Loo** (prix de la cassette : 10 F, ou abonnement pour 10 cassettes : 80 F ; durée de la cassette : 1 heure).





## TEXTE PRÉSENTÉ PAR LA SECTION DE COLLONGES VAL-DE-SAONE DU RHONE

Nous nous élevons vivement contre le fait qu'un certain nombre de membres du Bureau national n'hésitent pas à proclamer publiquement, sans préciser qu'il s'agit de leurs idées personnelles, des positions sur des problèmes très importants, notamment ceux de l'armée et de la puissance nucléaire, de la politique économique, etc. quand bien même ces positions sont en contradiction formelle avec ce qu'en disent le Programme socialiste et le Programme commun, et cela sans que l'ensemble des militants aient été consultés régulièrement sur ces questions et sur une éventuelle modification préalable de ces Programmes sur ces issues fondamentales.

**Adopté à l'unanimité des présents  
à la réunion de section du 20 mars 1977**

Nous déplorons que, par suite de l'absence de diffusion dans les sections du "rapport Mexandeu", beaucoup aient pu s'exprimer à l'extérieur du Parti socialiste sur ou à propos de ce document, alors que les membres du P.S. étaient privés de l'information qui leur aurait permis de prendre une part active et circonstanciée à l'étude des problèmes d'éducation, tant au sein des conseils et associations de parents d'élèves qu'au cours de la campagne pour les élections municipales.

Nous pensons que les problèmes de l'éducation, qui concernent chacun de nous à des titres divers, ne doivent en aucun cas être soustraits à la réflexion et à la discussion des adhérents réunis en section.

**Adopté à l'unanimité des présents  
à la réunion de section du 20 mars 1977**

La puissance destructrice des armes modernes rend de plus en plus utopique, et même suicidaire, le recours, au service de la justice, à la violence meurtrière. Il nous paraît nécessaire que le Parti socialiste repense, d'une manière authentiquement socialiste, le problème de la violence, au lieu de reprendre à son compte, presque tels quels, les systèmes militaire, juridique, policier et pénitentiaire de l'ancien régime. Il nous semble donc souhaitable qu'il organise en priorité l'étude des méthodes non violentes de lutte politique, de transformation de la société et de défense nationale, et qu'il s'efforce de rechercher si ces méthodes ne sont pas, davantage que les méthodes traditionnelles de répression et de représailles brutales, en accord avec les perspectives autogestionnaires d'un socialisme à visage humain dont notre Parti se réclame.

Jean Lasserre, Guy Rossiaud, Simone Dutey, Pierre Thiney, Philippe Wolfrom, Jean-Michel Ribault, Corinne Ribault, Pierre Bidard, Guy Dutey.

### *Projet de résolution*

Le Parti socialiste ne refuse pas de se servir de l'énergie nucléaire, mais il rejette la politique suivie par le pouvoir actuel et refuse les programmes en cours d'exécution pour la production d'énergie d'origine nucléaire.

Ces programmes, en effet, visent :

- A produire beaucoup d'électricité, pour tous usages sans distinction d'intérêt ;
- A produire de l'électricité sans attendre la solution de nombreux problèmes de sécurité et d'innocuité ;
- A produire de l'électricité d'origine nucléaire sans avoir démontré l'intérêt énergétique et la supériorité économique de ce procédé.

Le Parti socialiste suivra une démarche raisonnable fondée sur :

- La recherche de solutions techniques aux problèmes en suspens avant l'extension massive des technologies ;
- La cohérence politique en matière d'indépendance nationale, la dépendance à l'égard des sources d'uranium et des techniques étrangères n'étant pas a priori préférable à la dépendance à l'égard des sources de pétrole ;
- L'accord réel des populations concernées et non l'implantation d'usines nucléaires sous la contrainte ou par la ruse.

Le Parti socialiste refuse en tout état de cause la poursuite de la construction d'un sur-régénérateur à Creys-Malville, pour risque majeur d'empoisonnement catastrophique non totalement évitable.

Le Parti socialiste propose à ses partenaires dans l'Union de la Gauche la suspension, pour une durée suffisante pour aboutir à un résultat reconnu démocratiquement comme satisfaisant, du programme P.W.R. dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir.

Jean-Michel Ribault, Guy Pierra, Philippe Wolfrom, Simone Dutey.

**A. Arguments relatifs au programme P.W.R.**

**A. 1.** Le programme est-il indispensable pour satisfaire les besoins ?

**Réponse :** Le pouvoir actuel appelle "besoins" une extrapolation géométrique de la consommation passée d'électricité. Or :

- Une extrapolation en tendance ne conduit pas à une prévision aussi gigantesque ;
- L'E.D.F. doit utiliser une publicité incessante pour réaliser les prévisions. Il ne s'agit pas de besoins mais de marketing ;
- Une politique intelligente réserverait l'électricité aux usages où elle est irremplaçable ou très utile : information (télécommunications, informatique, etc.), moteurs, éclairage, alors que la "prévision" E.D.F. concerne surtout le chauffage sous toutes ses formes. L'utilisation de l'électricité pour chauffer est en effet une absurdité énergétique.

**A. 2.** Le programme ne fait-il courir aucun risque à la population ?

**Réponse :** Le cycle du combustible n'est pas fermé : les déchets sont en liberté... ou liberté mal surveillée ;

- Le risque de pollution des eaux n'est pas exclu ;
- Les compagnies d'assurances ne garantissent jamais les risques de contamination radioactive ;
- Les généticiens ne garantissent pas l'innocuité de faibles irradiations continues, sur le plan génétique.

**Après la grande victoire  
de la Gauche et du Parti Socialiste  
aux élections municipales**

# L'unité

l'hebdomadaire du P.S.

**doit connaître un nouvel essor**

Tous les militants doivent s'y abonner  
Tous les abonnés doivent faire un nouvel abonné

Abonnement pour 1 an : 135 F  
pour 6 mois : 80 F

à adresser : 41, boulevard Magenta, 75010 PARIS



**A. 3.** Le rendement des usines en construction est-il bon ?

**Réponse :** Tous les calculs sont fondés sur une sous-estimation des coûts ; on oublie :  
 - Le coût de destruction des usines (à terme, 25 ans) ;  
 - Le coût de la "fermeture" du cycle du combustible ;  
 - Le coût de remise à température acceptable des eaux de refroidissement avant rejet en rivière (26 °C) ;  
 - Le coût réel d'une sécurité vraie, c'est-à-dire rebus sic standibus.

De plus, on surestime généralement le facteur de puissance réel.

**A. 4.** La solution choisie est-elle la meilleure ?

**Réponse :** Elle ne respecte pas la loi qui interdit les rejets d'eau à plus de 26 °C. Elle est critiquée par les industriels qui la mettent en œuvre (Spie - Batignoles). Elle est condamnée en R.F.A. pour manque de solution au problème des déchets. Elle n'utilise pas les résultats acquis en France dans d'autres solutions (ou filières).

**A. 5.** La voie choisie assure-t-elle l'indépendance énergétique de notre pays ?

**Réponse :** Non. En effet :

- L'uranium extrait en France ne représentera pas la moitié des consommations ;
- L'uranium est enrichi aux U.S.A. L'usine d'enrichissement du Tricastin dépendra aussi de partenaires étrangers ;
- Les usines P.W.R. sont construites sous licence étrangère ;
- L'E.D.F. s'endette à l'étranger car les usines dépassent sa capacité d'autofinancement.

**B. Arguments relatifs au sur-régénérateur de Creys-Malville.**

**B. 1.** Le sur-régénérateur présente-t-il des risques graves ?

**Réponse :** Oui. Des risques majeurs pour la sécurité des populations françaises et étrangères, car :

- Le plutonium est un poison violent qui ne peut être manipulé à fortes doses sans qu'un jour prochain se produise une catastrophe ;
- Le risque génétique devient énorme ;
- La technique utilisée est une technique de laboratoire ; elle devrait être étudiée dix ou vingt ans avant d'être utilisée à l'échelle industrielle ;
- Le plutonium est une matière première des armes nucléaires. C'est d'ailleurs le motif principal pour lequel certains pays veulent s'équiper.



## Rencontre nationale de la culture

### L'ÉTAT ET LES MUSIQUES

organisée par la fédération de la Charente-Maritime  
et le secrétariat national à l'Action culturelle du Parti socialiste

LA ROCHELLE — 23 et 24 AVRIL 1977

Maison de Quartier de Port-Neuf, place de l'Île-de-France

### PROGRAMME

**SAMEDI 23 AVRIL 1977**

**14 h 30 :** Rendez-vous à la Maison de Quartier de Port-Neuf, place de l'Île-de-France.

**15 heures :** Séance plénière : Exposé général de **Gérard Descotils**, délégué au secrétariat national à l'Action culturelle.

**De 16 heures à 19 heures :** Premières séances de travail des trois tables rondes :

1. Finalités de l'enseignement musical ;
2. La création et les publics ;
3. Aspects économiques ;

**Ou, à 21 heures :** Maison de la culture : Art Blakey's Jazz Messengers.

**DIMANCHE 24 AVRIL 1977**

**9 h 30 :** Reprise du travail des tables rondes jusqu'au déjeuner.

**14 h 30 :** Séance plénière sous la présidence de **Michel Crépeau**, maire de La Rochelle :

- Comptes rendus des travaux des tables rondes ;
- Discussion générale ;
- Conclusion et synthèse par : **Dominique Taddei**, secrétaire national à l'Action culturelle.

## DIFFUSER "Combat socialiste"

Dans sa nouvelle formule avec couverture en couleur et 28 pages, COMBAT SOCIALISTE répond parfaitement aux besoins des sections qui veulent faire connaître les positions du Parti socialiste.

Nous vous proposons un mensuel (ce qui facilite sa vente militante) attrayant et lisible. Sur les marchés, au porte à porte, lors des meetings et réunions, à la sortie des entreprises, COMBAT SOCIALISTE se vend aisément. Toutes les sections se doivent de posséder leurs points de vente. Elles rendent ainsi possible la discussion et le Parti socialiste sort renforcé de ces contacts.

### UNE COMMANDE FACILE À PASSER

Quand tu recevras tes COMBAT SOCIALISTE, tu auras un mois pour les vendre. Puis, tu recevras une facture (2,50 F le numéro, vendu par toi 3 F, donc un bénéfice net pour ta section). De cette facture, **tu pourras déduire le prix des éventuels journaux invendus par toi**. Il suffit de nous joindre comme justificatif les vignettes qui se trouvent au coin de la dernière page de chaque numéro. Mais tu pourras garder ces mêmes numéros pour la promotion (par exemple, distribution dans les boîtes aux lettres).

Il te suffit de nous adresser le bulletin ci-dessous pour recevoir par P.T.T., à ton domicile, les numéros demandés. Tu peux aussi nous téléphoner pour passer commande ou pour modifier le volume de ta commande (878-40-73). Tu seras immédiatement servi.

## STAGES DE FORMATION

La formation est nécessaire dans la perspective d'un parti prochainement appelé sans doute à de hautes responsabilités. Pour cette raison, nous avons décidé de reprendre la série de nos séminaires du Centre national de formation à Paris :

- Tiers monde et socialisme, les 6, 7 et 8 mai 1977 ;
- Expression écrite et communication, les 13, 14 et 15 mai.

Pour compléter cet effort, 5 stages d'été auront lieu avec la possibilité d'un dédoublement de deux d'entre eux afin de satisfaire toutes les demandes d'inscription. Le calendrier en a paru dans Le Poing et la Rose de février. Les inscriptions sont ouvertes.

Enfin, comme par le passé, le secrétariat national se tient à la disposition des fédérations pour animer des stages décentralisés et des réunions de formation. Il suffit de prendre contact avec Paulette Nevoux, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

**LE BUREAU NATIONAL  
D'ADHÉSIONS**  
vient de publier  
une brochure intitulée :

**"Le Parti socialiste  
se présente"**

Au sommaire :

1. Le P.S. : sa raison d'être ;
2. Le P.S. : son organisation ;
3. Le P.S. : une démocratie interne ;
4. Le P.S. : son projet, sa politique, ses objectifs ;
5. Le P.S. : sa stratégie ;
6. Le P.S. : une expansion continue ;
7. Le P.S. : et le Programme commun ;
8. Le P.S. : et les femmes ;
9. Comment adhérer au P.S. ?

Adressez vos commandes au B.N.A., Parti socialiste, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris, en joignant un chèque libellé au nom de Charles-Emiles Loo. Prix de la brochure : 2 F (à partir de 100 : 1 F).

## la nouvelle revue socialiste

Directeur politique :  
François Mitterrand.

Rédacteur en chef :  
Maurice Benassayag.

La N.R.S., intellectuel collectif du P.S., fait aussi appel à des collaborateurs extérieurs, ouvre des dossiers, formule la théorie du socialisme démocratique, mène la bataille idéologique, travaille à l'Union de la gauche, s'ouvre à la critique.

N° 23  
Débat : L'Europe  
PRIX : 2 F

J.-P. Cot, J. Delors, G. Fuchs,  
G. Jacquet, R. Pontillon, A. Salomon.

Le P.S. et les Syndicats : D. Barbet,  
D'Helsinki à Belgrade : J. Huntzinger,  
La redistribution des revenus : D.  
Strauss-Kahn, Les femmes et la poli-  
tique : C. Ventre.

Chaque mois :

**UN DOSSIER  
OU  
UN DÉBAT,  
DES  
RUBRIQUES  
FIXES :**

Economie,  
Théorie,  
Société,  
Culture,  
etc.

## la nouvelle revue socialiste

DÉBAT :  
L'EUROPE

J.-P. COT, J. DELORS,  
G. FUCHS, G. JACQUET,  
R. PONTILLON, A. SALOMON

LE P.S.  
ET LES SYNDICATS  
D. BARBET

D'HELSINKI  
À BELGRADE  
J. HUNTZINGER

LA REDISTRIBUTION  
DES REVENUS  
D. STRAUSS-KAHN

LES FEMMES  
ET LA POLITIQUE  
C. VENTRE



## Le Poing et la Rose

Directeur politique :  
Pierre Mauroy

Rédacteur en chef :  
Marie-Jo Pontillon

Secrétaire de rédaction :  
Jean-Pierre Delaval

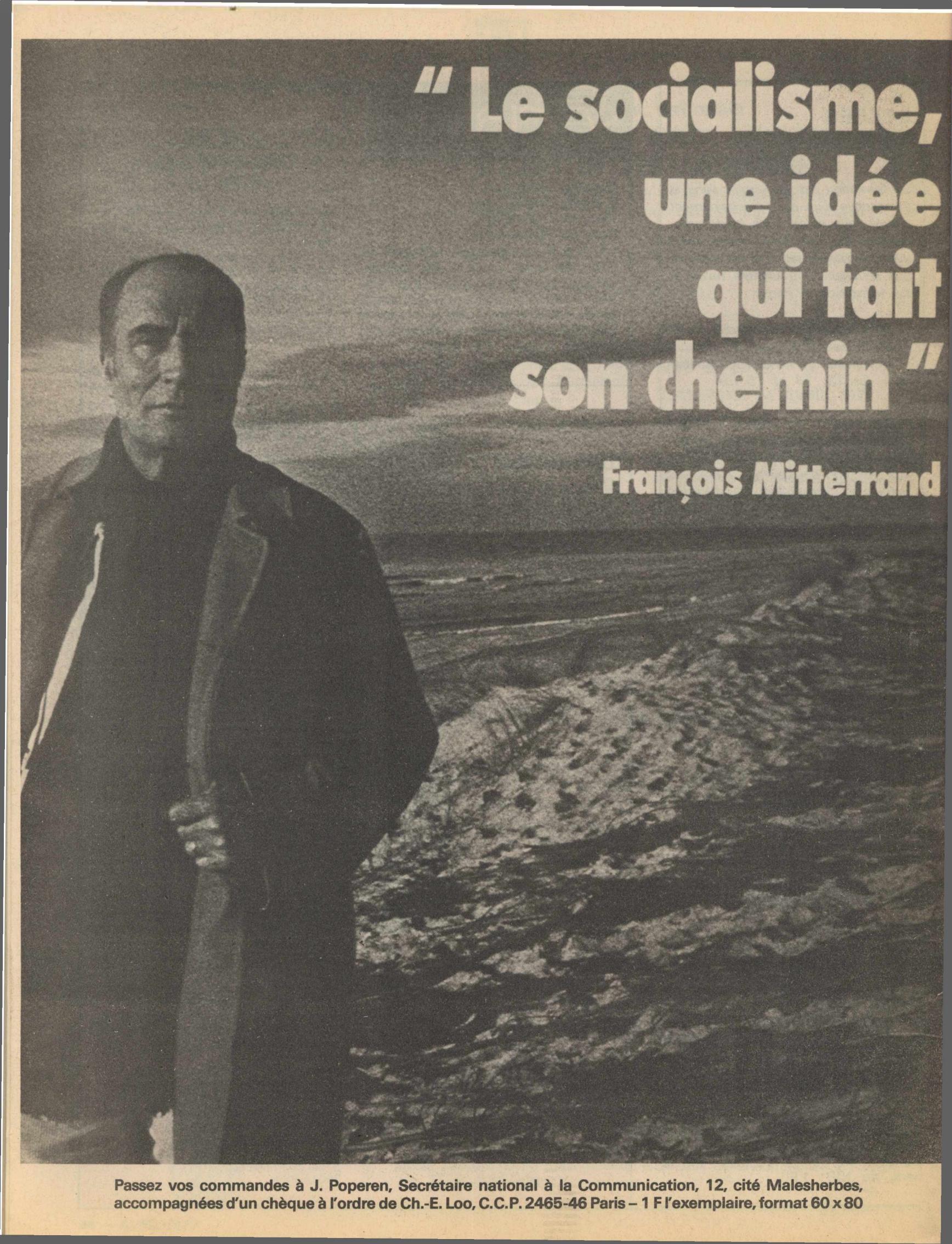
Administration :  
(Editions de l'An 2000)  
12, cité Malesherbes,  
75009 Paris

N° C.P.P.P. 53321.

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des  
secrétaires nationaux et de  
Jean-Michel Baqué,  
Patrice Corbin, Charles Hernu,  
J.-F. Huchet, Serge Lustac,  
Daniel Mitrani, Marc Véron,  
Gérard Delfau, Paule Dufour,  
Jean Rey.

Imprimerie coopérative  
L'Emancipatrice  
3, rue de Pondichéry,  
75015 Paris



**" Le socialisme,  
une idée  
qui fait  
son chemin "**

**François Mitterrand**

Passez vos commandes à J. Poperen, Secrétaire national à la Communication, 12, cité Malesherbes, accompagnées d'un chèque à l'ordre de Ch.-E. Loo, C.C.P. 2465-46 Paris - 1 F l'exemplaire, format 60 x 80